

AVIS DE TEMPETES

*Bulletin anarchiste
pour la guerre sociale*

.....
23bis – 28 novembre 2019



L'ampleur de la révolte au Chili n'est pas liée à tel ou tel serrage de vis, à tel ou tel groupe, mais à quelque chose de bien plus profond : la soif de liberté. Une liberté partagée qui ne pourra que passer sur le cadavre de la domination — des églises aux partis, de l'économie à la politique en passant par le patriarcat — pour s'affranchir des chaînes de l'existant. Une liberté contagieuse qui ne peut avancer qu'en détruisant tout ce qui fait la misère de nos vies, à travers un négatif d'où pourra surgir quelque chose de complètement différent. Et certes, sans pitié et sans égard pour l'ordre actuel qui nous écrase.

Danser avec les flammes

**Une chronique de la révolte
en cours au Chili
(octobre - novembre 2019)**

.....

Sommaire de ce numéro spécial

| | |
|--|----|
| Révolte incendiaire et état d'urgence (19 oct.) | 3 |
| Instantanés du premier jour sous état d'urgence (20 oct.) | 5 |
| Étendre le feu plutôt que le couvrir (21 oct.) | 9 |
| 3e nuit d'émeutes sous couvre-feu (22 oct.) | 12 |
| Détruire ou réformer l'existant (23 oct.) | 15 |
| La grève n'éteint pas les feux de la révolte (24 oct.) | 18 |
| <i>Où allons-nous ? Vers l'incertitude et la conflictualité permanente !</i> | 20 |
| Contre tout retour à la normale (25 oct.) | 23 |
| Rien n'est fini ! (27 oct.) | 25 |
| <i>Un voyage sans retour vers notre dignité et la libération totale</i> | 28 |
| Contre tout pouvoir (29 oct.) | 31 |
| <i>Pour la propagation totale du chaos</i> | 34 |
| L'oasis sent encore le brûlé (1 nov.) | 36 |
| La révolte continue de plus belle (10 nov.) | 40 |
| Danser avec les flammes (15 nov.) | 45 |
| Un mois de révolte sans leaders ni partis (21 nov.) | 49 |
| Contre la paix sociale (26 nov.) | 52 |
| <i>Au-dessus du volcan</i> | 58 |

19 octobre

Révolte incendiaire et état d'urgence

Les pauvres ne sont pas toujours raisonnables, mais pourquoi le seraient-ils face à la vie de misère qui leur est faite jour après jour par le pouvoir ? Dans certains endroits, une goutte d'eau suffit alors pour que le négatif déploie ses ailes et s'en prenne à ce qu'il a identifié depuis longtemps comme dispositif ennemi. Cela ne plaira certainement pas au bras gauche du capital et à son idéologie citoyenniste, mais à Santiago du Chili depuis vendredi 18 octobre, les étudiants, lycéens, anarchistes et autres vandales incontrôlés ont entrepris de procéder à la destruction d'un pan important de leur aliénation quotidienne : les sacro-saints transports publics. Ils ont compris que rien de ce qui est à l'Etat ou aux entreprises n'est à nous, et mérite d'être passé par les flammes de la vengeance contre un existant de dépossession et d'exploitation.

Comme il faut toujours une étincelle initiale, c'est donc la double augmentation du prix du métro à l'heure de pointe dans la capitale chilienne qui fut le prétexte. Une augmentation d'abord de vingt pesos en janvier 2019, puis à nouveau de trente pesos le 6 octobre dernier (de 800 à 830 pesos, soit 1,04 euro le ticket, sachant que le smic est à 400 euros/mois et que beaucoup ne l'ont pas), le gouvernement invoquant la hausse du coût de l'énergie et la faiblesse du peso. Face aux premières mobilisations, le ministre de l'économie Juan Andrés Fontaine, fort de l'arrogance commune des puissants, déclara même que les usagers n'avaient qu'à se lever encore plus tôt le matin, afin de profiter de tarifs moins élevés (ces derniers étant flexibles en fonction de la fréquentation, un bel exemple de libéralisme) ! A l'heure où les TER et autres Ouigo sont paralysés en France depuis deux jours par des employés de la SNCF qui appliquent leur droit de retrait afin de réclamer... la présence de contrôleurs dans tous les trains, le slogan le plus répandu à Santiago depuis une semaine est « *evasión ya* » (Fraude maintenant) ou « *Evadir=Luchar* » (Frauder =Lutter). Après les manifestations sauvages toute la journée de vendredi 18 octobre, les enrégés ont joué les prolongations nocturnes et entrepris de détruire ce qui leur était hostile : au moins 16 bus du Transantiago ont par exemple été réduits en cendres, dont neuf sur la place Grecia. Là, les manifestants se sont emparés d'eux après avoir fait descendre conducteur et passagers, puis les ont déplacés au milieu de la route pour servir de barricades enflammées.

Mais cela ne s'est pas arrêté là, puisqu'après des fraudes massives dans le métro toute la journée, où personne n'acceptait plus de payer, forçait les passages, en s'affrontant au besoin avec les carabiniers et les vigiles, et détruisait les bornes de paiement et autres tourniquets, des barricades ont été érigées à la tombée de la nuit sur les places Plaza Italia, Los Héroes, Portugal et dans plusieurs rues de Eje Alameda. Parmi les attaques ciblées, on peut noter l'incendie du Monument pour les carabiniers à Alameda ou celui du gigantesque siège de la compagnie d'électricité et de gaz *Enel*. Situé en plein centre de la capitale chilienne au croisement des avenues Santa Rosa et Alonso, le feu a été mis dans les escaliers de secours de la compagnie, et a réussi à se propager jusqu'au 12e étage, ravageant tout sur son passage de la tour de bureaux. On notera également qu'une succursale de *Banco Chile* a été incendiée dans le centre, et un supermarché pillé. La police a fait état d'au moins 180 arrestations et de 57 policiers blessés.

Pendant ce temps, le Président de la République Sebastián Piñera a été surpris en train de faire la fête dans une pizzeria du centre (à Viracura), ce qui n'a pas manqué d'élever le niveau de tension, comme un symbole de son mépris alors que les affrontements duraient depuis des heures. Rentré dans son Palais, il a décrété peu après minuit l'état d'urgence militaire dans les provinces de Santiago, de Chacabuco, et dans les villes proches de Puente Alto et San Bernardo. Nommé *Estado de Emergencia*, il peut être décrété par l'exécutif sans avoir besoin de l'aval du Congrès pour 15 jours renouvelables,

restreignant les libertés de mouvement et de réunion et en autorisant les militaires à descendre dans la rue pour rétablir l'ordre. Tous les rassemblements publics sont désormais interdits : à titre d'exemple, l'*Asociación Nacional de Fútbol Profesional (ANFP)* a immédiatement annoncé la suspension de tous



Santiago, 18/10
station de métro
de la ligne 4

les matchs de football de toutes les divisions, et la puissante église catholique de ses pèlerinages, dont le fameux du *Santuario de Teresa de Los Andes*. Il est aussi prévu jusqu'à 10 ans de prison pour quiconque « *incite à détruire, mettre hors service, interrompre ou paralyser toute installation publique ou privée d'éclairage, d'électricité, d'eau potable, de gaz et autres assimilés, afin de suspendre, interrompre ou détruire les moyens ou éléments de n'importe quel service public ou d'utilité publique* ». En pratique, c'est le général de division Javier Iturriaga del Campo, à la tête de la défense nationale, qui a été nommé responsable de faire appliquer l'état d'urgence, et a précisé que des patrouilles de militaires allaient sillonner les principaux sites de la capitale. Dès lundi est aussi prévue une session extraordinaire de la chambre des députés en présence du ministre de l'Intérieur à Valparaíso, loin de la capitale aux mains des militaires. On le voit, quand les émeutes se déroulent dans la rue, ce qui est fréquent au Chili, et qu'elles se cantonnent à des affrontements ou des destructions de mobilier urbain, cela fait encore partie de la soupe démocratique. Mais lorsque les manifestants commencent à s'en prendre à des infrastructures critiques comme le métro ou le siège d'un géant de l'énergie, la donne change d'un coup. L'ensemble des 164 stations du métro de Santiago ont d'ores et déjà été fermées pour tout le week-end et jusqu'à nouvel ordre. 700 bus supplémentaires ont été affectés pour gérer les déplacements.

Last but not least, juste après les affrontements diurnes et l'état d'urgence, de nombreux groupes d'émeutiers ont alors décidé de ne pas plier et de s'en prendre à la source du problème pour le régler radicalement. A partir de la Plaza de Maipú, ils sont descendus sous terre et ont saccagé tout ce qui pouvait l'être dans des couloirs du métro transformés en galeries commerciales : des distributeurs aux magasins, des bureaux du métro à son matériel (caméras ou composteurs), tout y est passé. Au total sur les lignes 4, 4A et 5, ce sont les stations de métro Trinidad, San José de la Estrella, Elisa Correa, Pedrero, Los Quillayes et Santa Julia qui ont toutes été entièrement et sans merci livrées aux flammes. Selon son gestionnaire, les dommages se montent à 400 à 500 millions de pesos (630.000 euros). Elles sont entièrement inutilisables.

Si on ne peut que saluer la révolte lorsqu'elle s'empare des rues en souhaitant qu'elle s'approfondisse et dépasse sont prétexte initial, toutes les situations ne sont pas comparables, comme à Hong Kong depuis des mois où les manifestants prennent soin de cibler les intérêts chinois, ou en Catalogne depuis plusieurs jours où les protestations peinent à dépasser la question indépendantiste (sans évoquer les récentes émeutes sociales en Equateur, Irak ou à Beyrouth...). Ce qui se passe au Chili depuis quelques jours, tout en étant inscrit dans une ébullition plus large où à chaque fois de nouvelles taxes ou augmentations de prix font déborder le vase, nous semble requérir toute l'attention solidaire des anti-autoritaires, à présent que l'état d'urgence militaire vient tenter d'écraser des protestations largement destructrices. Et pas seulement parce que de nombreuses compagnonnes et compagnons se battent sans concession depuis des années dans ce coin du monde.

N'existe-t-il pas ici aussi des infrastructures critiques de transport, d'énergie ou de communication qui comme à Santiago sont indispensables à la perpétuation de l'ordre existant, et qui sont à portée de main de tout révolté ? Si la solidarité n'est pas qu'un vain mot, il est plus que temps de nous y mettre pour alimenter et prolonger là où nous vivons les importantes révoltes qui se déroulent autour de nous. Et vu que la destruction, y compris de biens communs, est un langage qui parle directement d'un coin à l'autre de la planète... chacun.e a l'embaras du choix pour exprimer sa rage vers une liberté en acte contre ce monde de fric et de flics.



20 octobre

Instantanés du premier jour sous état d'urgence

Liste non exhaustive des saccages et pillages de commerces effectués hier **18 octobre** à Santiago pendant les manifestations, qui donne aussi une idée de l'ambiance :

- un supermarché *Líder*, situé à l'intersection des rues Tarapacá et Santa Rosa
- le premier étage de la Faculté d'Odontologie de l'Universidad Mayor, située au croisement des rues Brasil et Alameda. Tout son mobilier a été sorti pour servir de barricades urbaines
- une pharmacie *Cruz Verde*, située face à la Plaza Brasil
- un supermarché *Alvi*, dans le quartier de Pajaritos, avec pillage du high-tech (chariots remplis d'électroménager ou de TV à écran plat, etc)
- un supermarché *Santa Isabel*, situé à Quilicura
- un magasin *Abcdin*, situé au croisement des rues Pajaritos et Chacabuco, où après avoir soulevé sa grille, les émeutiers ont pillé tout le matos technologique
- trois commerces place Baquedano : une pharmacie *Salcobrand*, un *McDonald's* et un magasin *OXOXO* (les deux derniers également incendiés)
- plusieurs fast food situés à Alameda, l'avenue principale au centre de Santiago, ainsi que l'agence *Banco de Chile* (saccagée et incendiée)
- quatre banques sur la Plaza de Maipú : *Banco Itaú*, *Condell*, *de Chile* et *Scotiabank* et une agence de Enel (saccagées)

Autour de l'incendie du siège d'Enel. Parmi les institutions prises pour cible et incendiées vendredi 18 octobre, on compte le siège de l'*Enel*, gestionnaire chilien de l'électricité : l'entreprise d'énergie a augmenté ses tarifs d'électricité de + 10,5 % en mai 2019, et a annoncé en août une nouvelle augmentation de + 10% pour le second trimestre. Le gouvernement qui fixe les prix à travers la *Comisión Nacional de Energía* (CNE) justifie ces hausses par l'arrivée de nouveaux compteurs (type Linky, nommés là-bas aussi « *medidores inteligentes* ») et surtout par l'appréciation permanente du dollar par rapport au peso chilien : 1 dollar valait 679 pesos fin 2018, il en valait jusqu'à 730 fin septembre 2019.

Pour aller plus en détail, ce sont les escaliers de secours qui ont été entièrement détruits entre 22 et 23h, les flammes sont mon-

tées jusqu'au 17^e étage. Le reste de l'édifice est intact, même si ici ou là il est précisé que plusieurs bureaux (aux 10^e et 12^e étages) ont été touchés. Sur une jolie photo du résultat, prise ce matin, on peut voir un des tags anarchistes laissé à côté qui résume bien l'idée des compagnons : « *Evade y destruye !! A cerclé* » (soit fraude et détruit). Bien entendu, tous les gauchistes s'indignent et s'égosillent selon la vieille thèse complotiste (aussi vieille que les staliniens) que l'incendie a été mis par le pouvoir lui-même ou ses provocateurs afin de justifier l'état d'urgence !

Samedi c'est reparti ! En ce premier jour sous état d'urgence, samedi **19 octobre**, l'après-midi a commencé avec des gens dans la rue munis de casseroles, cassant les oreilles des soldats et les insultant. Il y a eu aussi des occupations de places (Plaza Italia, Plaza Brasil et Plaza Ñuñoa.), provoquant l'intervention des soldats pour les en chasser. A partir de 14h, il y a eu toujours plus de tensions, jets d'objets contre lacrymos, etc. dans de nombreux quartiers. A 15h, le grand hypermarché *Mall Plaza*, qui restait ouvert en ce samedi, décide de fermer ses portes de crainte des pillages.

Dans l'après-midi, les feux de la révolte sont ravivés à plusieurs endroits de la capitale : six bus sont incendiés à Vicuña Mackenna et des rames de métro sont cramées à la station Elisa Correa. Une heure plus tard, celles de deux autres stations sont enflammées par des émeutiers, à San Pablo (lignes 1 et 5) et à Macul.

Avant les incendies de ce samedi, le directeur général de la compagnie de transport, Rubén Alvarado, a fait un bilan : « *les dégâts dépassent, selon une estimation préliminaire, largement les 200 millions de dollars. Sur les 136 stations de métro du réseau, 77 ont été endommagées et 20 incendiées. Parmi ces dernières, 9 sont entièrement détruites (Los Quillayes, San José de la Estrella, Trinidad, Macul, Protectora de la Infancia, Elisa Correa, La Granja, San Ramón et Santa Julia) et 11 partiellement (Gruta de Lourdes, Barrancas, Las Parcelas, Pedrero, Cumming, San Joaquín, Pudahuel, Laguna Azul, República, San Pablo et Vespucio Norte)* ».

A 18h50, on apprend que 44 feux rouges ont été abattus dans la capitale ce samedi (et 52 la veille).

A 19h, le Président Piñera annonce lors d'une conférence de presse qu'il suspend la hausse des tarifs du métro, qui sera votée ces prochains jours à l'assemblée lors d'une loi d'urgence... tout en maintenant l'état d'urgence militaire et la possibilité d'un couvre-feu.

Au moment de l'allocution du chef de l'Etat, un incendie est allumé dans les stations de métro San José de la Estrella (ligne 4) et Laguna Sur (ligne 5, à Pudahuel) à Santiago... A Pudahuel, les pompiers sont pris à parti par les émeutiers. Un péage autoroutier sur la Ruta 78 est livré aux flammes au sud-ouest de la capitale, à Talagante ainsi que la mairie de San Bernardo en banlieue et une agence de la *Banco de Chile* à Melipilla.

A 19h30, c'est une station-service *Petrobras* qui est pillée puis incendiée à La Florida, tandis que le pied d'un immeuble en construction est en flammes à Concepción, et la Chambre de commerce de Santiago est pillée et saccagée.

A 19h40, le général Iturriaga fait son annonce : « *J'ai décrété la suspension des libertés personnelles de mouvement à travers un couvre-feu total aujourd'hui dans les provinces de Santiago et Chacabuco, et dans les villes de Puente Alto et San Bernardo. Vous avez deux heures pour rentrer chez vous* ». Le couvre-feu est de 22h à 7h du matin jusqu'à nouvel ordre...

Les désordres ont commencé à s'étendre au cours de la soirée dans plusieurs villes comme Valparaíso, Antofagasta, La Serena, Ovalle, Talca, Rancagua, Puerto Montt et Punta Arenas.

A Valparaíso, les premiers affrontements se sont déroulés Plaza Victoria. Il y a eu dans l'après-midi des passages en force sans payer massif de lycéens dans le métro, qui a décidé d'interrompre prématurément son service, en arrêtant tous les métros à 18h. Sur la place Victoria, dans l'après-midi, des manifestants sont entrés dans un magasin *Ripley* afin d'en sortir le mobilier et le cramer dans une grande barricade.

A 22h20, l'état d'urgence (*Estado de Excepción Constitucional de Emergencia*) est étendu à la province de Concepción, où les émeutes ont fait rage en journée pour s'intensifier la nuit tombée. C'est le contre-amiral Carlos Huber qui est chargé de sa gestion pour l'armée. A 22h30, l'état d'urgence est étendu à la province de Valparaíso (sauf l'île de Pâques et la commune de Juan Fernández) avec couvre-feu à minuit. C'est le contre-amiral Juan Andrés de la Maza qui est chargé de sa gestion pour l'armée. 500 soldats sortent de leurs casernes pour reprendre le contrôle de Valparaíso.

L'aéroport international de Santiago annonce que les passagers des vols de nuit ont 2h pour le rejoindre avant sa fermeture (finalement, les billets pourront servir de sauf-conduit), et les compagnies de bus des trajets

intérieurs du pays suspendent leurs liaisons de et vers la capitale « en raison des émeutes ».

Voici un bilan non-exhaustif établi à minuit ce dimanche **20 octobre** (heure locale) concernant les saccages, pillages et incendies à Santiago et dans d'autres régions : pour exemple, la chaîne *Walmart* (marque de super et hypermarchés *aCuenta* et *Lider*) fait état de plus de 80 pillages et de cinq incendies de ses commerces.

Région de Biobío. A Concepción, le supermarché *Santa Isabel*, la station-service *Petrobras* et le livreur *Telepizza* sont la cible de pillages sur la Diagonal Pedro Aguirre Cerda. Plus tard, le centre commercial *Mall del Centro* est incendié. Le tribunal, rue Tucapel, est saccagé. Le supermarché situé à côté du club de sport *Bellavista*, est pillé. Les bureaux du méga projet immobilier de Aitú (*La Ciudad del Parque*, 7 tours de 21 étages) sont détruits par les flammes.

Région de Santiago du Chili. A San Bernardo, l'hypermarché *Lider* de Lo Blanco est incendié. Deux femmes sont mortes brûlées accidentellement lors du pillage incendiaire. Une troisième personne, un homme, est grièvement blessé (hospitalisé avec le corps brûlé à 75%). A El Bosque, l'hypermarché *Lider* de la Gran Avenida est pillé. A La Florida, l'hypermarché *Santa Isabel* de l'avenue Trinidad est pillé. A 21h30, un supermarché est incendié avenue Walker Martínez. Le centre commercial *Mall Vespucio* de l'avenue Vicuña Mackenna est incendié. A Maipú, une station-service *Copac* et le centre commercial *Mid Mall*, situé Camino a Melipilla, sont incendiés. Le supermarché *Lider* sur l'Avenue Isabel Riquelme Sur est pillé. À Chacabuco, une annexe de la préfecture (Gobernación) est livrée aux flammes. Les commissariats n°12 de San Miguel et n°1 de Santiago sont attaqués et subissent des dégâts. Après l'annonce du couvre-feu, un supermarché *OK Market* et une pharmacie *Cruz Verde*, près du métro Villa Frei, sont pillés. Des véhicules d'un concessionnaire automobile place Ñuñoa sont réduits en cendres. Au croisement des rues Santa Isabel et Portugal, une pharmacie *Ahumada* est pillée.

Région de Valparaíso. A Valparaíso à la tombée de la nuit, la station de métro Quilpué est saccagée et la station Bellavista incendiée. A 20h, l'énorme banque *Ripley* est attaquée avenue Brasil puis saccagée. La banque *Santander* est saccagée, mais aussi les mairies de Lo Espejo et La Cisterna ainsi que les bureaux de l'*AFP Provida* (fonds de pension chilien). L'entrée

d'une église est incendiée, tout comme le supermarché *Unimarc* de l'avenue Brasil. Le siège du journal *El Mercurio* est saccagé et incendié. Le même sort est réservé aux commerces de la rue Condell (dont une agence bancaire *ServiEstado*). Dans le secteur de Placilla, la route est coupée après que des émeutiers aient érigé des barricades. A San Antonio, des manifestants ont attaqué un commissariat de carabiniers, détruisant les vitres et la porte, tandis que d'autres ont explosé la façade d'une agence de la banque *Santander*. A Viña del Mar, un hypermarché *Santa Isabel* est pillé et la mairie saccagée. A Quillota, le péage autoroutier *La Palma* est incendié. A San Felipe, le péage autoroutier de Llay Llay est entièrement réduit en cendres.

Région de Tarapacá. A Iquique, il y a également eu des tensions lorsque des manifestants ont attaqué des unités de la VI^{ème} division de l'armée et ont même volé des canons à valeur patrimoniale. Des manifestants ont notamment sorti un canon de guerre appartenant au *Regimiento Granaderos*, situé Avenida Arturo Prat.

Région de Coquimbo. A Coquimbo, la croix géante, dite du Troisième Millénaire, est incendiée. Idem pour l'hypermarché *Líder*. A La Serena, l'hypermarché *Santa Isabel* situé en plein centre ville est pillé.

Région d'Antofagasta. A Antofagasta, la pharmacie *Ahumada* est pillée et de gros dégâts (avec début d'incendie) sont causés au *Movistar* de la place Sotomayor.

A Rancagua sur l'avenue principale Alameda, un concessionnaire automobile est saccagé et incendié.

A Talca, une agence de la *Banco de Chile* est saccagée, et son mobilier à l'intérieur incendié. Il y a de violents affrontements sur la Plaza de Armas et plusieurs banques sont livrées aux flammes.

A Quilpué, une pharmacie du centre ville est pillée et une agence de la banque *BPI* saccagée. A Puerto Montt, les vitres de la Cour d'Appel et de banques sont brisées.

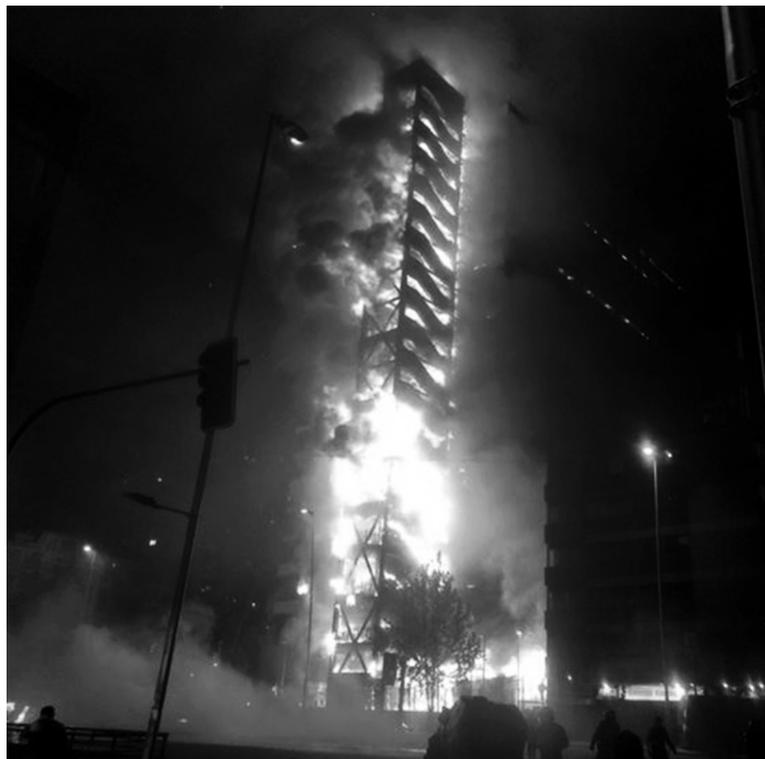
A Lampa, un supermarché *Unimarc* est pillé.

A Temuco, la station service *Copec* est saccagée.

A Copiapó, l'hypermarché *Líder*, au croisement des rues Copayapu et Chacabuco, est pillé.

A Caldera, le supermarché *Unimarc* est pillé et saccagé.

A Arica, un camion de l'hypermarché *Líder* est incendié.



Santiago, 18/10 incendie du siège de la compagnie d'électricité *Enel*



Le langage du feu
A Corps Perdu — août 2010

On nous a ainsi dit que les révoltés ne parlent pas, et pourtant leur révolte s'est répandue comme une traînée de poudre en quelques jours, parcourant des milliers de kilomètres. On nous a dit que les révoltés n'entendaient et ne comprenaient rien, et pourtant ils ont réussi à mettre en échec la police de villes entières nuit après nuit. Le langage du feu a donc été plus clair que cent paroles, et a été compris par des dizaines de milliers de personnes. Ce que la révolte de novembre 2005 en France a alors montré de façon éclatante, c'est que lorsqu'existe un sentiment commun (même négatif) lié à une condition similaire, il n'est nul besoin de mots d'ordres (pas même un consensuel et démagogique « *Sarko dégage !* ») ou d'organisation collective formelle pour attaquer efficacement ; c'est que le langage peut très bien se passer de revendications pour se transformer en actes, et même en actes très ciblés et répétés à grande échelle.



La fin du transport en commun

Hors Service — décembre 2011

Nous voulons tous aller quelque part. Ce ne serait pas une exagération de prétendre que c'est dans la nature humaine même d'aller, de ne pas rester sur place, de partir à la découverte. Relativement incapable d'éradiquer entièrement cette pulsion, le pouvoir s'emploie plutôt à déterminer à l'avance la destination de nos routes, en délimitant bien les champs accueillants à la découverte des terrains prohibés. Aller découvrir le nouveau centre commercial, goûter un succédané de nature dans un parc naturel, se jeter dans l'inconnu d'un nouvel emploi, faire la fête dans les endroits prévus pour éviter tout joyeux et donc incontrôlable débordement... voilà les destinations proposées.

Mais la question ne concerne pas uniquement les destinations. La critique de ce monde fantomatique mis en scène par le pouvoir et la marchandise s'enrayerait si elle ne captait pas que *c'est le chemin même qui conditionne la destination*. Vivant dans un monde basé sur l'argent, la seule destination de nos errances ne peut qu'être les temples où cet argent règne. Vivant dans un monde où le travail salarié détermine le rythme de la vie, le seul but devient évidemment l'usine, l'entreprise, l'atelier, le supermarché.

Si on descend du domaine de la critique de la logique du pouvoir et de la soumission, pour nous plonger dans le concret, on se heurte à propos de cette question des chemins et des destinations, quasi directement à l'existence des transports en commun. Ces derniers semblent d'ailleurs devenus une des cibles préférées des enragés, évidemment chacun pour ses raisons et ses colères, partageables ou moins. On pourrait facilement se limiter à une critique superficielle des transports en commun, en oubliant qu'ils forment effectivement une des plus importantes artères de la ville. On pourrait se limiter à dénoncer les prix trop élevés pour un ticket ou un abonnement, à l'augmentation des contrôles, à l'installation de portiques transformant l'accès au métro en une séance de gymnastique, ou encore à l'abondance de la vidéo-surveillance et des agents de prévention,... Toutes ces critiques sont absolument nécessaires et utiles, mais en même temps, elles risquent de nous amener, nous, les ennemis du pouvoir, sur les terrains glissants de la revendication d'un quelconque « droit à la mobilité », de « transports en commun gratuits » ou encore d'une « réduction de la répression des fraudeurs ». Ce sont des terrains glissants,

car ils risquent d'omettre la question fondamentale : pourquoi y-a-t-il des transports en commun, quel but servent-ils ?

La grande majorité des usagers des transports en commun l'utilisent pour se déplacer de la maison vers le travail, vers des institutions, vers des rendez-vous avec des bureaucrates, vers les lieux de consommation comme le supermarché, le stade ou la discothèque. Ceci donne une légère amorce afin de comprendre l'importance que le pouvoir octroie à un réseau de transports en commun qui fonctionnent déceimment. Le déplacement, la circulation des personnes est fondamentale pour l'économie, pour l'existence du pouvoir. Les transports en commun sont une des réponses à cette nécessité économique de se déplacer, tout comme son organisation fait tout son possible pour *offrir le chemin afin de déterminer la destination*. Et ce déplacement doit évidemment se dérouler de la manière la plus efficace (certainement pas un équivalent de la plus agréable) et la plus sûre (certainement pas un équivalent de la plus fascinante). La mobilisation totale de la population au quotidien nécessite des infrastructures adaptées. L'importance de ces infrastructures pour l'ordre social se reflète à l'envers quand elles sont paralysées (peu importe la cause) : retards, chaos, désordre, rupture avec la routine. *On pourrait les définir comme un terrain fertile pour la liberté, pour autre chose que la reproduction quotidienne des rôles, du pouvoir, de l'économie*.

[...] Aujourd'hui, il s'agit de concevoir ce que sont réellement les transports en commun : les artères du capitalisme, les barrières qui excluent tout ce qui sort de la routine du travail et du pouvoir, les fils barbelés de la prison à ciel ouvert en construction. Et comme l'évasion d'une personne ne signifie pas encore la destruction de la prison (et dans une certaine mesure même pas la liberté, liberté qui, comme on le dit souvent, *ne peut s'étendre à l'infini qu'à travers la liberté des autres*), la question revient à attaquer les transports en commun dans le but de les perturber et de les détruire. Paralyser la circulation orchestrée et conditionnée revient à non moins que de se battre pour la liberté de tous.

21 octobre

Étendre le feu plutôt que le couvrir

Après la déclaration de l'état d'urgence, confiant la gestion de la rue aux militaires pour rétablir l'ordre (à côtés des autres bras armés de l'Etat), le Président de la République Sebastian Piñera a annoncé samedi 19 octobre renoncer à l'augmentation des prix du métro à Santiago, pendant que ses militaires décrétaient l'établissement de couvre-feu. En effet, après l'énorme journée de vendredi dans la capitale où nombre de stations de métro avaient été saccagées et incendiées (en plus d'affrontements en journée), la révolte s'est étendue à tout le pays. Et cette fois, la question n'est plus ceci ou cela, mais une critique en acte de la condition faite aux pauvres : pillages en masse de supermarchés et centres commerciaux, incendies d'institutions (banques, mairies, péages, siège de journal)... mais aussi les deux ensemble, puisqu'énormément de commerces pillés sont également détruit par les flammes dans un même mouvement, ce qui est très particulier.

Face à cela, l'Etat a tout d'abord établi des couvre-feu samedi soir dans la région du Grand Santiago de 22h à 7h, avant de l'étendre à la région de Valparaíso et de Concepción. Ouvertement violé par des foules d'enragés dans des émeutes qui se sont multipliées ailleurs aussi, il a été étendu dimanche du nord au sud aux villes de Valdivia, Antofagasta, Talca, Chillán, Chillán Viejo, Temuco, Padre Las Casas et Punta Arenas. Ses horaires ont également été abaissés de 22h à 20h et même 19h à Santiago (jusqu'à 7h ou 6h du matin), heure à partir de laquelle seuls les riches peuvent circuler (munis de laissez-passer) et les militaires peuvent tirer sur quiconque et les arrêter. Si cela peut certainement dissuader un peu la partie plus citoyenne des protestataires (« moins d'abus » est une de leur revendication), il n'empêche que beaucoup ne rentrent pas chez eux et que les émeutes se prolongent depuis trois jours du jour à la nuit. Il y a à présent 10 500 militaires (soldats et carabiniers) pour patrouiller dans tout le pays et tenter le retour à l'ordre.

Dimanche en début d'après-midi sont sortis quelques chiffres des arrestations de la veille ou de la nuit : 614 manifestants de la région de Santiago déférés au tribunal et 848 dans le reste du pays, soit officiellement 1462 arrêtés dont vont s'occuper 193 procureurs désignés à cet effet. Au niveau des destructions de métro dans la capitale, le nouveau bilan est de 80 stations touchées sur 136, dont 11 totalement incendiées et 11 incendiées partiellement + 41 fortement endommagés (saccagées). A cela il faut ajouter la nouveauté de samedi, puisque

des enragés sont rentrés dedans pour cramer 8 nouvelles stations, y compris les rames de métro à quai dans les stations fermées : 6 rames variées ont été détruites, plus 3 métros (de plusieurs rames) entièrement calcinés, et de nombreux systèmes électriques de sécurité sont hors service. Tout cela pour au moins 300 millions de dollars de dégâts. A noter qu'à Valparaíso également, des stations ont été attaquées (dont une incendiée). Tout cela sans compter les bus du Transantiago partis en fumée. Côté banques, le président *Asociación de Bancos* a précisé qu'en deux jours et nuits, 130 agences ont été endommagées (dont 30 détruites) et 250 distributeurs de billets entièrement détruits (10% du parc total). Côté pillages, la chaîne américaine d'hypermarchés *Walmart* (marques *Líder* et *A Cuenta*), a dénombré dimanche au moins 125 de ses hypermarchés pillés à travers tout le pays et 9 incendiés. Autre exemple concernant les supermarchés *Santa Isabel*, très attaqués aussi : dimanche vers 16h30 à Santiago au croisement des rues *Trinidad* et *Vicuña Mackenna*, plusieurs centaines de personnes se sont organisées pour le piller rapidement en faisant venir des dizaines de voitures à remplir avant de partager. Plus ces émeutes se prolongent, et plus les objectifs sont également variés, comme ce pillage de l'usine *Coca Cola* à *Puente Alto* dimanche vers 17h... Et tout cela en à peine trois jours.

Dimanche (et lundi dans les médias européens), l'axe de communication du pouvoir est bien entendu les morts lors de ces pillages et l'armée mise en regard pour empêcher

cela. « *Nous sommes en guerre contre un ennemi puissant, implacable, qui ne respecte rien ni personne et qui est prêt à faire usage de la violence et de la délinquance sans aucune limite* » a ainsi déclaré Piñera lors d'une conférence de



Valparaíso, 20/10
hypermarché
incendié

presse dimanche. Précisons que les 7 morts recensés sont à chaque fois le fait d'accidents, puisqu'ils ont péri lors des incendies suivant les pillages dans d'énormes structures, comme l'usine de vêtements *Kayser* dans la commune de Renca (au nord de Santiago) et un hypermarché *Lider* à San Bernardo (sud de Santiago). L'Etat se garde bien entendu de mettre en avant toutes les personnes blessées par balles militaires, dont plusieurs (à Puente Alto par exemple) hospitalisées avec « *pronostic vital engagé* », ou les yeux crevés (déjà une dizaine recensés) suite aux tirs de balles en caoutchouc. Ou le rapport tout frais de l'*Instituto Nacional de Derechos Humanos* (INDH) qui dénonce des mauvais traitements contre les mineurs, des « vexation sexuelles » ou des tortures contre les manifestants arrêtés dans les 1^a, 3^a, 21^a, 19, 25, 33, 43 et 48^a commissariats de Santiago. C'est « *la guerre* », selon le Président, et des deux côtés : expropriations, saccages et incendies ciblés d'un côté, défense de la domination quel qu'en soit le prix par les mercenaires de l'Etat, de l'autre.

Dans toutes ces émeutes nocturnes, si les pillages suivis d'incendie d'hypermarchés ou de grands centres commerciaux restent les plus nombreux, on ne peut que se réjouir que certains saisissent également l'occasion d'attaquer chacun à sa manière des cibles qui leurs tiennent à coeur. A Valparaíso, la nuit de samedi à dimanche, c'est par exemple la cathédrale qui a eu son immense portail cramé, et l'intérieur entièrement saccagé, mais c'est aussi le bâtiment d'un des deux grands journaux du pays, *El Mercurio*, qui a subi le même sort : saccage et incendie (les travailleurs ont

dû se casser). A Coquimbo, dans le même genre, ce sont les pieds de l'immense *Cruz del Tercer Milenio* (une Croix de béton de 80m de haut et 40m de large datant de 2001) qui ont été incendiés. Autre exemple, à Concepción dimanche en journée, des individus ont soulevé le lourd rideau de fer d'une armurerie puis se sont emparés à la hâte du contenu de son négoce. A Iquique, les manifestants ont attaqué la caserne du Régiment de cavalerie, et l'image spectaculaire en a été la sortie du vieux canon de guerre retourné contre les militaires modernes anti-émeute. Ailleurs, notamment au sud, plusieurs péages de routes et autoroutes sont partis en fumée, dont le dernier dimanche vers 20h30 à Peñaflor sur l'autoroute du soleil, tandis que plusieurs sont bloquées par des barricades.

Cette nuit de dimanche à lundi 21 octobre, le couvre-feu n'a pas été respecté une fois de plus dans de nombreux endroits, mais on peut remarquer que la plupart des pillages se sont déroulés en journée, où des foules hétérogènes se rassemblent d'ailleurs un peu partout (un des slogans : « *le Chili s'est réveillé* »). Un bref aperçu de ces nouvelles attaques, sans détailler les nombreux affrontements et barricades : à Catemu, c'est le lycée *California* qui est parti en fumée ainsi que la mairie, à Olmué c'est la mairie et la *Bancoestado*, à Temuco le magasin *Fashion Park* est pillé et à Iquique un *Ripley*, à Rancagua toutes les boutiques du centre perdent leurs vitres, à Maipú un hypermarché *Lider* est en flammes, à Chillán un supermarché *Unimarc* et un *Ripley* sont pillés, à Quillota un grand magasin de bricolage, à Antofagasta un supermarché *Unimarc*, etc.

Face à cette extension de la révolte, il est une tension classique que nous aimerions également souligner : celle entre réappropriation de l'existant et sa destruction. Présente dès le départ lors des fraudes massives du métro à Santiago, cette tension pouvait emprunter la différence entre rendre les transports publics gratuits *de fait* (en multipliant les fraudes) et les consumer dans les flammes. La nuit de vendredi, c'est ainsi qu'une dizaine de stations de métro furent incendiées. Autre exemple, si les pillages de biens de consommation se multiplient, on a aussi pu voir une partie des émeutiers incendier les temples de la consommation, et d'autres carrément jeter écrans plats et autre électroménager à peine exproprié pour alimenter le feu des barricades. Une question qui s'était déjà posée aux meilleurs moments de la révolte grecque de 2008.

De la consommation à la consommation de l'existant, voilà un pas que certains révolté.e.s

ont commencé à franchir de façon minoritaire à Santiago du Chili, un bon exemple de toutes les possibilités offertes lorsqu'un mouvement de rupture s'affranchit de la gauche, de son encadrement, son idéologie et sa pacification, pour gagner une dimension autonome où on peut commencer à détruire tout ce qui nous

détruit. A nous ici, de nous montrer solidaires à la hauteur de ce qui se passe là-bas, où de nombreuses compagnones et compagnons se battent aussi. Ne restons pas pacifiques comme l'océan qui nous en sépare !



La lutte contre le Transantiago

Cette Semaine – mai 2007

Transantiago est le nom du nouveau système de transport collectif de la capitale, Santiago du Chili, entré en vigueur le 9 février 2007. Il a modifié les trajectoires des bus, leur fréquence, les entreprises chargées du service et imposé un billet électronique. Les centaines de micro-entreprises de transport qui assuraient le service public et couvraient toute la périphérie ont été remplacées par dix concessions.

La révolte contre le Transantiago en 2007 est venue des quartiers et communes périphériques pauvres de la capitale : Maipú, Cerro Navia, Huechuraba, Recoleta, San Bernardo, Pudahuel, Pedro Aguirre Cerda, Nuñoa, Estación Central (où est situé Villa Francia), Lo Barnechea. Dans certaines zones, les bus ne passent plus (les bidonvilles en particulier), obligeant ses habitants à marcher plus d'un kilomètre avant le premier arrêt, dans d'autres ils passent très peu en journée et pas la nuit, bloquant les habitants dans leurs quartiers. Il s'agit bien sûr, sous prétexte de «modernisation», d'isoler certains quartiers des zones plus riches dans une logique de contrôle social et d'autre part de coupler le transport public à une seule logique marchande (horaires de travail et d'école exclusivement, et une fréquence liée aux zones rentables : des quartiers bourgeois et classes moyennes vers les lieux de consommation), condamnant les pauvres à toujours plus de misère en les enfermant loin de toute activité.

Tout le mois de mars, ces zones se sont donc insurgées contre le Transantiago avec des manifestations de centaines de personnes auto-organisées par quartiers, des blocages de routes, des barricades, et de durs affrontements avec les forces spéciales, de jour comme de nuit. Il n'est pas rare que ces derniers se prennent en plus des pierres ou d'une camionnette enflammée (le 14 mars à Lo Barnechea), des molotovs et des tirs d'armes à feu (à Villa Francia en particulier). La presse aussi a été prise pour cible à partir de ses premiers articles contre la «révolte des usagers». De nombreux bus et camionnettes furent aussi attaqués

et détruits, le mobilier urbain également (les feux de circulation par exemple), certaines nuits furent ponctuées de pillages ou d'incendies (un concessionnaire automobile rempli de voitures neuves le 12 mars). L'électricité a été plusieurs fois coupée dans les quartiers par les insurgés pour faciliter leurs déplacements et attaques sur un terrain qu'ils connaissent à fond, contrairement aux keufs. Suite aux incarcérations régulières (souvent de mineurs), des commissariats furent aussi attaqués (comme le 14 mars à Nuñoa) en une tentative de délivrer leurs amis, voisins et complices.

Le 20 mars, tout type de manifestation liée au Transantiago est interdite, ce qui ne diminue pas les ardeurs combattantes. Les tirs d'armes à feu contre les keufs se multiplient dans les secteurs comme Villa Francia lors d'émeutes qui durent jusqu'aux premières lueurs du jour. Le gouvernement agite le spectre de «groupes paramilitaires» d'extrême-gauche et la présidente Bachelet finit le 26 mars par virer le ministre des Transports, celui de la Justice, de la Défense et de la Présidence, reconnaissant piteusement que «les gens de Santiago et les plus pauvres en particulier méritent des excuses de nous tous» tout en annonçant 5600 bus supplémentaires.

Nous ne disposons pas de beaucoup d'informations sur la fin de ce conflit. Ce qui est par contre révélateur là-bas comme ici, comme ce fut le cas en Argentine en 2001 ou en France en 2005, c'est que les gouvernements sont assis sur les barils de poudre de la misère et des humiliations, accumulées par des années d'exploitation et de domination, qui peuvent s'enflammer au moindre prétexte. Reste à savoir comment ces explosions peuvent s'étendre jusqu'à supprimer définitivement les causes du problème, l'Etat et le Capital.

22 octobre

3^e nuit d'émeutes sous le couvre-feu

La nuit du 21 au mardi 22 octobre, fut la troisième sous couvre-feu au Chili. En plus de l'état d'urgence qui court sur 15 jours, le couvre-feu a même été encore étendu face aux manifestations sauvages diurnes (à base de cacerolazo, de slogans et d'affrontements parfois importants) et surtout face aux saccages, pillages et incendies qui continuent : il concerne désormais la région Metropolitana (Grand Santiago), Antofagasta, La Serena et Coquimbo, Valparaíso, Rancagua, Talca, Concepción, Valdivia, Osorno, Puerto Montt, Copiapó, Caldera et Vallenar. Il s'est également amplifié en horaires où les soldats peuvent tirer à vue et arrêter quiconque n'est pas muni de laisser-passer : dans les deux villes où la rage destructrice est actuellement la plus importante, Concepción et Valparaíso, son commencement a été abaissé à 18h (contre 20h ou 21h ailleurs), tandis qu'à Pozo Almonte et Iquique où il vient d'être instauré, il n'est levé qu'à 7h du matin (contre 6h ailleurs). Dans cette dernière ville, l'Etat n'a vraiment pas apprécié l'attaque la nuit précédente du bâtiment de la préfecture (Gobierno) régionale, de la caserne des pompiers et de la foule se dirigeant vers la caserne de la VI Division de l'armée près de la plage Cavanha (foule repoussée par des tirs en l'air répétés de soldats). Sans parler des pillages au centre-ville.

Plus le soulèvement dure et s'étend, et plus il devient compliqué d'avoir une vision globale, et on peut bien sûr voir de tout : des habitants de quartiers (les fameux « *vecinos* ») s'organiser en gilets jaunes (« *los canarios* ») pour protéger les biens des pillages, les leurs ou tout ce qui les environne (supermarchés et institutions compris) ; d'autres qui soutiennent les émeutiers en multipliant les *cacerolazos* bien après le couvre-feu (comme ces 5000 personnes à Talca, 2000 à Puerto Montt ou une partie des 35 000 manifestants de Concepcion) ; une multiplication des rumeurs en tout genre ou d'images spectaculaires sur les réseaux sociaux censées indigner la population ; des tentatives de la gôche d'offrir un débouché politique au pouvoir en multipliant les revendications (de la démission de Piñera à une assemblée constituante !) ; de plus en plus de blessés par balles militaires, dont les premiers morts, et nombre d'accidents. Ainsi, à propos des 15 morts qui tournent en boucle, il s'agit pour beaucoup de personnes coincées dans les incendies post-pillages : 2 dans celui du *Lider* de San Bernardo (19/10), 5 dans l'usine de vêtements *Kayser* à Renca (20/10), 1 dans celui d'un supermarché *Lider* à Matucana (Santiago, 20/10), 2 dans celui du magasin de BTP *Construmart* à Pintana (20/10), 1 électrocuté dans un *Santa Isabel* pillé à Santiago (21/10) ; et les autres tuées par les forces

de l'ordre : 1 par une balle dans le thorax à La Serena près du *Mall* (centre commercial) en voie d'être pillé (20/10), 1 à Talcahuano écrasé par un camion militaire (21/10), 1 d'une balle dans le thorax lors d'une manifestation à Curicó (21/10), 1 à Coquimbo lors du pillage d'un magasin (21/10) . Bien sûr, d'autres personnes ont été tuées ou grièvement blessées par les militaires dans la rue, mais elles ne sont pas comptées, puisque selon la bonne vieille technique policière, « *le procureur doit enquêter pour savoir d'où venaient les tirs* » !

En début d'après-midi lundi 21 octobre, l'*Instituto Nacional de Derechos Humanos* (INDH) recensait de son côté 84 blessés par balles depuis le 17 octobre, et l'Etat annonce ce matin 2653 arrêtés pour « pillages » et « destruction ». Mais qu'on ne s'y trompe pas, alors que la gôche appelait en vain à une grève générale illimitée, à laquelle le syndicat *CUT* et la coordination *No Más AFP* (mouvement pour un système public de retraites, initié par des syndicats) se refusent jusqu'à présent au profit d'un seul jour (mercredi), des individus commencent à réagir à la hauteur : à Valparaíso, huit commissariats ont été attaqués dimanche, à Pudahuel cette nuit, en banlieue de Santiago, des pilleurs ont répliqué par des tirs à l'intervention de la *PDI* (police musclée de type BAC) en blessant l'un d'eux, tandis que le

6° Comisaría de carabiniers de San Pedro de la Paz (province de Concepción) a également essuyé des coups de feu. Enfin, sur les 93 carabiniers blessés lors de la journée de lundi, 6 sont dans un « état grave », dont 2 par balles.

Pour avoir une idée non exhaustive des incendies et pillages qui se sont produits lundi en journée et cette nuit, on peut noter l'incendie d'un hypermarché *Líder* à San Ramón (Santiago) au croisement des rues Santa Rosa/Los Franciscanos ; le saccage du péage de Chivilingo (Concepción) sur la Ruta 160 ; un second pillage du supermarché *Unimarc* à Antofagasta ; l'incendie des bureaux de l'*Instituto de Seguridad del Trabajo* (IST) à Puerto Natales (Magallanes) ainsi que partiellement le commissariat avec des molotovs ; l'incendie de l'immense *Homecenter Sodimac* (ameublement, construction et bricolage) à Concepción mais aussi l'ancien immeuble de l'Etat civil, la Cour d'Appel (partiellement) et le bâtiment du Ministère de l'Education (dont le mobilier alimente les barricades) ; le pillage de l'hypermarché *ACuenta* à La Ligua (Valparaíso) ; l'incendie des bureaux d'*Essal* (traitement des eaux, Suez) à Orsono et des vitres de nombreux commerces ; l'incendie des bureaux de *AFP Capital* (fonds de pension) à Rancagua ; l'incendie d'un bâtiment de la mairie à Quilpué ; l'incendie du Ministère du Travail à La Serena et le saccage du Mont-de-Piété (*Caja de Crédito Prendario*, dans les deux cas le mobilier alimente les barricades) ; le pillage de l'hypermarché *Líder* à Quilicura (Santiago) ; l'incendie d'un bus après avoir fait descendre conducteur et passagers à Cañete (province d'Arauco) ; le pillage pour la seconde fois de l'hypermarché *ACuenta* à Viña del Mar ; le pillage d'un *Ripley* à Puerto Montt,... tout ceci effectué par des centaines de révolté.e.s mobiles.

Aujourd'hui, le général Javier Iturriaga chargé de l'état d'urgence parle de 932 arrêtés supplémentaires cette nuit de lundi à mardi 22 octobre, de 49 uniformes blessés et de 20 000 soldats et flics déployés dans la capitale. De même, il est confirmé que trois stations de métro de Valparaíso (Quilpué, Miramar et Bellavista) ne pourront pas rouvrir de si tôt : comme 22 d'entre elles à Santiago, elles ont été incendiées par les émeutiers ! A présent, les grandes manœuvres de négociation politique commencent aussi, avec d'un côté le gouvernement qui va recevoir les présidents des partis politiques de la majorité et de l'opposition pour voir quelles miettes leurs semblent adéquates afin d'acheter un semblant de paix sociale, et de l'autre une grève générale appelée par les syndicats rassem-

blés sous le nom *Unidad Social* pour un seul jour, mercredi, demandant de d'abord retirer les militaires de la rue (et même pas cet autre minimum qui est la libération de tous les incarcérés) avant « d'ouvrir un dialogue social ».



Valparaíso, 20/10
siège du journal
El Mercurio incendié

On le sait depuis longtemps, la revendication est la mort de toute révolte, c'est dialoguer et quémander à l'ennemi plutôt que de s'auto-organiser de façon autonome pour prendre par l'action directe ce qui nous intéresse et détruire le reste. En somme, ce qui se passe depuis vendredi dans plusieurs villes du Chili et que la politique de droite comme de gauche va essayer à tout prix de stopper...

A l'heure où certains rassemblements solidaires commencent à avoir lieu ici ou là, parfois blindés de politiciens comme à Paris et d'autres plus conflictuels (Berlin, Buenos Aires), il est encore temps d'étendre les feux de la révolte partout où nous vivons, et pas que devant les ambassades...





La méthode insurrectionnelle

Alfredo M. Bonanno

L'insurrection de grandes parties ou de toute une population à un moment donné, présuppose quelques éléments déjà existants, à savoir la décomposition des conditions sociales et économiques, ou l'incapacité de l'État à maintenir l'ordre et à faire respecter les lois. Mais elle présuppose également l'existence d'individus et de groupes d'individus capables de saisir ce bouleversement au delà des signes extérieurs par lesquels il se manifeste. Il faut donc, chaque fois, savoir regarder plus loin que les motivations souvent circonstancielles et secondaires qui accompagnent les premiers foyers insurrectionnels, les premiers affrontements, les premières escarmouches afin de pouvoir apporter sa propre contribution à la lutte, et de ne pas la freiner ou la sous-estimer comme une simple réaction de souffrance confuse à l'égard de la domination politique en place.

Mais quels sont les individus préparés à affronter une telle tâche ? Ce pourraient être les anarchistes, non pas du fait de leurs choix idéologiques fondamentaux, de la négation de toute autorité qui les caractérisent, mais plutôt en tenant compte de la capacité critique de réflexion sur les méthodes de lutte et les projets organisationnels dont ils devraient disposer.

Seul celui qui se rebelle et qui s'est déjà rebellé, ne fut-ce que dans le microcosme de sa propre vie, seul celui qui a déjà bravé les conséquences de cette rébellion et les a vécues en profondeur, peut avoir les nerfs assez sensibles et les intuitions nécessaires pour saisir les signes d'un mouvement insurrectionnel en marche. Les anarchistes ne sont pas tous des rebelles, et les rebelles ne sont pas tous des anarchistes. Ajoutons qu'il ne suffit pas d'être rebelle pour comprendre la rébellion des autres. Il faut être préparé à comprendre, à approfondir les conditions sociales et économiques qui nous font face. Ne pas se laisser entraîner par la crue des manifestations débordantes du mouvement populaire, lorsque celui-ci déferle, le vent en poupe, et que les premiers succès hissent les drapeaux de l'illusion. La critique est toujours le premier instrument, le point de départ. Ce n'est pas d'une évaluation grossière des pour et des contre dont nous avons besoin. Mais d'une critique participative, qui s'adresse au cœur et fait vibrer d'émotion le conflit qui nous oppose aux ennemis de toujours, lorsque ceux-ci se retrouvent défaits pour la première fois, le nez dans la poussière.

Mais un rebelle ne suffit pas, pas plus que cent rebelles rassemblés n'y suffiraient. Ils seraient comme cent molécules s'affolant lors du moment destructeur des premières heures, lorsque la lutte s'embrace féroce et entraîne tout sur son passage. Les rebelles, figures importantes tant comme exemples que comme stimulants, finissent par succomber face à l'exigence du moment présent. Poussés à l'attaque par leur conscience, ils se retrouvent tôt ou tard confrontés à une limite indépassable. Ne parvenant pas à voir une issue organisationnelle, ils attendent des suggestions de la masse révoltée, un mot ici ou là, dans les

moments vivants de la lutte ou pendant les instants de trêves, quand tous acceptent de parler en attendant de reprendre. Et ils ne se rendent pas compte que lors de tous ces moments exaltants, il y a toujours des politiciens à l'affût. Les masses n'ont pas les vertus que nous avons souvent tendance à leur attribuer. L'assemblée n'est certes pas un endroit où mettre sa vie en jeu, mais nos vies sont mises en jeu par des décisions prises lors de l'assemblée. Les vautours politiques qui pointent leur nez lors de ces moments collectifs ont toujours des idées claires sur ce qu'ils veulent proposer. Ils ont dans les poches un beau programme de récupération, un plan pour le retour à la normalité, pour la restauration de l'ordre. Certes, ils ne diront rien de trop politiquement correct, ce qui leur permet de continuer à se faire passer pour des révolutionnaires. Mais ce sont toujours eux, les mêmes éternels charognards, qui jettent les bases de la reconstruction du pouvoir futur, celui qui récupère l'impulsion révolutionnaire et la canalise par des suggestions édulcorées. De grâce, limitons les destructions compagnons, après tout, ce que nous sommes en train de détruire nous appartient, etc.

Tirer le premier, le plus vite, est une vertu du Far West qui peut être utile à certains moments, mais il faut savoir utiliser sa tête avant, et utiliser sa tête signifie avoir un projet.

L'anarchiste ne peut pas se contenter d'être un rebelle, il doit être un rebelle muni d'un projet. Il doit donc unir le cœur et le courage à la connaissance et l'ingéniosité de l'action. Ses décisions seront éclairées par le feu de la destruction, et alimentées dans le foyer permanent de l'analyse critique.

À présent, et si l'on y réfléchit un instant, aucun projet ne peut tenir solidement sur ses deux pieds s'il naît au plus fort de la mêlée. Il serait stupide de penser que tout doit venir du peuple insurgé : un tel déterminisme aveugle risque de nous livrer bâillonnés au premier politicien venu, qui, du haut de sa chaise, saura tracer quelques lignes organisationnelles et programmatiques, jetant de la poudre aux yeux avec quatre mots alignés de manière rhétorique. Si l'insurrection est en grande partie un moment révolutionnaire d'immense créativité collective, pendant lequel peuvent émerger des suggestions analytiques d'une intensité considérable (pensons aux insurgés de Juillet à Paris qui tiraient sur les horloges), elle ne peut représenter la seule source d'approfondissement théorique et projectuel. Les moments les plus forts du peuple en armes éliminent, bien sûr, tous les atermoiements et les incertitudes préalables. Ils permettent de voir clairement ce qui hier n'était qu'estompé. Mais ils ne peuvent illuminer ce qui n'existe pas. Ces moments sont un réflecteur puissant qui permet la réalisation d'un projet révolutionnaire et anarchiste, mais ce projet doit exister avant, ne serait-ce que dans ses grandes lignes méthodologiques. Il doit avoir été élaboré, même si ce n'est pas dans chaque détail, et autant que possible, avoir été expérimenté.

23 octobre

Détruire ou réformer l'existant

Mardi 22 octobre (cet aperçu est écrit avant la journée de grève générale de mercredi) dans un Chili toujours sous état d'urgence, les affrontements, pillages et incendies n'ont pas cessé, s'étendant à d'autres villes encore et provoquant en retour une nouvelle extension du couvre-feu par les militaires (concernant désormais 75% du pays). Dans un des épicycles de la révolte, Valparaíso et sa région, il est le plus étendu, dès 18h et jusqu'à 5h30 du matin. Il commence à 20h à Antofagasta, Calama, Tocopilla et Mejillones, à Copiapó et Caldera, à La Serena et Coquimbo, dans le Grand Santiago, à Rancagua et Orsono, à 21h à Talca, Valdivia et Puerto Montt, et à 22h à Arica, Iquique et Alto Hospicio (jusqu'à 6h).

Même si certains dinosaures marxistes blablatent à foison depuis quelques jours sur la « *composition de classe* » du mouvement de révolte chilien et la place occupée par le « *lumpenprolétariat et les sous-prolétaires* » (!) en son sein, force est de constater que leur sujet politique préféré, les « *travailleurs organisés* » ne brillent pas par leur nombre lors des *cacerolazos* en journée (à l'exception des profs... puisque nombre d'écoles sont fermées) et des destructions nocturnes. C'est bien entendu parce qu'ils continuent de se rendre au travail jour après jour avec un couvre-feu aux horaires qui s'adaptent peu à peu aux besoins de l'économie (fin abaissée de 6h à 5h du matin dans plusieurs villes et à 4h à Santiago), au moins tant que les cogestionnaires syndicaux de l'exploitation ne les appellent pas à faire grève pacifiquement comme il est prévu mercredi et jeudi. Pendant que tous ces honnêtes gens qui répugnent à aller se servir directement sont au turbin (à l'exception des dockers qui ont fait grève lundi) les jeunes, les plus pauvres et leurs complices se rassemblent heureusement en journée dans la rue malgré l'état d'urgence pour faire face aux militaires (carabiniers et soldats). Ils s'en prennent courageusement à eux au risque des tirs de balles (en gomme, en caoutchouc, à billes de métal, ou même à « balles réelles » lors du couvre feu), montent des barricades de fortune, pillent et détruisent la marchandise. Malgré les fantasmes politiques, on n'est pas (encore ?) en présence d'une « *insurrection généralisée* », ni qualitative ni quantitative, mais d'une minorité de la population qui se bat sans répit contre la condition qui lui est faite, même si on peut remarquer ici ou là de fortes mobilisations mar-

di, comme à Concepción où 50 000 personnes ont défilé (sur 220 000 habitants dans la ville). Au-delà de l'illusion des grands nombres qui font la force, il est évident au Chili comme ailleurs qu'une insurrection ce n'est en tout cas pas une concentration pacifique du plus de personnes possibles : c'est un double processus diffus et violent, à la fois d'expropriation et de destruction de l'existant, souvent minoritaire, comme certain.e.s ont commencé à le faire sans attendre personne depuis ce week-end. Un mouvement réel qui peut soit être rejoint par une multiplication des ruptures de la normalité — du travail saboté, de l'école désertée, de la propagande d'Etat silencieuse, des institutions incendiées, de l'arrêt de la dévastation du territoire comme celle en territoire Mapuche... — à travers l'action directe, des blocages et des occupations, soit être étouffé par la répression, la revendication et une reconfiguration différemment identique de l'ordre (y compris sous forme de contre-pouvoir populaire).

Du côté des chiffres sortis récemment, l'*INDH* qui tente un suivi des arrêtés et blessés, parlait ce mercredi à 12h de 2.138 émeutiers arrêtés depuis le 17 octobre, 376 hospitalisés dont 173 suite à des tirs d'armes à feu des forces de l'ordre et au moins 5 tués par des agents de l'Etat. Etant une cible très particulière, les *AFP* (agences du système de pensions par capitalisation) recensaient mardi 41 de leurs agences saccagées ou incendiées, sachant que la moitié d'entre elles n'ont pas fourni de chiffres. Dans un pays ravagé par les *Chicago Boys* où tout est privé, si on passe des retraites à la santé, les trois grandes marques de pharmacie (*Salcobrand*, *Ahumada* et *Cruz*

Verde) ont reporté 197 d'entre elles pillées, dont plusieurs réduites en cendres. Du côté des écoles, le ministère a listé 20 écoles saccagées et hors d'usage, dont deux incendiées (à Lo Espejo et à Catemo). Enfin, du côté des super



Concepción, 2/11
les bureaux du
service électoral
dans la tour
Caja de los Andes

et hypermarchés, les grosses chaînes ont sorti leurs caulettes : 125 *Lider* et *ACuenta* pillés, dont 9 détruits (groupe Walmart) ; 87 *Unimarc*, *Mayorista10*, *Alvi* et *OKMarket* pillés, dont 4 détruits (groupe SMU) ; 78 *Jumbo*, *Easy* et *Santa Isabel* pillés, dont 5 détruits (groupe Cencosud) ; 15 *Sodimac* endommagés (grands magasins pour la maison, groupe Falabella) ce qui fait plus de 300 commerces de ces grandes marques saccagés. Ou pour reprendre l'image de l'*Asociación de Supermercados*, c'est un quart des supermarchés du Chili qui a subi des dégâts importants et un sur cinq qui a été pillé. Et tout cela en à peine quatre jours d'émeute. Enfin mardi, dans sa conférence de presse, ce qui inquiétait le sous-secrétaire à l'Intérieur Rodrigo Ubilla, n'était pas seulement cette énorme vague d'expropriations ravageuses, mais qu'au bout de quelques jours les émeutiers commençaient aussi de plus en plus à s'en prendre aux institutions, malgré l'état d'urgence et les couvre-feu : « on est parti de l'attaque et la tentative de destruction des lignes de métro jeudi et vendredi dans la région de Santiago, puis le week-end fut marqué par des incendies et pillages de supermarchés, et hier lundi dans une situation mélangée se profile l'intention de détruire les infrastructures publiques. Il y a eu des tentatives d'incendie [certaines fructueuses] de brûler les mairies de San Carlos, Calama, Quilpué, d'incendier la Préfecture Maritime d'Arica et aussi les com-

missariats de Puerto Natales et de San Pedro de la Paz, entre autres. Il y a eu 42 manifestations lundi qui ont rassemblé 130 000 personnes [sur 18 millions d'habitants] ».

Pour donner de nouveaux exemples de pillages (notamment géographiques) du mardi 22 octobre en journée et la nuit, au milieu d'affrontements avec les uniformes, il y a eu une station service *Copec* à Arica, un hypermarché *Lider* à Talagante, un supermarché *Unimarc* à Antofagasta (partiellement incendié) et de nombreux commerces, un magasin de vêtements *Tricot* incendié à Valparaíso et un hypermarché *Lider* avenue Colón, un hypermarché *Acuenta* avenue El Sol à Rancagua, un centre commercial à Puente Alto, un hypermarché *Lider* à Conchalí au croisement des rues Independencia et Olivo, l'incendie du *Centro Regional de Abastecimiento* (CREA, gros marché régional couvert) à Talca, attaque aux molotovs de la Capitainerie du Port à Arica par 5000 personnes suivie d'affrontements avec les militaires, l'incendie du péage à Chivilingo sur la Ruta 160...

Du côté des manœuvres politiques, à la veille de l'annonce d'une grève générale, le président Piñera a consulté différents partis d'opposition (le PS, PC et Frente Amplio ont pour leur part refusé de discuter tant que les militaires étaient dans les rues) avant de déployer son agenda social à 21h30 : augmentation de 20% du minimum vieillesse de 110 000 à 132 000 pesos chiliens (136 à 163 euros), gel des tarifs de l'électricité, hausse du salaire minimum à 350 000 pesos (430 euros), tranche d'impôt qui passe de 35 à 40% sur les revenus les plus élevés, baisse du prix de certains médicaments, réduction du nombre et des mandats des parlementaires, le tout enrobé comme il se doit (« *Nous n'avons pas été capables de reconnaître l'ampleur de cette situation d'inégalités et d'abus. Je vous demande pardon pour ce manque de vision* »). Profitant d'un rapport de force, la gôche qui avait mené la même politique que Piñera avec Bachelet (présidente de la République entre 2006 et 2010 puis 2014 à 2018) a bien sûr jugé ces mesures insuffisantes, certains réclamant en sus une Assemblée nationale constituante pour modifier les règles du jeu héritées de la dictature. On remarquera tout d'abord que comme d'habitude les quelques miettes concédées par le pouvoir l'ont été suite à un mouvement de révolte hors-la-loi et violent de la rue, et surtout comme une carotte qui marche avec le bâton des militaires, dans le seul but de pacifier la révolte. En outre, face à une auto-organisation hors des partis et syndicats pour prendre et

détruire, face à une autonomie farouche où les idées anarchistes ne sont pas absentes, le jeu classique de récupération de la gauche est de faire avancer son propre agenda politique à base de réformes du système et d'une nouvelle *Loi Suprême* qui garantirait autrement ce qui est critiqué de façon pratique depuis plusieurs jours (de la propriété à l'Etat).

Mercredi 23 octobre est prévue la grève générale qui devrait réunir énormément de monde dans les rues. On verra si ces foules se contenteront de défiler toutes ensemble en criant « non non non », ou si une partie d'entre elle rejoindra les travaux urgents de démolition en cours, à l'heure où l'armée vient de rappeler ses réservistes pour tenter de faire face à la situation (et d'acheter en urgence 36 725 cartouches anti-émeutes)... Qui sait ?

PS : Enfin, comme on pouvait s'y attendre, filmer des actes illégaux et les mettre en ligne sert les flics (à l'exemple de la suite des émeutes de Londres en 2011 ou du G20 de Hambourg en 2017) : la *Unidad de Análisis Criminal* du parquet de la région de Bío Bío (villes de Concepción et Chillan) vient officiellement d'annoncer le 22/10 qu'elle recueille toutes les images sur les réseaux sociaux et internet pour identifier « *les groupes de pilliers organisés* » des centaines de commerces attaqués dans cette région, et a même créé un compte de dénonciation anonyme pour leur envoyer toute image supplémentaire...



Tout bloquer
— Finimondo — juillet 2019

Mais lorsqu'on prend une autre métaphore souvent utilisée pour décrire la situation actuelle, celle du train lancé à toute vitesse vers le gouffre, alors les choses changent. Parce que ce n'est que lorsqu'on sera précipité dans le vide qu'on saura avec certitude que c'est vraiment la fin. Sinon, et jusqu'au dernier moment, il reste toujours une possibilité : serrer le frein d'urgence. Le brusque freinage ferait sursauter les voyageurs en les détournant de leurs bavardages, de leurs affaires, de leur torpeur post-digestive ? Oui, et alors ? Leurs bagages voleraient dans les airs en subissant des dégâts plus ou moins graves une fois retombés par terre ? Oui, et alors ? Une série de freinages irriterait tous ceux qui à bord souhaitent arriver à destination sans secousses et le plus vite possible ? Oui, et alors ? A la folle vitesse où court ce train, un coup de frein trop improvisé risquerait un déraillement qui pourrait avoir de terribles conséquences ? Oui, et alors ? L'alternative est de toute façon certaine et même pire : le gouffre, qui engloutira tout et tous sans distinction.

Voilà pourquoi les politiciens de tous bords et les passagers de toutes les craintes peuvent aussi bien s'abstenir de répéter leurs raisons respectives pour que tout continue comme avant. On connaît par cœur l'indignation du Parti des Honnêtes Gens contre ceux qui tentent de ralentir la course du train. La fureur du Premier Flic d'Italie contre

les saboteurs « qui ont ruiné une journée de travail à des dizaines de milliers d'Italiens » [en sabotant des liaisons TGV] rappelle celle de ce Lord anglais face à ce qui fut considéré comme la première grève générale de l'histoire, un été 1842 en Angleterre. Mais comme durent même l'admettre certains historiens, « *à partir de l'invention de la grève générale en 1842, le blocage de l'approvisionnement énergétique s'est révélé à maintes reprises une force des faibles, une arme du mouvement social et une fête émancipatrice.* » Ô combien sont pathétiques tous les petits serveurs volontaires « libres d'obéir » qui ne s'opposent pas — mieux, ils y collaborent activement ! — à la grande catastrophe quotidienne, quand ils se plaignent de la gêne occasionnée à l'industrie (du temps forcé comme du temps libre) par un petit blocage temporaire de l'aliénation. Pathétiques comme les fins stratèges de l'autre-Progrès-pour-un-autre-État désireux de se hisser en tête du train pour s'emparer du tableau de commandes, et qui voudraient d'abord convaincre la plupart des passagers de se ranger de « leur » côté, en leur démontrant la nécessité objective d'inverser le sens de la marche. C'est une observation privée de tout fondement. La cabine qui abrite les commandes est blindée, elle ne s'ouvre pas « comme une boîte de thon », et de toute façon il ne reste plus de temps pour s'emparer du train : on ne peut que l'arrêter.

24 octobre

La grève n'éteint pas les feux de la révolte

Mercredi 23 octobre fut la journée de grève générale (424 000 personnes dans 68 manifs, selon l'Etat), et bizarrement, ce n'est pas celle où il y a le plus de choses à dire. C'est un peu comme si les grands nombres avaient rappelé au pouvoir que beaucoup souhaitent changer les choses plus profondément que les premières mesures annoncées — d'un système libéral vers un filet social pour l'adoucir, sans remettre en cause le capitalisme — et qu'il faudra certes compter sur eux, mais dans le calme. Ce qui ressort le plus, ce sont donc les demandes de démission de Piñera et surtout, surtout, le retour des militaires dans leurs casernes.

Sans détailler une fois de plus les régions et villes sous couvre-feu (qui commence cependant à être un peu allégé ici ou là comme à Concepción, 23h-4h pour cette nuit), une des nouvelles qui émerge de plus en plus est la mobilisation en territoire mapuche. A Boroa, Freire, Pelales et Boyeco, en zone rurale, se sont par exemple multipliés les blocages de routes avec des barricades enflammées, idem à Collipulli sur l'autoroute. Ce sont bien entendu des zones déjà très conflictuelles, habituées aux affrontements avec l'armée et où les sabotages contre l'industrie forestière ne sont pas rares (sans même parler de la question foncière). A Temuco, bien que la manifestation n'aie pas été autorisée (contrairement à d'autres endroits) par les militaires qui gèrent l'état d'urgence, 6000 personnes se sont rassemblées Plaza Anibal Pinto en fin de matinée, et elles étaient 15 000 à défiler le soir venu. La nuit pendant le couvre feu, des émetteurs de la télévision et radio ont été réduits en cendres dans le Cerro Nielol à Temuco. Au total, 383 manifestants ont été arrêtés dans la région (Cautín, Malleco, Villarrica) depuis dimanche, sur les 2.410 arrêtés recensés à l'échelle nationale depuis le 17 octobre par l'INDH mercredi à 22h (et 535 blessés, dont 210 par armes à feu et 20 « au pronostic vital engagé »). Parmi les jolies petites vidéos qui tournent, il y a par exemple ce groupe de jeunes contrôlés de nuit à Temuco par des carabiniers, qui se rebellent, frappent les bourreaux en uniforme et parviennent à s'enfuir après leur avoir chouré leur arme.

A Santiago, le grand rassemblement s'est déroulé comme de coutume Plaza Italia, mais en débordant sur les boulevards adjacents. Plusieurs affrontements ont eu lieu avec les carabiniers, notamment au croisement de Alame-

da et Santa Rosa, et le symbole de la journée fut peut-être l'attaque de l'hôtel de luxe *Principado de Asturias* près du parc Bustamante, qui a perdu ses vitres et dont la réception fut saccagée. Une partie de son mobilier a servi à alimenter le feu des barricades pendant que les karatékas de plusieurs pays qui espéraient participer tranquillement aux championnats du monde jeunes dans la capitale chilienne ont dû évacuer à toute berzingue leur résidence provisoire. On notera également l'attaque qui a ensuite eu lieu un peu plus tard toujours à Providencia (Santiago) du hall de la tour *Telefónica Chile*, longtemps la plus haute de la capitale et dessinée par un architecte technophile en forme de téléphone portable. Ailleurs autour des manifestations ou après, on peut noter le pillage d'un gros camion de nourriture à Tarapacá (ensuite incendié), celui de plusieurs commerces à Rancagua, celui du supermarché *Mayorista 10* à San Bernardo avenue Portales, celui d'un *Ripley* à Valparaíso Plaza Victoria ; le nouvel incendie de la station de métro à Maipú (Santiago) sans oublier celui d'un supermarché *Alvi* précédemment pillé, celui du supermarché *Unimarc* à Antofagasta Plaza Bicentenario, celui du *Mall chino* à San Ramón, celui de l'hypermarché en gros *Central Mayorista* à Conchalí, celui de l'hypermarché *Acuenta* à Renca précédemment pillé... Enfin, à Coyhaique en Patagonie, une partie de la prison (*Centro de Cumplimiento Penitenciario*) a été incendiée, mais on ne sait pas si le feu est parti de l'intérieur ou de l'extérieur (aucun prisonnier blessé).

En passant, précisons que s'il est un point commun entre les différents partisans de l'autorité, c'est bien de refuser de penser qu'un mouvement de révolte puisse être largement spontané et autonome : d'un côté les cara-

biniers parlent de « *groupes organisés de trafiquants de drogue* » derrière les... centaines de commerces pillés, de l'autre les complotistes en tout genre hurlent... au complot (les flics ont incendié les métros !, et pourquoi les flics étaient absents là ou là ?, les flics travaillent avec les *encapuchados* !, etc etc), et pour finir les idéologues les plus obtus fustigent « *les dégâts faits par les black blocks* » (chez Révolution permanente) ou insultent directement les joyeux casseurs-pilleurs chiliens à coups de révisionnisme stalinien : « *des carabiniers ou militaires ont volontairement incendié des commerces, pour ensuite recevoir les propriétaires d'hypermarchés à La Moneda (le palais présidentiel) et justifier ainsi le recours aux forces armées. Non, le pays n'est pas en proie à une émeute violente et pillarde* » (Raquel Garrido, France Insoumise dans *Marianne* du 24/10).

Du côté de la politique chilienne, le président Piñera se montre plus ouvert qu'au début en matière de miettes à lâcher pour étouffer la révolte, en tout cas avant les deux réunions internationales qui doivent se tenir au Chili — le forum de la Coopération Asie-Pacifique (Apec) les 16 et 17 novembre, et la COP 25 du 2 au 13 décembre. Il a continué sa tournée de consultations pour « *comprendre la crise* » (notamment avec des intellectuels serviles, comme l'ancien ministre socialiste José Antonio Viera-Gallo) ; il vient d'adresser aujourd'hui un signal à la gauche à la chambre des députés lors du vote de la proposition de loi communiste de réduction de la durée hebdomadaire du travail de 45h à 40h (les députés RN de son parti se sont abstenus plutôt que de voter « contre » comme prévu) ; et son gouvernement recevra la puissante *Fédération des ouvriers du cuivre* (FTC) regroupant des salariés de toutes les divisions de l'entreprise publique *Codelco* — principale productrice de cuivre au monde —, une FTC qui a décidé de profiter de la situation pour discuter amélioration des conditions de travail sans attendre le retrait des militaires de la rue. Pendant ce temps, le nombre d'arrêts pour « pillages et destruction » augmente en même temps que les cas de torture et de blessures par balles des forces de l'ordre, et on assiste également aux premières perquisitions de domiciles comme à Rancagua pour récupérer les produits de supermarchés pillés chez les gens (enquêtes de police basées sur les vidéos en ligne). Cette nuit beaucoup de personnes n'ont une fois de plus pas lâché l'affaire malgré le couvre-feu, notamment dans les quartiers périphériques de Santiago où plusieurs barricades enflammées ont illuminé la nuit.

A chacun.e de voir comment ici aussi étendre le feu contre un même monde d'oppression et de domination, et pourquoi pas offrir un peu d'oxygène aux feux de la révolte chilienne.



Cañete, 2/11
la permanence du
sénateur UDI



Oiseau-tempête
Avis de Tempêtes — janvier 2018

Plus que jamais, il y a mille et unes raisons de désirer qu'éclatent les tempêtes. Mais s'il reste important de savoir en lire les signes annonciateurs, souvent inattendus, ce n'est pas pour autant que nombre d'anarchistes, aujourd'hui comme hier, en font un préalable plutôt qu'une perspective. Le lieu même de l'offensive et de l'attaque est et reste ici et maintenant, parce que c'est ici et maintenant que nous subissons jour après jour les assauts de la domination. Bienvenue aux *Hydrobates pelagicus* lorsqu'ils se pointent, parce que nous devons y être préparés ; et paradoxalement, c'est justement parce que nous n'aurons rien attendu — Ni oiseau, ni tempête — pour agir, que nous pourrions être prêts dans ce cas-là aussi.



Où allons-nous ? Vers l'incertitude et la conflictualité permanente !

*Quelques antiautoritaires pour la catastrophe sociale
Chili, fin octobre 2019*

« A partir d'un certain point il n'y a plus de retour. C'est ce point qu'il faut atteindre. »

Franz Kafka

L'indomptable protestation des élèves du secondaire contre la hausse du trajet de métro et la réponse répressive immédiate ont créé le contexte propice pour que, des jours plus tard, la guerre sociale apparaisse dans une crudité explicite.

La dynamique du conflit a été rapide, imprévisible et instinctive. Le malaise axé principalement contre le transport public souterrain s'est généralisé et a commencé à éclater, à devenir visible, à reconnaître des formes de combat, explosant – littéralement – à chaque coin de rue de Santiago. Le 18 octobre 2019, s'est déchaîné un contexte de révolte généralisée dans toute la capitale ; barricades et affrontements se succédaient à tout moment et partout. Différents symboles, structures et infrastructures du pouvoir ont été attaqués dans toute la ville, et rapidement, dans l'ensemble du pays. L'ordre se fissurait et la transgression inondait les rues, subitement les sujets s'attroupaient et attaquaient ce qu'ils et elles ont toujours considéré comme leurs chaînes. Il n'y a pas de planification, mais la spontanéité qui sait reconnaître clairement son ennemi : l'État, le capital et leurs forces répressives. Les objectifs sinistrés ou pillés en sont le meilleur exemple : ministères, institutions financières, entreprises dévastatrices de la terre, grands entrepôts stockant la marchandise et la nourriture, et bien plus encore.

La violence révolutionnaire a été validée et s'est déchaînée dans les plus amples aspects des opprimé-e-s.

Quelques détestables théoriciens ou adeptes de la plus basse « compétition politique » ont observé : Où étaient les anarchistes ? Eh bien, la réponse est simple et facile : dans la rue, les quartiers, les *poblaciones*, dans la révolte protéiforme, les combats de rue.

Ce qui est certain, c'est qu'il n'y a pas eu beaucoup de temps pour s'asseoir et écrire ni même esquisser quelques idées, cela a été tout simplement impossible au cours de ces journées.

Face à l'extension et à la profondeur de la révolte, qui à certains moments a semblé pouvoir

secouer réellement et effectivement l'État en peu de temps, la réponse des puissants a consisté à décréter « l'État d'Urgence » ; envoyant des effectifs de l'Armée patrouiller dans les rues et instaurant un couvre-feu qui s'est étendu plusieurs jours dans différents territoires.

La suspension rapide de la hausse du trajet par les autorités a montré que cette révolte n'a pas de requête claire. Elle n'a pas de « revendications » ou « d'exigences » spécifiques, ou pour le dire autrement, il y en a tellement que c'est finalement contre le monde régi par l'autorité et la marchandise.

Pour sa part, la répression est tombée avec un arsenal qui, même s'il n'avait jamais disparu complètement, resurgit aujourd'hui, reprenant sa propre continuité historique : violence sexuelle, des milliers de personnes arrêtées, des centaines de blessé-e-s par flashballs, LBD, et à balles réelles, des dizaines de compas qui ont perdu des yeux, des séances de tortures, des assassinats où les corps sont jetés dans les incendies pour couvrir les auteurs en uniformes de ces massacres et toute une série de différentes et successives stratégies contre-insurrectionnelles.

Les choses avancent vite et prennent leur propre chemin, anarchistes, nous sommes dans la rue cherchant à amener cela au point de non retour avec l'autorité. Différentes positions ont émergé dans la pratique même des combats, dans l'ambiance de révolte et dans les possibilités surgissant de celle-ci. Certain-e-s se sont mis d'accord sur des appels et des tentatives pour former des assemblées de quartier, des expériences de « contre-pouvoir » ou de « pouvoir populaire », allègrement qualifiées par la presse de « conseils municipaux citoyens », qui permettraient de mettre en place une table de revendications négociables, et bien-sûr des visages ou organisations avec lesquels pactiser. Des assemblées qui, comme nous pouvons le voir, se sont transformées en alternative citoyenne et en sortie pacificatrice du conflit, démontrant être un engrenage supplémentaire de la domination.

L'intensification du conflit ouvre indéniablement des chemins où il est possible de se rencontrer, de construire et créer, toujours

dans une perspective de lutte et de manière antiautoritaire, des réseaux avec différentes personnes et groupes, éloignés et contraires à tout type d'imposition illuminée ou aux tentatives de prise en main centralisée. À cet égard, l'idée de confrontation permanente prend du sens au moment où nous ne donnons rien pour établi ni éternel, le dynamisme de la lutte doit nécessairement viser à l'élimination de tout type d'autorité, que ce soit l'État, l'assemblée ou n'importe quelle autre instance prétendant contrôler nos vies.

Cette révolte n'a pas de noms ni de direction unique, elle n'appartient à personne car elle appartient à tou-te-s les rebelles et insurgé-e-s qui, comme nous, sont en train de combattre dans la rue, ainsi prétendre de manière ridicule s'attribuer telle ou telle action dans le cadre de cette révolte revient tout simplement à tenter grossièrement de prendre l'hégémonie sur elle.

D'autre part, la nécessité posée et mise en tension au cours de conversations passées face à des situations similaires mais au pouls clairement plus stable, est aujourd'hui indispensable.

Créer des espaces de coordination et de rencontre où l'axe fondamental est de faire le pari de la confrontation violente contre les appareils étatiques-répressifs. En ce moment, le Pouvoir a sorti dans la rue son visage le plus brutal, ce qui, loin de nous immobiliser, constitue un appel à élever notre ligne de mire conformément aux nouveaux scénarios qui se présentent et se rapprochent. Envisager l'offensive comme pratique réelle au-delà du discours, en étant capables de mettre en place une infrastructure nous permettant de leur faire face. C'est là que certains doutes exacerbent la tension; sommes-nous capables de soutenir, d'intensifier et d'étendre la confrontation violente contre le Pouvoir dans ce nouveau panorama ?, jusqu'à quel point la révolte est-elle contagieuse et reproductible ? Nous avons été témoins de la manière dont la social-démocratie est allée captant cette rage, la limitant à certain-e-s qui étaient « en-dehors » des revendications, quant à nous, nous n'avons pas de revendications, mais des paris et notre pari est la destruction de l'Etat, de ses promoteurs et défenseurs. Que la catastrophe sociale annonce l'effondrement des rapports fondés

sur des logiques capitalistes et que l'affinité nous amène à continuer à avancer vers ce point de non retour.

Comme cela nous arrive souvent, nous n'avons pas les réponses, comme d'autres organisations qui planifient déjà l'administration et les fédérations de ces assemblées, leurs durées, leur caractère révocable et leurs statuts, mais bien plutôt des questions et la négation, car nous sommes de celles et ceux qui comprennent l'anarchie comme la tension permanente. Face à l'incertitude du moment, nous rassemblons les expériences, nous nous reconnaissons, lisons, apprenons et partageons les réflexions et les conversations urgentes dans les heures que nous laisse l'intense confrontation de rue et la désobéissance au couvre-feu. Nous savons que cela a été et que cela peut être un moment important et que se sont ouvertes des possibilités auparavant impensées dans la destruction effective de l'État, mais notre boussole continue aussi à être la négation, même dans ces moments culminants. Nous savons et connaissons parfaitement ce qui nous transforme en esclaves, et nos pas doivent justement aller dans la direction inverse.

Que cela soit clair. Celles et ceux qui soutiennent, promeuvent et défendent le capital et la domination sont nos ennemis.

**Pour la libération de tou-te-s les
prisonnier-e-s de la révolte
et les subversif-ve-s !**

**Solidarité avec les personnes blessées
et ayant subi des vexations !**

**La Révolte est reproductible
et contagieuse !**

*« Tu ne sais pas à quel point les puissants
trembleraient si nous amenions la violence à
leur porte. S'ils voyaient menacés leurs privi-
lèges et leurs vies, ils négocieraient pour ne pas
tout perdre »*

Ulrike Meinhof





Toucher les points sensibles

Finimondo — janvier 2015

L'été dernier [2014], Anthony Glee, enseignant en sécurité et renseignement à la Buckingham University, a déclaré : « Nous avons tenté de faire de l'extrémisme quelque chose pour lequel il ne vaille pas la peine de courir des risques, mais malgré tout cela, nous continuons encore d'évidence à générer des djihadistes. Je suis arrivé à la conclusion que nous avons été trop sensibles au lobby des libertés civiles — des gens qui affirment que nous sommes une société multiculturelle et que deux ensembles de valeurs fondamentales peuvent rester avec bonheur assises côte à côte au Royaume-Uni. Nous avons permis que des personnes aillent en vadrouille un peu partout pour prêcher l'extrémisme et la violence avec l'excuse de la religion et de la liberté de parole. »

Le fort peu sympathique professeur anglais n'a pas tous les torts. C'est vrai, malgré la menace de la répression, ce monde misérable continue de produire des insatisfaits, des enragés, des rebelles, prêts à s'insurger pour des raisons les plus variées. C'est vrai, deux ensembles différents de valeurs fondamentales (comme celles liées à l'autorité et celles liées à la liberté) ne peuvent rester de façon heureuse côte à côte. C'est vrai, on ne peut plus permettre qu'il y ait des personnes allant en vadrouille pour prêcher la violence (du capitalisme) avec l'excuse de la liberté de parole. Il faudrait commencer à y remédier.

Dans le langage bureaucratique qu'on peut entendre dans les palais de verre de Bruxelles, derrière le sigle EPCIP se cache le « Programme européen de protection des infrastructures critiques ». Actif depuis des années, « le plan d'action pour l'EPCIP est organisé autour de trois volets principaux : le premier porte sur les aspects stratégiques et l'élaboration de mesures applicables horizontalement à tous les travaux en matière de protection des infrastructures critiques (PIC) ; le deuxième concerne la protection des infrastructures critiques et vise à réduire leurs vulnérabilités ; le troisième s'inscrit dans un cadre national et a pour vocation d'aider les États membres à protéger leurs ICN (Infrastructures Critiques Nationales). Ce plan d'action est évolutif et doit être examiné régulièrement. »

La raison de cette consultation permanente entre gouvernements est vite dite : « Les acteurs concernés doivent partager les informations concer-

nant la protection des infrastructures critiques, notamment les questions relatives à la sûreté des infrastructures critiques et les systèmes protégés, aux études sur les liens de dépendance, à la vulnérabilité liée à la PIC et à l'évaluation des menaces et des risques. Dans le même temps, il faut veiller à ce que les informations partagées, qu'elles soient exclusives, sensibles ou à caractère personnel, ne soient pas divulguées et que toute personne traitant des informations confidentielles ou sensibles soit soumise à une procédure d'habilitation adéquate par son État. » Et pourquoi ? Parce que « étant donné le degré d'interconnexion et d'interdépendance des économies modernes, l'arrêt ou la destruction d'une infrastructure européenne pourrait entraîner des conséquences pour les pays à l'extérieur de l'Union et vice versa. Il est indispensable donc de renforcer la coopération internationale en ce domaine, par le biais de protocoles d'accord sectoriels. »

Il reste donc à comprendre ce qu'on entend par « infrastructures critiques ». Ce sont : « les installations physiques et des technologies de l'information, les réseaux, les services et les actifs qui, en cas d'arrêt ou de destruction, peuvent avoir de graves incidences sur la santé, la sécurité ou le bien-être économique des citoyens ou encore le travail des gouvernements des États membres. » Vu l'importance de protéger de telles infrastructures, les bureaucrates européens se sont tout de suite mis au travail et ont diffusé une première directive qui, dans sa première phase, « se réfère explicitement aux secteurs de l'énergie et des transports. »

Energie et transports : voilà les points sensibles de la domination. Parce que ce sont eux qui permettent techniquement la reproduction de l'existant, dans lequel on peut distinguer la production, la circulation et la consommation de données et de marchandises, mais aussi le fonctionnement de tout genre de machines. Sans énergie et sans transports, la vie quotidienne telle que nous la connaissons — celle au service de l'État — s'effondrerait, ralentirait, s'arrêterait. Une interruption de ces flux, surtout de façon prolongée et étendue, pourrait provoquer un effet domino aux résultats imprévisibles, comme le disent ces rapports.

25 octobre

Contre tout retour à la normale

Jeudi 24 octobre était le deuxième jour prévu pour une grève générale, avant de nouveaux appels syndicaux à simple «mobilisation» pour vendredi, et bien sûr à 17h après le travail (deux jours de grève, pas plus, faut pas exagérer, c'est pas comme s'il y avait un territoire sous état d'urgence et couvre-feu avec des militaires qui arrêtent, tabassent, torturent, tuent et arrêtent en nombre des révolté.es).

Si la foule des honnêtes gens fut nombreuse dans les rues, elle fut surtout tranquille, laissant les plus véhéments se battre seuls dans un classique pierres contre lacrymos et barricades de fortune contre canons à eau. Comme si rien ou si peu ne s'était passé depuis le 17 octobre, en somme, dans un scénario classique de manifestations océaniques ponctuées d'échauffourées sur les côtés ou un peu plus loin. Ici ou là, on a même vu des manifestants s'opposer aux pillages. Bien sûr, une révolte sociale de cette ampleur n'est pas une longue ligne droite qui partirait d'émeutes de quartier pour arriver en se généralisant à une insurrection, cela ne fonctionne pas comme ça. Les jours se suivent et ne se ressemblent pas, il y a des moments plus intenses et des journées pour reprendre des forces, des éclats qui dialoguent directement entre eux au sein de la conflictualité pour former un kaléidoscope ardent, et de ternes reflets d'une normalité (y compris *militante*) à peine fissurée. Reste qu'il est frappant de constater à quel point le dispositif des syndicats, de la gauche et des citoyens indignés pour occuper la rue participe aussi à sa manière à une neutralisation de l'antagonisme en cours. Transformer les individus en masses plutôt que le contraire fait partie de leur travail de cogestion démocratique de l'existant.

A côté de cela, puisque chacun.e dispose d'une autonomie d'agir, on ne peut cependant pas tout mettre sur le dos large de ces dispositifs d'encadrement, puisque les déborder, les rompre ou s'auto-organiser ailleurs et autrement qu'à l'intérieur ou à partir de ces manifestations centralisatrices (Plaza Baquedano à Santiago) reste toujours possible. L'explosion initiale de la révolte n'avait-elle pas justement été le fait de groupes diffus et variés (parfois de quelques centaines de personnes) qui multipliaient destructions et réappropriations en partant de là où ils vivaient pour aller attaquer plus loin, pillant supermarchés et centres-

ville ou brûler banques et institutions ? Bien sûr, les quartiers et *poblaciones* protagonistes de ces milliers actes de la guerre sociale sont particulièrement visés par l'état d'urgence, et il n'est en tout cas pas certain que les grandes concentrations populaires essentiellement dansantes ne contribuent pas à les isoler encore plus. En plus des quelques affrontements, ce sont donc surtout des vitrines qui ont été brisées hier ici ou là jeudi.

A Concepción, pour donner un exemple intéressant d'auto-organisation qui a heureusement fait tâche dans le paysage citoyen, les pavés ont été retirés du sol par des émeutiers pour être répartis au centre et servir de projectiles contre les carabiniers, ouvrant des espaces qui ont permis les pillages de plusieurs commerces (dont le magasin de mode *Evita*, un *Tricot* et partiellement un *Ripley*), sans parler du saccage incendiaire de la *Caja de Compensación Los Andes* (un institut de crédit), ainsi que la destruction incendiaire du premier étage de la *Sala Andes* (le théâtre d'art dramatique). Que cela plaise ou non, les groupes émeutiers s'en sont pris au centre ville bourgeois, pillant et détruisant ce qu'ils pouvaient : la municipalité de Concepción reporte par exemple qu'il y a actuellement 32 carrefours sans feux de circulation, puisque plus d'une centaine d'entre eux (sur 350) ont été arrachés pour servir de barricades ou de bélier. Un autre exemple, cette fois à quelques-uns, puisque pendant que beaucoup sloganaient près des palais du pouvoir de Santiago ou faisaient des happenings, dans le quartier périphérique de Maipú d'autres s'échinaient à ouvrir trois distributeurs de billets restés intacts dans le supermarché *Líder* (pillé et abandonné depuis plusieurs jours) à l'aide de chalumeaux oxy-acétylène. Cela nous rappelle que la veille, dans une autre banlieue de Santiago, à Lo Espejo, c'est une autoroute qui avait été envahie avec l'intention de vider les camions bloqués. Dans la région mapuche d'Arauco, ce

sont cette fois des entreprises d'exploitation forestière qui ont été prises pour cible : la nuit de mercredi à jeudi à Tirúa (plusieurs bâti-



Santiago, 8/11
incendie
de l'université
Pedro Valdivia

ments incendiés), et jeudi matin sur la route de Cañete à Contulmo (un camion chargé de bois arrêté puis incendié). Dans la région de Valparaíso, ce sont de la même façon les trois cabines du péage *Zapata* qui sont parties en fumée sur la Ruta 68,...

Côté chiffres, le ministère chilien de l'économie a précisé que pour l'instant ce sont 677 commerces qui ont été pillés et incendiés, et que 30% des supermarchés sont bien hors service suite à ces attaques (soit 344 d'entre eux). De son côté, le directeur du *Transporte Público Metropolitano* (DTPM, région du Grand Santiago), a ajouté que 24 bus avaient été incendiés, 1300 « vandalisés »



Concepción, 12/11
plusieurs services
de la Préfecture
régionale partent
en fumée

en cours de réparation ainsi que 9 dépôts. En vue du retour à la normale tant souhaité par Piñera, plusieurs lignes de métro ont rouvert à Santiago sur certains tronçons, mais selon les comptes définitifs établis jeudi par son directeur lors d'une conférence de presse, 118 stations de métro sur 136 sont endommagées, avec un coût des dégâts estimé à 380 millions

de dollars : 25 ont été incendiées (7 entièrement et 18 partiellement) et 93 largement endommagées. A cela il faut ajouter 10 rames totalement ravagées (7 incendiées dans les stations San Pablo, Elisa Correa, San José de la estrella, Protectora Infancia et 3 « vandalisées » dans les stations Neptuno, Lo Ovalle et Rojas Magallanes). Enfin, les lignes 1 (section San Pablo), 4, 4A et 5 ont leurs systèmes électriques et de signalisation entièrement à réparer, ce qui fait que certaines stations resteront fermées au moins jusqu'à mars 2020, et peut-être une année entière pour quelques-unes (notamment la 4). Le président du métro a comme il se doit été appuyé par les représentants de ses fidèles « *travailleurs organisés* », à l'image du président du *Sindicato de Profesionales y Técnicos de Metro*, Eric Campos, qui s'est à son tour épanché à la télé pour nous livrer qu'il « *doute fort que ceux qui demandent aujourd'hui un changement structurel si important au Chili incendient le moyen de transport de la classe laborieuse* ». Outre le manque absolu de capacité dialectique de ce bonze qui l'empêche de comprendre qu'on peut à la fois se rendre au chagrin pour bouffer et se révolter contre l'exploitation en identifiant des rouages qui la fluidifient, il oublie surtout que tout le monde ne se résout pas comme lui à une vie d'esclave du berceau à la tombe, par choix ou nécessité, préférant alors détruire ce qui nous détruit.

Enfin, à propos des autres objectifs sensibles dans un territoire en ébullition, l'ancien sous-secrétaire aux Télécommunications Pedro Hui-chaf a fourni quelques indications aux révoltés dans une déclaration à *La Tercera* (23/10) : « *Il existe ce qu'on appelle des infrastructures critiques, qui ont besoin d'énergie constante pour fonctionner. Dans des situations comme celle que vit le Chili actuellement, ce qui pourrait nous préoccuper le plus sont les infrastructures de fibre optique, qui transportent les données des téléphones portables vers les antennes-relais, et de là à internet. Nous devons particulièrement les protéger* ». La *Chambre du Commerce* de Santiago vient d'évaluer à 1.400 millions de dollars ce jeudi les pertes liées aux désordres comme à l'état d'urgence dans son secteur : gageons que si les révolté.e.s commencent à s'en prendre aux infrastructures critiques, ce chiffre pourrait vite s'envoler bien plus haut !

Le métro refonctionne partiellement, aidé par des bus qui parcourent les arrêts fermés ; les compagnies aériennes chiliennes (*Latam*, *Sky* et *Jetsmart*) qui modifiaient tous leurs vols en permanence à cause des désordres et du couvre-feu (de 1000 à 6000 passagers

dorment chaque soir à l'aéroport de Santiago sur des lits de camp) ont établi leur nouvelle grille horaire provisoire ; les travailleurs reprennent le chemin du travail en journée après deux jours de grève, avant de se rassembler quelques heures (soit de la fin du boulot au début du couvre-feu) ; des militaires et des citoyens nettoient le soir les dégâts de la journée ; le grand syndicat CUT vient de présenter ses revendications (euh, sa « *feuille de route* ») au gouvernement ; des sénateurs de gauche proposent un référendum pour changer la constitution ; des files de clients patientent sagement à l'entrée des supermarchés intacts et gardés (ils ne peuvent rentrer que quelques-uns à la fois)... et en face le bilan militaire de l'état d'urgence s'appesantit chaque jour : 7.641 personnes ont été arrêtées depuis le début de l'état d'urgence et passées devant un juge (plusieurs centaines d'incarcérés), 295 ont été blessées par les balles des forces de l'ordre, et on commence même à compter les yeux crevés par les militaires (43 selon le syndicat chilien de médecins). Bref, on est en train d'assister à une sorte de normalisation... de l'état d'urgence qui doit durer une semaine minimum encore, soit une démocratie autoritaire qui a rajouté des soldats à sa police, qui restreint les libertés de circulation et de rassemblement au besoin (toutes les manifs ne sont par exemple pas interdites), qui tire abondamment contre les méchants et négocie timidement avec les gentils.

Le Chili n'est pas le passé, c'est peut-être notre futur. Un futur dont toutes les conditions sont présentes ici aussi. Sauf que... sauf qu'on ne sait jamais jusqu'où peuvent aller les flammes de la révolte. En tout cas, le secret est bien entendu de commencer par les allumer...



Contribution barbare

novembre 2012

Un autre point sur lequel il nous intéresse de porter rapidement l'attention est la dimension internationale que doit prendre ou reprendre la perspective insurrectionnelle. Des occasions comme celle-là [*rencontre internationale anarchiste à Zurich de 2012*] permettent de se voir, de discuter, de se confronter entre compagnons de différents endroits, et peuvent constituer un point de départ pour l'approfondissement des relations futures, là où naît le besoin et là où on désire les approfondir. Mais la possibilité de tisser des rapports individuels ou entre différents contextes n'est pas l'objectif final, ce n'est qu'un préalable et un aspect de la dimension internationale à laquelle nous aspirons. Avoir des liens avec les compagnons qui vivent à l'extérieur ou s'échanger du matériel et des connaissances ne suffit pas en soi, il faut aussi que chacun de nous sache se projeter dans une optique d'observation et d'action qui dépasse les frontières territoriales. Pour être plus clair, on peut penser à ce qui est arrivé en Grèce ces dernières années, à l'insurrection de décembre, aux mille attaques disséminées sur tout le territoire, à la conflictualité à répétition contre les forces de l'ordre et les différents symboles et lieux du pouvoir, aux pillages de supermarchés et à tant d'autres actions qui nous ont réchauffé le cœur et enflammé l'esprit. Des feux qui sont pourtant rarement sortis de nos esprits pour emprunter une dimension concrète. Les raisons sont diverses et différentes les unes des autres. Manque de contacts ? Réalité trop éloignée de la nôtre ? Conditions internes difficilement déchiffrables ? Informations sporadiques et souvent exclusivement liées à des sources officielles ? Oui, certes, ce sont des raisons qui ont certainement compté. Mais la première d'entre elles, celle qui a été déterminante, est le fait que nous n'étions pas, et ne sommes pas, préparés, et donc que nous sommes incapables de saisir des occasions.

Réussir à porter hors des frontières grecques une conflictualité permanente et des attaques ciblées, être capables de comprendre les contradictions que le capital développe un peu partout, être en mesure de contre-attaquer en ayant à disposition des informations et des instruments développés à l'avance, aurait pu faire la différence. C'est aussi en réfléchissant sur cette occasion manquée, mais on pourrait en citer beaucoup d'autres, qu'on peut comprendre à quel point il est nécessaire d'avoir la capacité de porter notre regard au-delà de ce qui se trouve dans l'environnement immédiat de chacun d'entre nous, et d'être prêts, d'être préparés.

27 octobre

Rien n'est fini !

Vendredi 25 octobre au Chili fut donc la journée qui a été qualifiée comme une « mobilisation historique de la population pour une société moins inégalitaire », avec près de 1,2 millions de manifestants dans les rues (sur 18 millions d'habitants). Le lendemain, le président Sebastián Piñera a répondu par deux annonces : la démission de tous ses ministres pour former un nouveau gouvernement (le 3e remaniement depuis son entrée en fonction en 2018) et une levée de l'état d'urgence pour dimanche (ainsi que bientôt la baisse du prix de l'eau et des péages, tout en convoquant les « représentants sociaux, politiques et de la société civile » pour écouter leurs propositions). En guise de geste de bonne volonté, le couvre-feu a déjà été levé dans tout le Chili dès samedi soir, et le grand jeu de la politique pourrait presque reprendre ses droits avec une droite conservatrice au pouvoir qui lâche des miettes et une opposition qui essaye d'en gratter un peu plus.

Tout changer pour que presque rien ne change, en somme, à commencer par les bases structurelles de ces inégalités dénoncées : une domination d'exploitation et d'autorité. En même temps, si l'objectif était de réformer le système en attendant de nouvelles élections avec de meilleurs maîtres, il est sûr que se concentrer pacifiquement en masse comme vendredi peut être une possibilité... en oubliant toutefois que c'est bien parce que des milliers de personnes se sont battues sans faillir contre les flics et les militaires en faisant fi de la loi (d'urgence ou de la propriété) que ces maigres changements ont été concédés. Et surtout, c'est oublier aussi que toutes ces personnes ne demandaient rien au pouvoir : elles prenaient et détruisaient directement leur quotidien d'oppression, des temples de la marchandise aux institutions, des infrastructures publiques de transport aux organes du mensonge d'Etat. Mais que peut faire une foule de plus d'un million de manifestants réunie entre un boulot de misère et un couvre-feu ? Continuer à occuper les places en violant ouvertement et collectivement ce dernier plutôt que d'aller se coucher contente du poids de son nombre, à l'image de Taksim en Turquie (2013) ou de Tahrir en Egypte (2011) sous des régimes non moins autoritaires ? Attaquer en masse les symboles du pouvoir comme le Palais de la Moneda ou toute autre institution (les prisons remplies de révolté.e.s), parce qu'un million ce n'est pas rien ? On ne peut que constater une fois encore que la force ne réside pas dans le nombre — pas touche aux inégalités, juste un petit changement de personnel —, mais qu'il faut l'envisager de façon qualitative comme cela se passe depuis une semaine : à travers l'auto-organisation pour partir à l'assaut de l'existant sans

rien demander à ceux qui tirent sur un mors toujours plus sanglant.

Après une semaine d'émeutes et malgré le climat des manif pacifiées, tout le monde n'en est heureusement pas resté là, y compris un « jour de mobilisation historique ». Parce que la liberté est encore loin, et que comme le disent les compagnons chiliens de *Sin banderas ni fronteras* dans un texte du 25 octobre, « Rien n'est fini, tout continue, nous continuons aujourd'hui plus que jamais à combattre l'Etat, le Capital et toute autorité ». A Santiago, une centaine d'incontrôlés a par exemple continué de diffuser la révolte dans les rues en continuant toutes les entrées du métro Baquedano, en s'affrontant aux carabiniers avec force molotovs, en procédant à des pillages (le supermarché *OK Market* situé Plaza Italia, l'*Unimarc* à l'intersection de Portugal avec Alameda) ou des incendies (la boutique de fringues *Paris*, des barricades, du mobilier urbain) et des destructions (comme la *Cámara de Comercio* rue Monjitas). Enfin, vers 22h, des inconnus ont réussi à briser les vitres des studios de la chaîne de télévision *Mega*, puis à buter le feu à l'intérieur. En banlieue dès vendredi soir à Pudahuel, un supermarché déjà pillé les jours précédents (*Mayorista 10*) a cette fois été réduit en cendres. A Valparaíso, des affrontements sporadiques commencés tôt ont obligé les députés à évacuer le bâtiment où ils étaient en train de légiférer suite aux gaz lacrymogènes et des émeutiers qui s'en approchaient trop près. Un peu plus tard, un magasin *Abcdin* a été incendié (avenue Pedro Montt) et un hypermarché *Santa Isabel* a été pillé (avenue Brasil). A Concepción, un bâtiment des assurances *Liberty Seguros* a été incendié, tandis qu'à Antofagasta c'est un super-

marché *Unimarc* qui a été pillé (à Huamachuco). A Arica, il y a eu plusieurs affrontements, et une tentative de pillage de l'hypermarché *Líder* (à Diego Portales). A Tirúa, en zone mapuche, on a appris que ce sont quatre camions et une machine de l'entreprise forestière *Mininco* qui sont partis en fumée, revendiqués par la *Coordinadora Arauco Malleco* (CAM).

Enfin, malgré toutes les grandes phrases des puissants, la sinistre comptabilité quotidienne de l'INDH pointait samedi soir au moins 3162 arrêtés et 1051 blessés hospitalisés depuis le 17 octobre, dont 531 suite à des tirs d'armes à feu des forces de l'ordre et 125 avec le globe oculaire endommagé. Malgré cela, et au-delà des annonces de Piñera sur l'arrêt prévu de l'état d'urgence, beaucoup de monde est encore descendu dans les rues samedi 26 octobre sans se démonter, puisque le retrait des militaires prévu pour dimanche n'était finalement qu'un point parmi d'autres, et de nombreux affrontements, saccages et tentatives d'occuper mairies et préfectures régionales (Gobernación) ont commencé dès l'après-midi, notamment à Santiago, La Serena, Coquimbo, Osorno, Talca, Puerto Montt et Concepcion, peut-être pour une longue nuit sans couvre-feu... A présent que l'Etat a reculé d'un petit pas et que la politique tente de reprendre le dessus sur un mouvement largement autonome, c'est un monde entier qu'il s'agit de continuer à démolir. Comme le disent encore *Sin banderas ni fronteras*, « nous savons que tout cela n'est peut-être qu'une décharge massive de rage contenue pour ensuite retourner à une nouvelle normalité capturée par des opportunistes de n'importe quelle couleur politique comme plusieurs ont déjà tenté de le faire en ces jours de chaos. En ce moment comme dans les autres, nous resterons actifs comme individualités anarchistes contre toute forme d'autorité ».

Et gageons qu'ils ne seront pas les seuls, tant il n'est pas dit que seule la soumission à l'Etat (« plus d'Etat social » étant une des revendications présente) soit contagieuse, quand autant de monde peut faire l'expérience directe d'une révolte sans leaders où le plus froid des monstres froids a montré, y compris sous un régime démocratique, son visage de toujours : la torture, la prison et la mort pour celles et ceux qui ne se plient pas à son ordre oppresseur. « *Daremos la pelea, cueste lo que cueste* » (nous continuerons le combat quoi qu'il en coûte) est aussi un cri qu'on a pu entendre repris en chœur dans les rues parmi celles et ceux qui continuent de se battre...



Contulmo, 4/11 camion de l'industrie forestière

« Alors, s'écrieront les bourgeois, notre ordre social est donc à la merci du premier misérable venu ?... Et si ce premier misérable venu est à la merci, lui, de votre ordre social, de votre sécurité et de votre propriété ? Et si votre ordre social, votre sécurité, votre propriété exigent que ce misérable soit dépouillé de sa part des biens communs, de ses droits naturels, de la vie même, il faut donc qu'il respecte tout cela ? Allons donc !

Oui, bourgeois, la lutte est engagée dans ces termes entre la société et l'individu. Oui, tout condamné a le droit de fusiller le premier juge venu, car tous les membres du très-illustre corps de la magistrature sont solidaires dans les conséquences de l'homicide légal. Nous faisons de la barbarie, vous faites de la civilisation ; je ne sais où est la plus grande cruauté, chez vous ou chez nous. Puisque vous voulez conserver vos privilèges, résignez-vous à la guerre et au duel dans lesquels les chances de mort sont égales pour les deux adversaires. »

Ernest Cœurderoy



Un voyage sans retour vers notre dignité et la libération totale

*Publication anarchiste Confrontación (Chili)
Édition spéciale octobre/novembre 2019*

L'explosion sociale qui a éclaté le 18 octobre et la répression déchaînée par l'État ont démontré l'échec du modèle politique chilien, ainsi que de son modèle économique.

L'origine de tout cela va au-delà du gouvernement que nous combattons aujourd'hui, et la révolte qui s'est propagée suite aux fraudes massives [de métro] réalisées par des étudiant-e-s en lutte provient de la rage due aux exactions soutenues et permises pendant des décennies. Rien de bien ne peut sortir du fait de remettre à l'État, aux politiques et aux autorités la capacité de décider de nos vies, en même temps que nous essayons de survivre dans un système qui transforme nos besoins en commerce et notre temps en argent, celui-ci nous étant imposé comme seule manière d'obtenir ce dont nous avons besoin.

En faisant péter les rues et les consciences, nous sommes beaucoup à avoir senti qu'avec cette explosion de rage nous nous sommes embarqué-e-s dans un voyage sans retour vers la reprise de toute notre dignité et de la liberté. Et au milieu de tout ce que nous sommes en train d'expérimenter sur le plan personnel et collectif, nous savons qu'un certain nombre d'entre nous avait déjà emprunté, avant le 18 octobre, les chemins de la lutte ancestrale pour une vie libre sans État ni autorité.

En avançant sur ces chemins, nous avons appris que la mesure d'État d'urgence, avec les militaires dans les rues et le couvre-feu, décrétée par le gouvernement de droite de Piñera n'est qu'une partie de l'arsenal répressif que tous les gouvernements ont mis en pratique sous diverses formes tout au long de l'histoire.

En rompant avec une normalité imposée depuis des siècles

Au Chili et dans le monde, la torture, la duperie, l'assassinat, l'injustice et les réformes qui ne changent rien de structurel ont constitué l'existence historique de l'État comme instrument d'oppression au profit d'une élite.

Avant, et aujourd'hui encore, il y a eu des morts au Chili, des personnes assassinées, torturées, incarcérées, frappées ou disparues pour avoir lutté contre l'ordre imposé ou du seul fait de leur condition économique, sexuelle ou ethnique.

Dans nos veines coule une histoire sanglante d'intervention militaire et policière pour anéantir les révoltes sociales et les luttes pour une vie digne et libérée de l'oppression : l'extermination du peuple mapuche, le massacre de Santa María de Iquique, la dictature de Pinochet, l'état policier de la démocratie et maintenant aussi la répression féroce à laquelle nous sommes confronté-e-s.

Cependant, au cours des dernières semaines, de plus en plus de personnes ont éprouvé dans leur propre chair le rôle oppressif de l'État policier militarisé qui se manifestait depuis des années et de manière évidente par son acharnement contre des lieux comme le Wallmapu, des squats, des *poblaciones* combatives et des lycées en lutte, à qui l'État a déclaré la guerre depuis assez longtemps déjà.

Aujourd'hui, les autorités recommencent à protéger l'ordre social, politique et économique qu'elles ont construit pour leur profit en réprimant dans les rues, en trompant à travers la presse et en parlant d'un prétendu ennemi qui chercherait à affecter la vie des gens.

Cet ennemi qu'ils mentionnent, c'est chaque personne qui lutte et chaque acte rebelle qui se multiplie pour ouvrir le chemin à des manières de se rapporter, de s'organiser et de vivre opposées à celles qu'ils ont imposées durant des années.

Pour cette raison, les politiciens, les entrepreneurs et les forces répressives tentent de nous convaincre qu'il faut avoir peur de la désobéissance et de la révolte. Ils tentent de nous faire tomber dans le piège qui consiste à penser que leurs intérêts et les nôtres sont les mêmes. Mais à la différence d'autres moments dans l'histoire récente, nous sommes aujourd'hui plus nombreux et nombreuses à ne pas les croire et nous restons en lutte.

C'est pourquoi nous n'oublions pas chaque coup, chaque tir contre nos corps et ceux de nos proches, chaque mensonge et chaque colloabo ayant pris position pour les puissants et leur répression.

Nous n'oublierons pas non plus chaque acte de rébellion, chaque accolade et chaque geste de soutien entre compagnon-ne-s, ami-e-s et voisin-e-s. Cette mémoire et ces gestes de rage, d'amour et de révolte font partie du scénario de vie et de lutte que nous construisons chaque jour.

La solution est dans nos mains

Au Chili, quelque chose a commencé à changer. Certain-e-s se sont réveillée-s avant, d'autres plus tard, mais ce qui est certain, c'est que malgré la répression, nous continuons à enlever du terrain au mode de vie avec lequel nous avons décidé de rompre.

Aujourd'hui, nous sommes plus nombreux et nombreuses à ne vouloir remettre à personne d'autre que nous-mêmes la faculté de mener les événements et les processus vers un horizon de liberté et de dignité. C'est pourquoi nous savons que ce que nous construirons à partir de maintenant dépendra de nous, et nous ne sommes pas disposé-e-s à remettre à d'autres la capacité de décider de nos vies.

Ni la gauche opportuniste ni la droite dictatoriale. Ni le Frente Amplio ni n'importe quel parti politique. Ni la démission de Piñera, ni de nouvelles élections ou une nouvelle Constitution. Rien de ce qui provient de l'ordre établi avec lequel nous sommes en train de rompre ne pourra nous donner une solution.

Nous savons que de nombreuses questions et préoccupations sur la manière de continuer submergent beaucoup de personnes dans ces moments. En partant de notre identité anarchiste de lutte contre toute autori-

té et de ce que nous avons expérimenté au contact d'autres volontés au cœur de la révolte, nous avons trouvé des réponses et des instruments dans l'expérience et l'apprentissage de prises de positions dans l'intensification du conflit contre l'ordre social que nous combattons. Ces instruments et ces réponses, nous les trouvons dans la multiplication des actes dans lesquels s'exprime la désobéissance, le soutien mutuel et l'action directe.

Lutter ensemble et nous soutenir face aux effets de la répression et à la peur de la pénurie provoquée par l'État, sortir de nos mondes personnels et se serrer les coudes avec d'autres personnes, contribuer, chacun-e selon ses capacités, pour agir et penser ensemble des possibilités de vie différentes de celles existantes ont été les réponses que nous avons forgées en partant de l'autonomie de ne dépendre de personne d'autre que de notre volonté mise en action. Tout cela a été expérimenté par des milliers de personnes au cours des dernières semaines. Tout cela et plus encore s'est développé sans aucune sorte de leaders ou de dirigeant-e-s.

À partir de maintenant, ce que chacun et chacune apportera influera sur le cours de ce qui pourra, ou non, se produire.

Mais quoi qu'il se passe, pour notre part nous continuerons à lutter et à nous retrouver avec toutes celles et tous ceux qui continuent à expérimenter et à répandre la liberté dans chaque acte de révolte contre l'ordre de l'argent et de l'autorité.

Nous ne nous rendrons pas, nous ne reculerons pas. Nous continuerons à construire un monde nouveau sur les ruines du système que nous sommes en train de détruire.

Multiplions la désobéissance, le soutien réciproque et l'action directe !

Que vive la révolte contre toute forme d'oppression et d'autorité !



« Nous comprenons la révolution dans le sens du déchaînement de ce qu'on appelle aujourd'hui les mauvaises passions, et de la destruction de ce qui dans la même langue s'appelle "l'ordre public". Nous ne craignons pas, nous invoquons l'anarchie, convaincus que de cette anarchie, c'est-à-dire de la manifestation complète de la vie populaire, doit sortir la liberté, l'égalité, l'ordre nouveau, et la force même de la révolution contre la réaction »

Mikhaïl Bakounine



Quelque chose qui manque

novembre 2012

Nous ne sommes pas des généraux en quête de soldats, ni des pasteurs en quête de troupeaux. Nous n'avons pas besoin de recevoir des tapes dans le dos et des sourires de la part des gens. Nous ne devons pas nous faire accepter, vu que nous ne voulons convertir ni guider personne. Nous voulons *déchaîner* les individus parce que — comme le confiait déjà un prince anarchiste dans un lointain passé — « *sans désordre, la révolution est impossible* ». Nous n'avons donc pas nécessairement besoin d'être au premier rang, parce que nous ne voulons pas nous faire (re)connaître ni n'avons quelque chose à prouver. Cela peut arriver, vu que le refus a priori de se joindre à d'autres a peu de sens, mais ce n'est pas notre priorité.

Créer du désordre. Elargir le désordre. Faire durer le désordre. Voilà nos objectifs immédiats. Le refrain de tous les organisateurs de masses est qu'un désordre prolongé est ce qui prépare et justifie le retour du pouvoir. Selon eux, le désordre doit durer le moins de temps possible, et il faut immédiatement mettre en acte des mesures aptes à satisfaire les besoins de tous, autrement il est inévitable qu'on retourne en arrière. Nous ne sommes pas d'accord. Nous pensons à l'inverse qu'un désordre momentané est tolérable, parfois même souhaitable, par le pouvoir. Parce qu'il offre un défoulement à même de faire baisser la pression. L'habitude millénaire de se mettre à genoux ne se perd pas en quelques jours ou quelques semaines. Et nous nous méfions de ceux qui entendent organiser non seulement eux-mêmes, mais aussi les autres. Seul un désordre prolongé peut extirper des individus l'habitude de l'autorité. De plus, qui vous dit que tôt ou tard l'ordre redevienne nécessaire ou souhaitable ? Si la couleur de la liberté est le noir, alors son visage ressemble plus à une jungle qu'à une place ou un laboratoire. Et bien qu'une place ou un laboratoire soient des endroits plus communs et plus sûrs, il faut se décider à pénétrer dans cette jungle.

[...]

Peut-on, par exemple, tenter de résister aux enthousiasmes, et se concentrer sur cette brève fraction de temps où l'Etat abandonne le terrain ? Voilà l'instant dans lequel jouer le tout pour le tout. *Le moment où il faut être en mesure d'accomplir des gestes irréparables qui ne permettent plus un retour au passé.* Quels sont des gestes ? Comment les réaliser ? Contre quels objectifs ? Le passé offre quelques suggestions, mais ces dernières ne constituent bien sûr pas un modèle en soi. Lors de la Commune de Paris par exemple, un geste irréparable fut l'exécution de l'archevêque. Après cela, aucun accord, aucune tractation n'était même plus pensable. Ou bien c'est l'Etat qui disparaissait, ou bien c'était la Commune.

C'est un des principaux problèmes à affronter, comme le savent bien les compagnons grecs qui s'interrogent depuis longtemps sur comment faire pour aller de l'avant, après que presque tout ait déjà été livré aux flammes ces dernières années. L'Etat est assiégé par des manifestants, délégitimé, mais il gouverne. L'économie a perdu un nombre important de banques et de crédibilité, mais elle commande. Le mouvement a donné de grandes démonstrations de force, mais il n'avance pas. Il manque ce quelque chose en plus capable de...

Il ne s'agit pas de raisonner à l'envers pour trouver de nouvelles réponses à de vieilles questions. Ces dernières sont périmées, décomposées, balayées par la perte du langage et l'érosion du sens. Voilà pourquoi il devient important de se poser de nouvelles interrogations et de commencer à les explorer.

29 octobre

Contre tout pouvoir

Samedi 26 et dimanche 27 octobre, les manifestations n'ont pas cessé au Chili, au contraire, et la levée du couvre-feu qui était en vigueur dans treize des seize régions du pays samedi soir puis de l'état d'urgence dimanche n'a fait de raviver les flammes de la révolte. Si les pillages n'ont pas cessé, c'est plutôt sur les attaques incendiaires qu'on se focalisera dans ce nouvel aperçu afin de donner une idée tant de leur diversité en matière de cibles que de diffusion géographique, avant de passer à la journée enflammée de lundi 28 octobre.

A Puerto Montt, c'est l'école *Los Alerces* qui a été saccagée au grand dam des parents du voisinage, et son mobilier (tables et chaises) utilisé pour alimenter le feu des barricades du quartier. A Talca, les émeutiers ont réussi à prendre d'assaut la mairie, ses vitres ont été brisées et son mobilier sorti pour renforcer les nombreuses barricades de la place centrale. A Orsono, c'est cette fois le siège de la préfecture régionale (*gobernación*) qui a subi le même sort : près de 300 manifestants ont changé la valeur d'usage de son mobilier lors d'un saccage, et détruit aussi les vitres d'un agence de la banque *Itaú*. A Copiapó (lundi), le siège de la préfecture régionale a également perdu plusieurs vitres lors d'une manifestation, et à San Felipe la mairie a reçu plusieurs molotovs derrière ses vitres brisées. A Valparaíso, la cathédrale a reçu samedi soir une nouvelle visite, laissant une vingtaine de bancs et des bénitiers en morceaux, tandis que dimanche défilaient 100 000 personnes de Viña del Mar vers le Congrès (chambre des députés) et qu'une pharmacie *Cruz Verde* pillée brûlait dans la nuit. A Vitacura vers 22h, quatre voitures de luxe du concessionnaire *W Car*, avenue Kennedy, ont été cramées au molotov et des tracts lancés sur place disant « *tant qu'il n'y aura pas de pain pour les pauvres, il n'y aura pas de paix pour les riches* ». A La Serena, les manifestants pacifiques n'ont pu empêcher qu'un groupe incendie la station-service *Copec* sur la Ruta 5, qui est entièrement partie en fumée. A Concepción, il y a eu plusieurs nouveaux pillages et saccages (pharmacies, banques et AFP), mais aussi la destruction par les flammes des 3 et 4e étages de la tour *Caja Los Andes* (déjà attaquée les jours précédents) ainsi que des bureaux du service des impôts (SII). Dimanche, lors de nouveaux affrontements au centre ville de Concepción, c'est le supermarché *Santa Isabel* qui a fait

l'objet d'une tentative de pillage, et le bâtiment de la *Corporación Sinfónica* (conservatoire de musique) qui a pris feu. A Iquique lundi, il y a eu plusieurs saccages pour alimenter les barricades, dont une AFP, et l'incendie de la guérite qui barre l'entrée du port de Paitillos. A Rancagua, c'est une agence de VTR (compagnie d'internet et de téléphonie) qui a été saccagée et pillée. Dans plusieurs quartiers du Grand Santiago (Maipú, Plaza Ñuñoa), la première nuit sans couvre feu s'est traduite par des barricades et des affrontements avec les carabiniers, tandis qu'à Peñalolen c'est un bus qui a été cramé, après avoir fait descendre chauffeur et passagers, et idem à Melipilla (lundi soir). A Llole, près de San Antonio (región de Valparaíso), des inconnus ont entrepris de couper la circulation des trains de marchandise en montant une barricade incendiaire sur un pont ferroviaire.

Lundi 28 octobre, dès la fin de matinée, alors que beaucoup sont retournés au turbin dans un semblant de retour à la normalité, de nombreux blocages de la circulation ont succédé aux énormes manifs : à Temuco, une dizaine de barricades coupent les routes qui la relie aux autres villes de la région, à La Serena idem au croisement de l'avenue Balmaceda avec Francisco de Aguirre coupant le trafic est-ouest, idem à Coquimbo sur le pont El Culebrón au nord de la ville, idem à Antofagasta sur l'avenue Salvador Allende (avec un camion de bières bloqué et pillé), à Valparaíso dans la même idée plusieurs bus ont été caillassés et des barrages montés à Casablanca sur la Ruta 68 qui mène à Santiago ainsi que sur l'autoroute Los Andes à La Calera. Idem dans la région de Tarapacá, où on ne compte plus les barricades qui se sont élevées à Pozo Almonte, Alto Hospicio et Iquique sur les routes. A Concepción, un des foyers ardents

de la révolte, il y a eu une fois de plus des saccages au centre ville, avec par exemple une boutique *Johnson's* dont le mobilier a servi de combustible pour une barricade, et idem à Copiapo, Los Andes (avec pillage d'un supermarché *Santa Isabel*), Rancagua ou Nogales (avec pillage de camions bloqués), tandis qu'à San-



Punta Arenas, 12/11
fonds de pension
AFP Habitat

tiago le mobilier d'un supermarché *OKMarket* a servi à un nouvel incendie contre l'entrée du métro Baquedano, qu'un grand centre commercial est parti en fumée au croisement de Alameda avec Santa Rosa, que le restaurant *La Piccola Italia* a été saccagé et que le premier étage du bâtiment régional du ministère de la santé a été incendié (*Seremi de Salud Metropolitana*). Enfin, à La Calera, à la tombée de la nuit lundi soir, une centaine de personnes a attaqué le grand centre commercial (*Mall Falabella*) pour le vider de son contenu, et à Quintero ce sont les bureaux de *Chilquinta* (compagnie d'électricité de Valparaíso) qui ont été réduits en cendres. A côté des groupes d'émeutiers mobiles qui se sont affrontés toute la journée avec les carabiniers en procédant à des saccages et incendies, la multiplication en journée des blocages a permis ce lundi à de nombreuses personnes de participer à la révolte d'une autre manière que le défilé festif, permettant aussi de constituer des lieux d'auto-organisation variés (certains blocages ont tenu toute la journée). Comme l'a résumé lundi soir Karla Rubilar, la porte-parole dépitée du nouveau gouvernement : « *Cela n'est pas le Chili qui a marché vendredi [avec ses 1,2 millions de personnes pacifiques], c'est le Chili qui appelle le samedi à détruire la ville* »...

Du côté de la politique, les débats ont tourné tout le week-end entre un nouveau gouvernement d'unité nationale avec le centre gauche (qui s'y refuse pour l'instant), ou encore l'intégration de « personnalités de la so-

ciété civile » en son sein. Lundi 28 octobre à midi, Piñera a finalement procédé à son petit lifting de façade en changeant huit ministres sur vingt-quatre (dont le décrié ministre de l'Intérieur Chadwick), y compris ceux du Travail et de l'Economie dont la tâche sera de mener à bien la « concertation sociale » promise pour tenter de calmer le mouvement en cours. De son côté, le syndicat CUT annonce une nouvelle journée de grève générale mercredi (dans le genre créer un rapport de force pour mieux négocier), et la gôche entend pousser son avantage pour faire avancer son agenda politique vers une nouvelle constitution. Pour réaliser son projet, il lui faut ainsi dépasser ses propres structures en profitant de l'énorme mobilisation citoyenne qui a rejoint la révolte, et quoi de mieux en ce sens que la création d'assemblées de quartier ? Les assemblées, encore plus avec des représentants de partis et de syndicats, ne sont-elles pas un lieu où toutes les tares de la politique s'expriment en force ? Se transformant facilement en minis-parlements, avec ses commissions et sous-commissions, avec ses listes de revendications et ses mots d'ordre, reconduisant la dictature de la majorité tout en faisant émerger des petits leaders venus d'en bas (oups, du « contre-pouvoir populaire »), elles sont souvent un des lieux privilégiés pour tenter d'encadrer et de représenter un mouvement de révolte. Un mouvement pour l'instant autonome qui appartient à toutes celles et ceux qui luttent directement dans la rue, et qui continue à se manifester comme au début il y a dix jours de façon offensive, en tout cas pour sa partie qui n'a rien à demander au pouvoir : prenons tout et détruisons le reste (ou l'inverse !).

Sur place, des compagnons de Santiago ont d'ores et déjà perçu ces assemblées citoyennes de quartier comme le possible début d'un processus de récupération de la lutte, et ont sorti un texte ce week-end dont voici un extrait : « *Différentes positions ont émergé dans la pratique même des combats, dans l'ambiance de révolte et dans les possibilités surgissant de celle-ci. Certain-e-s se sont mis d'accord sur des appels et des tentatives de former des assemblées de quartier, des expériences de «contre-pouvoir» ou de «pouvoir populaire», allègrement qualifiées par la presse de «conseils municipaux citoyens», qui permettraient de mettre en place une table de revendications négociables, et bien-sûr des visages ou organisations avec lesquels pactiser. Des assemblées qui, comme nous pouvons le voir, se sont transformées en alternative citoyenne et en sortie pacificatrice du conflit, démontrant être un engrenage supplémentaire de la domi-*

nation. (...) À cet égard, l'idée de confrontation permanente prend du sens au moment où nous ne donnons rien pour établi ni éternel, le dynamisme de la lutte doit nécessairement viser à l'élimination de tout type d'autorité, que ce soit l'État, l'assemblée ou n'importe quelle autre instance prétendant contrôler nos vies. Cette révolte n'a pas de noms ni de direction unique, elle n'appartient à personne car elle appartient à tou-te-s les rebelles et insurgé-e-s qui sont en train de combattre dans la rue, ainsi prétendre de manière ridicule s'attribuer telle ou telle action dans le cadre de cette révolte revient tout simplement à tenter de prendre l'hégémonie sur elle » (Algunas palabras desde y por la revuelta de octubre, par *Algunxs antiautoritarixs por la catástrofe social*). Face à ce genre d'assemblées dont l'ambition est de constituer la base d'une nouvelle autorité (vers un Etat plus comme ceci et moins comme cela), une des possibilités pour les insurgé.e.s pourrait à l'inverse être des formes variées de *coordinations*, qui offrent l'avantage de préserver l'autonomie diffuse de chaque groupe et individu sans centralisation, d'approfondir la tension vers l'attaque face aux propositions de réappropriation alternative d'un même existant, et aussi de créer dès maintenant un espace de complicités capables de s'opposer tant au pouvoir actuel qu'au nouveau qui entend s'y substituer. Comme l'ont déjà posé quelques vieux compagnons anarchistes lors d'expériences passées de soulèvements ou d'insurrections, c'est notamment au cours de ce genre d'explosions sociales que la conflictualité permanente contre l'existant *et ses faux critiques* devient fondamentale pour ne pas céder aux sirènes de l'unité, de la composition ou des alliances, en gardant vives nos idées de négation comme boussole : pour la liberté, contre toute autorité.

Enfin, côté chiffres, la *Cámara de Comercio de Santiago* (CCS) a précisé qu'avant ce week-end, les pertes des entreprises étaient de l'ordre de 1.400 millions de dollars, 500 millions en chiffre d'affaires et 900 millions en dégâts structurels. *L'INDH* continue sa comptabilité avec ce lundi soir 3.535 arrêtés depuis le 17 octobre et 1.132 blessés, dont 595 par balles (en gomme, en caoutchouc, de guerre). Au final, ce lundi a ressemblé à une vaste journée émeutière un peu partout avec des initiatives variées, où les barricades, blocages de route, affrontements avec les carabiniers se sont multipliés dans une intensité qui a rejoint ce qui s'était passé il y a 10 jours, le vendredi 18 octobre avant la proclamation de l'état d'urgence. Les miettes lancées par le gouvernement et ses petits changements internes

sont très loin de pouvoir éteindre le bordel en cours, et tout le reste est une question d'imagination sur comment alimenter la révolte pour qu'elle devienne totalement incontrôlable, y compris pour les vautours du (contre) pouvoir populaire. Les attaques destructives plus fréquentes des institutions en région mêlées à des blocages de rue lors des manifestations, tout comme la multiplication de sabotages ciblés d'infrastructures (à l'image des métros cramés) est peut-être une piste en train de se dessiner au Chili. Et nous, ici ?



La coupure est possible
Avis de Femêtes — février 2019

La coupure est possible. Elle est possible de façon autonome, en temps de calme relatif mais aussi en périodes plus intenses où la rage montre ses dents. Au sein de la guerre sociale, toute cette myriade de sabotages diffus et permanents contre les infrastructures de télécommunication, de transport, d'énergie peut ouvrir un panorama plus vaste encore pour celles et ceux qui savent qu'ils se battent en territoire hostile et n'entendent pas baisser la tête.

Nous nous trouvons déjà derrière des lignes ennemies qui nous encerclent, alors pourquoi pas agir en conséquence ? Désorganiser les forces adverses plutôt que se mesurer avec elles dans un affrontement symétrique. Frapper et disparaître, pour réapparaître ailleurs et frapper encore, plutôt qu'occuper des forteresses particulièrement propices à la répression. A l'inverse des autoritaires qui ne peuvent concevoir la tentative de bouleversement du monde qu'à travers la prise des temples du pouvoir et la gestion de masses importantes, en une sorte de symétrie biaisée avec un ennemi bien mieux équipé, et si nous, anarchistes, développons plutôt l'agilité des petits groupes, les capacités de l'individu, les rapports interindividuels de réciprocité, de confiance et de connaissance, vers une diffusion des hostilités plutôt que vers leur centralisation et concentration ? Une telle manière de s'organiser nous paraît bien plus intéressante pour attaquer un ennemi toujours plus tentaculaire mais qui reste dépendant de l'interconnexion entre tous ses instruments et bâtiments. Face à la dissémination à travers le territoire d'une vaste quantité de ces petites structures de transmission d'ondes, d'énergie ou de données, rien n'est plus adapté qu'une constellation de petits groupes, agissant en toute autonomie, capables de se coordonner entre eux quand cela leur fait sens, pour s'exercer de façon diffuse au bon vieil art du sabotage contre les artères du pouvoir.



Pour la propagation totale du chaos

*Depuis le territoire dominé par l'Etat du \$hili
début novembre 2019*

**Un appel à la solidarité anarchiste internationale avec l'insurrection :
révolte et action directe face au nouvel
assaut de l'État assassin militaire du \$hili**

Le vendredi 18 octobre de cette année, nous avons assisté et participé, par l'action directe et le sabotage des différentes normes du capitalisme moderne, au fait que les canons de la normalité ont été dépassés par l'agir insurgé; une normalité imposée depuis des siècles sur ce territoire et consolidée par une dictature civile et militaire qui a implanté le brutal modèle néolibéral en vigueur. L'explosion de la révolte s'est étendue à toute la capitale, avec des actions de sabotage contre les stations du métro de Santiago, le bâtiment de l'ENEL (entreprise multinationale italienne « distributrice » d'électricité), les bus du réseau Transantiago, des agences bancaires, cafétérias et locaux de restauration rapide, concessionnaires automobiles, supermarchés et pharmacies, chaque symbole du capital a été attaqué.

Le débordement et le mécontentement de milliers de hordes et d'individus, sans leaders ni dirigeant.e.s, déferlant sur la ville dans une vaste bataille contre les éternels protecteurs de la propriété privée et de la paix sociale des puissant.e.s, ont donné lieu à une longue journée de protestation et de révolte qui s'est achevée avec le fasciste président de droite Sebastián Piñera décrétant l'État d'Urgence et confiant la charge des troupes des assassins militaires au répugnant général Javier Iturriga. Ce qui s'est passé les jours suivants n'a pas été différent, les actions de sabotage se sont poursuivies, accompagnées d'innombrables expropriations massives dans les grands centres commerciaux, de l'attaque de bâtiments gouvernementaux et des affrontements incessants contre la police, parfaits prétextes pour imposer le couvre-feu sur quasiment l'ensemble du territoire et ainsi donner carte

blanche et toute la légitimité aux agissements des flics et des forces militaires qui, historiquement, ont toujours assassiné et torturé au nom de l'autorité.

Nous reconnaissons que les événements actuels sont surprenants et incalculables, mais nous comprenons aussi qu'ils proviennent d'un parcours de résistance et de lutte antagonique en opposition à l'ordre établi qui a évolué et a pris un caractère différent au fil des ans. Sur ce long chemin, les idées et pratiques anarchistes ont constitué au cours de ces dernières décennies un élément important au sein de la confrontation protéiforme contre le pouvoir. Nous comprenons que les incessantes actions de sabotage et attaques directes contre les organes de ce système dévastateur et meurtrier ont contribué à l'identification des objectifs et symboles du capital dans l'action directe qui s'est déchaînée dans les rues. L'affrontement contre les forces répressives fait partie du quotidien depuis déjà deux décennies, d'une part dans les combats de rue, lorsqu'à certains moments des groupes érigent des barricades avec détermination et la volonté d'attaquer les forces de police, ce qui s'est manifesté de manière récurrente depuis des années lors de sorties des universités, sorties également réalisées ces dernières années aux abords des lycées par des élèves du secondaire. D'autre part, des attaques plus planifiées et l'envoi d'engins explosifs aux représentant.e.s de la loi et à celles et ceux qui la font appliquer pour maintenir l'ordre bourgeois ont fait partie d'une poussée d'attaques dirigées contre les éternel.le.s ennemi.e.s et persécuteurs de la liberté. L'agir autonome et anti-autoritaire se fait implacable face à la nouvelle vague de répression étatique qui cherche à identifier des « leaders » responsables de toutes ces actions supposément dirigées, alors qu'elles ne sont que la conséquence de la prolifération du chaos déchaîné par le fait de reprendre nos vies en main.

Criminaliser les agissements violents est une tactique que le pouvoir a toujours utilisée pour tenter de pacifier la rage et la priver de sa dangerosité. Ces derniers jours, nous avons vu l'accroissement des efforts visant à dissuader et à isoler celles et ceux qui osent agir en transgressant l'ordre actuel. Cela passe par des déclarations réitérées de la part des différentes autorités et par l'appui que leur offrent au quotidien et que continueront à leur donner les moyens hégémoniques de communication bourgeoise pour tenter de contrôler les rebelles, en cherchant à rétablir le calme en jetant quelques miettes.

Tout au long de cette semaine, les différentes autorités gouvernementales, du répugnant ministre de l'Intérieur et de la Sécurité Publique Andrés Chadwick Piñera (cousin germain du président), et du sous-secrétaire de l'Intérieur Gabriel Ubilla Mackenney, à d'autres autorités gouvernementales et militaires, ont pointé du doigt et accusé divers secteurs de la sphère anarchiste de différentes actions directes qui se sont produites depuis que la colère subversive s'est propagée dans les rues. Nous reconnaissons la persécution politique historique qui a toujours existé contre celles et ceux qui prennent position contre tout type d'autorité et reconnaissons les conséquences de nos idées et pratiques. Cela ne nous semble pas être un hasard que ce soit le même Procureur Régional Métropolitain

de la zone Sud, Héctor Barros, actuellement en charge de l'enquête sur l'envoi de colis piégés au Commissariat 54^a des Carabiniers du Chili dans la commune de Huechuraba et au bureau de l'ex-ministre de l'Intérieur Rodrigo Hinzpeter à Quiñenco, Las Condes, qui mène aujourd'hui aussi l'enquête sur les incendies provoqués dans les stations du métro de Santiago, cherchant inlassablement à les attribuer à une organisation « dirigée » par des groupes et individualités anarchistes.

Aujourd'hui plus que jamais, nous restons fermement inflexibles face au pouvoir, assumant les conséquences de notre opposition éternelle contre toute forme d'autorité, propageant le chaos et l'appel à la guerre sociale. Un appel à ce que l'agitation et l'action directe débordent l'encercllement médiatique et les fausses frontières imposées par l'Etat et le capital.

Un appel à la solidarité active, complice et protéiforme avec l'insurrection sur le territoire qu'ils nomment \$hili !

Guerre sociale-antisociale contre l'État et le Capital !

Contre toute autorité et pour la libération totale... Faisons en sorte que vive l'anarchie !



« Et le temps passait pour moi comme s'il volait, et les fatigues ne m'atteignaient pas, et mon enthousiasme redoublait et me rendait téméraire, et me faisait sortir dès le point du jour en reconnaissance pour découvrir l'ennemi, et... tout pour changer la vie ; pour imprimer un autre rythme à cette vie qui est la nôtre ; pour que les hommes, et moi parmi eux, nous puissions être frères ; pour qu'une fois au moins la joie, jaillissant de nos poitrines, se sème sur la terre, pour que la révolution, cette révolution sociale qui a été le pôle et la devise de notre combat, puisse être, dans un temps prochain, un fait accompli. »

Un incontrôlé de la Colonne de Fer

1er novembre

L'oasis sent encore le brûlé

« Au milieu de cette Amérique Latine pleine de convulsions, notre pays le Chili est une véritable oasis » (Sebastián Piñera, 8 octobre 2019)

Ces trois derniers jours, de mardi 29 octobre à jeudi 31 octobre, la révolte au Chili a dû s'inscrire dans un contexte où de nombreux contre-feux ont été allumés pour la ramener vers des chemins institutionnels plus raisonnables. Puisque le choc frontal de la force brute avec état d'urgence et couvre-feu nocturne pendant une semaine n'y a pas suffi, c'est à présent une stratégie d'encerclement qui se déploie : d'un côté en ouvrant plus grand la porte à ceux qui veulent négocier et réformer le pays (début d'un possible processus de révision de la Constitution, lancement d'un prochain Grand Débat à la française, réception acceptée des partis d'opposition à La Moneda) ; d'un autre côté en séparant dans la rue le bon grain pacifique de l'ivraie émeutière (de l'organisation de concerts sur les places aux assemblées citoyennes et jusqu'à la dramatisation de certaines attaques, tout en passant par les condamnations officielles du bordel par les leaders de gauche).

Face à cela, pour donner une idée variée des attaques diffuses, prenons la seule journée de mardi : incendie aux molotovs de la mairie de Quilpué (un jeune de 18 ans incarcéré et un mineur en contrôle judiciaire), nouveaux pillages et affrontements à Concepción, sans compter les vitres brisées du ministère de la pêche ; incendie des locaux de l'*Automóvil Club* (auto-école) à La Serena, pillage d'un supermarché *Unimarc* à Antofagasta, incendie de l'église *El Salto* dans la localité de Púa (Victoria) avec une banderole « *Resistencia Mapuche* » laissée à côté ; déboulonnage de la statue du conquistador espagnol Pedro de Valdivia à Temuco et tentative manquée contre la même Plaza de la Independencia à Concepción, et marteau-burin contre celle du général massacreur Cornelio Saavedra sur la Plaza de Armas à Collipulli ; incendie de sept engins de chantier et un camion de l'entreprise *Forestal Mininco* à Capitán Pastene (Lumaco) revendiqué par le groupe « *Natchez Pelantaru* » de la *Coordinadora Arauco Malleco* (CAM) ; fermeture provisoire de la station de métro *Bellavista* à La Florida suite à une nouvelle fraude massive de lycéens ; pillages de l'hypermarché *Líder* et du *Mall* à Coronel la nuit de lundi ; incendies pendant une manif d'une banque et de commerces à Quillota, ainsi que l'incendie du marché municipal (*Feria Modelo del Parque Aconcagua*) qui a consumé 17 locaux, mais aussi début d'incendie de l'entreprise *Easy* dans la zone industrielle ; pillages du centre commercial (*Mall*) *Open Plaza* à La Calera et

saccage de la *Scotiabank*, en plus des blocages des Ruta 5 nord et Ruta 60 ; nombreux pillages et saccages du centre ville de Punta Arenas la nuit de lundi ; incendie du péage de Catillo à Parral ; blocage de la Ruta 5 à hauteur de Maullín dans la région de Los Lagos, ce qui empêche de se rendre sur l'île de Chiloé, et incendie de deux cabines de péage ; caillassage massif par la foule du commissariat à Calbuco et à Puerto Montt, ainsi que de la préfecture dans cette dernière ; pillage et incendie partiel de la permanence du sénateur Coloma (UDI, au pouvoir) à Talca ; attaque des péages à Pelequén et San Fernando ; saccage de la Poste à Orsono pendant la manif ; manifestations de 10 000 personnes à Santiago qui partent de Plaza Italia pour se rendre devant le palais présidentiel de La Moneda, ponctuées d'affrontements et de quelques pillages (un magasin *Tricot*, une pharmacie *Ahumada*, un supermarché *Unimarc* puis un *Claro* dans la nuit, également incendié), sans compter les incendies systématiques des entrées de la station de métro *Baquedano* (qui a servi de centre officieux de torture pendant l'état d'urgence) ; saccage de deux agences des *AFPs* (fonds de pension), d'annexes de la mairie à Valdivia, sans compter l'hôtel et le casino *Dreams* qui ont perdu leurs vitres lors d'une émeute de six heures...

Si on s'intéresse aux attaques de ces deux derniers jours, elles ont (provisoirement ?) baissé — ce qui n'est pas le cas des blocages de route —, mais sont également de plus en

plus reléguées à la rubrique « faits divers » ou passées sous silence, ce qui rend les possibilités de donner un aperçu encore plus dérisoire. En ce sens, c'est une sorte de retour à la normale commune à d'autres parties du monde : quand le pouvoir ne peut taire ce qui se passe il en parle en en tordant le sens, avant de revenir à une gestion plus traditionnelle de l'information, à savoir divulguer essentiellement les désordres lorsque la répression procède à des arrestations, ou sous forme de faits isolés (la catégorie « *asociaux* » est à présent en voie de détrôner celle de « *délinquants* » dans la presse chilienne). Depuis le début de la semaine, et cela ne va qu'en augmentant, sont ainsi exhibées les proies arrêtées par la PDI (PJ musclée chilienne) après perquisitions, avec force images de personnes menottées suite à des pillages ou des destructions qui se sont produites ces douze derniers jours. A titre d'exemple, le parquet de la région de Biobío a exhibé 15 voitures saisies, des milliers de produits volés dans les supermarchés et 27 arrêtés. La PDI se fait aussi fort de préciser que c'est suite à la centaine de vidéos reçues anonymement suite à son appel à témoins. Le pompon revient à ce malheureux professeur de maths de 35 ans exhibé de long en large sur les écrans depuis mardi 29 octobre au soir, qui est le premier arrêté (sur vidéosurveillance) pour les attaques initiales contre le métro qui avaient tant fait grincer des dents : il a été incarcéré en préventive pour 90 jours reconductibles en prison de Haute Sécurité, accusé d'avoir détruit des tourniquets et des composteurs de carte Bip le 17 octobre dernier à la station de métro San Joaquín (Santiago). Du côté des autres mises en scènes spectaculaires pour isoler les révoltés.e.s en les présentant comme des monstres, il y a aussi ces quelques actes qui sont montés en épingle pour provoquer le rejet immédiat, ce qui constitue une stratégie contre-insurrectionnelle classique : en direction de la gauche sont présentés les incendies du théâtre et du conservatoire de musique à Concepcion ou les dégâts contre le *Café Littéraire* du Parc Bustamante à Santiago dans le quartier Providencia (30/10, dont des meubles et des livres ont alimenté les barricades enflammées), et pour émouvoir les familles, c'est le pillage (de médicaments) dans une pharmacie de la *Ligue contre l'épilepsie* qui est exhibée à La Serena le 30 octobre.

Concernant les journées de mercredi et jeudi 31 octobre, on peut noter l'incendie de deux cabines du péage Chuquicamata à Iquique sur la route A1 qui mène à l'aéroport Diego Aracena (après avoir chassé les employés), et

aussi dans cette ville les camions de transport de sel qui ont dû décharger sous pression leur cargaison sur la route qui relie les ports de Patillos et Patache ; le saccage d'un office notarial à La Serena, ainsi que des bureaux de la *Corporation Industrielle du développement régional* (CIDRE) dont les meubles et ordinateurs ont alimenté les barricades ; un incendie au molotov du siège de la préfecture régionale de Punilla à San Carlos (trop vite éteint) ; des affrontements avec les carabiniers à La Serena lors de la manifestation de 4000 personnes ; idem à Chillán, Ancud, Viña del Mar (avec caillassage de la mairie), Antofagasta (2000 manifestants), Santiago (du côté



du pont Pío Nono et de Parque Forestal), Talca, Concepción (avec tentatives de pillages et gros affrontements) ; des blocages d'autoroute à Aconcagua ; un pillage rusé d'un supermarché *Mayorista 10* à Valparaíso en passant par les toits,... Au total, si on en croit le bilan du gouvernement publié jeudi peu avant midi et concernant le 30 octobre, il y a eu une quinzaine d'attaques conséquentes, dont le saccage du *Café Literario* à Providencia (Santiago) ; le pillage d'un magasin d'optique et d'un supermarché *Unimarc* à Santiago ; l'incendie d'une cabine de péage à San Bernardo ; l'attaque avec des dégâts contre une caserne de carabiniers à Padre Hurtado ; le pillage du magasin *La Polar*, le saccage de l'office électoral (*Servel*, 14 arrêtés), des dégâts contre les Pôle Emploi (*Sense*) et le consulat de France, tout cela à Concepción ; le pillage d'un *Homecenter* (Copiapó) et d'un supermarché *Unimarc* (Antofagasta). Il y a eu également 36 blocages de routes (dont 7 sur la Ruta 5), 400 arrêtés et 17 véhicules de police endommagés.

Le 30 octobre, la PDI a également rendu public le nombre d'incarcérés en préventive au cours de l'état d'urgence : 587 en préventive dans 193 procédures judiciaires concernant

Valdivia, 12/11
le siège du
Parti socialiste

des délits contre la propriété et 45 enquêtes en cours pour des délits contre les personnes (leur petit personnel, en l'occurrence). La PDI affirme également avoir reçu plus de 2000 « vidéos de haute-qualité » de collabos suite à son appel intitulé « *que ceux qui sont témoins de personnes menant un pillage ou commettant un délit, les filment et nous envoient la vidéo* ». De son côté, le ministère de la Justice avait précisé l'avant-veille que 9.203 personnes ont été arrêtées entre le 19 et le 28 octobre et que le parquet a lancé 228 procédures contre 997 mis en examen (dont environ la moitié est donc en préventive, et les autres sous contrôle judiciaire). Pour donner une idée des dégâts, que chaque commune commence à évaluer petit à petit alors que rien n'est terminé, la Chambre de Commerce de Concepción (220 000 habitants) évaluait en début de semaine à 180 les locaux pillés et détruits, dont 80 concernant des « petits commerces » (mais existe-t-il une « petite exploitation » ?). Enfin, l'*Asociación Chilena de Municipalidades* a estimé que 38 mairies de tous bords avaient été attaquées depuis le début de la révolte dans 23 communes, dont 12 sont totalement inutilisables (et les autres partiellement).

Du côté de la politique, la grande annonce de Piñera le 30 octobre fut bien entendu le renoncement du Chili à organiser le sommet de l'APEC (Coopération économique pour l'Asie-Pacifique) prévu en novembre, du coup transféré en Malaisie, et celui de la COP25 qui était prévu en décembre transféré à Madrid. Sa raison officielle est que sa « *première préoccupation est de rétablir l'ordre public, la sécurité de nos citoyens et la paix sociale* », et la réalité est que c'est la révolte en cours qui les a annulé pour la sécurité... des chefs d'Etat étrangers et de leurs délégations (25.000 délégués pour la COP25, dont les hôtels et les avions étaient réservés depuis longtemps). On se doute que cette décision fait partie d'une vision plus large pour écraser et étouffer le mouvement. Au-delà de ce qui va suivre, il ne faut pas oublier que la répression suit son cours, avec les premiers procès qui vont commencer pour les faits liés au début de la révolte, et que se produisent tous les jours de nouvelles perquisitions et arrestations dans le cadre des enquêtes ouvertes et dans les émeutes incessantes (sans parler des blessés, plus de 700 par balles au 31 octobre selon l'*INH*). Après avoir joué très rapidement la carte du terrorisme d'Etat avec les militaires avant de devoir la retirer s'il ne voulait pas commettre un massacre de masse, le président Piñera la joue démocratie participative, aidé par l'opposition de gauche. Le 29 octobre, les partis ont tous fait leur condamnation officielle dans un

étrange ballet médiatique synchronisé, comme le leur avait demandé le nouveau ministre de l'Intérieur pour commencer à négocier : « *avec les pillages et les incendies on ne change pas le Chili* » (Beatriz Sánchez, ex-candidate à la présidentielle de 2017 pour le Frente Amplio), « *nous qui avons défendu publiquement les mobilisations ne devons pas hésiter à condamner les incendies* » (Gabriel Boric, ancien leader du syndicat étudiant FECH et député de Convergencia Social), « *bien sûr que nous condamnons les destructions et les incendies qui se succèdent en ce moment* » (Giorgio Jackson, ancien leader de la confédération étudiante CONFECH, député de Revolución Democrática), « *nous condamnons catégoriquement et sans demie-mesure la violence dans les rues. Ne laissons pas le réveil du Chili être terni par des actions qui ne représentent pas la grande majorité* » (Daniel Jadue, maire communiste de Recoleta et membre du comité central du PCCh), « *la violence que nous avons vu aujourd'hui à Santiago n'a rien à voir avec les justes revendications qui cherchent à avancer vers un Chili plus juste* » (Marcelo Díaz, député PS de Valparaíso et ex-ministre d'Etat du gouvernement de Bachelet). Ceci fait, tous ont été reçus le 31 octobre à La Moneda pour discuter avec le gouvernement (sauf le petit parti communiste qui a refusé en prétextant attendre la satisfaction des revendications de la CUT), et doivent envoyer leurs propositions pour dimanche. Piñera ayant annoncé qu'il allait lancer un Grand Débat à l'image de la manœuvre macronienne face au mouvement des gilets jaunes, et qu'aucun sujet n'y serait tabou y compris une réforme de la Constitution héritée de la dictature de Pinochet, la gauche associée aux syndicats (*Mesa de Unidad Social*) vient de lancer ses propres forums à travers tout le pays. A côté des manifestations pacifiques parfois encadrées de dispositifs culturels (concerts, etc), ce sont ainsi jusqu'à plusieurs centaines de personnes qui s'asseyent en rond dans les rues depuis plusieurs jours pour... rédiger une nouvelle *Loi Suprême* ! Ce truc s'appelle des « *cabildos* », un mot importé par les conquistadors au Chili : dans les villes de l'ancien empire colonial espagnol, le *cabildo abierto* était une modalité extraordinaire de réunion des citoyens, mise en œuvre en cas de motif impérieux — cas d'urgence, communication royale, ou désastre, ou plus précisément un mécanisme de représentation des élites locales face à la bureaucratie royale. Ces forums ou ateliers constituants et revendicatifs à l'air libre (ou parfois dans des salles sur inscription) se sont par exemple tenus ces derniers jours à Viña del Mar, La Serena ou à Colo Colo (1500 personnes réunies dans le stade).

Au final, malgré tout ce brassage de vent politique, le président Piñera n'a bien sûr lâché aucune miette de plus (il se contente de faire voter celles annoncées sur l'électricité ou les retraites) depuis une semaine. Alors, puisque l'heure n'est plus aux blas blas pour beaucoup, d'autres personnes prennent directement la rue pour faire avancer leurs propres intérêts, quels qu'ils soient : à Calbuco, les pêcheurs bloquent l'accès au port San José en empêchant les camions qui approvisionnent la région de se fournir en carburant. Ils réclament l'augmentation des quotas de pêche de merlu, comme leurs collègues en grève à Chiloé, pendant que des centaines de pêcheurs de Toltén ont eux manifesté à Temuco pour demander l'abrogation de la Loi sur la pêche de 2013. A Puerto Montt et Orsono, ce sont les taxis collectifs qui ont rejoint les manif en bloquant la circulation pour réclamer une baisse de la taxe sur le carburant. A Quellón à l'inverse, ce sont les employés des élevages industriels de saumon qui manifestent contre les blocages de route aux deux entrées de San Antonio, qui empêchent les camions de leurs exploitations de mort de circuler, les privant de travail, ...et ainsi de suite. Une fois ouvert le chaudron magique de la revendication, celles-ci peuvent être infinies et le dialogue avec le pouvoir se prolonger jusqu'aux calendes grecques, de Grand débat impulsé par le haut en *cabildo* ou assemblée de quartier lancés par le bas. Ce qui compte est de rester entre gens civilisés qui se reconnaissent mutuellement, loin de tous ces barbares qui ne demandent rien et se vengent directement d'une existence de misère et d'humiliation en fraudant, sacquant, pillant et détruisant. Aujourd'hui, c'est certainement de ces derniers qu'on peut se montrer solidaires, de toutes celles et ceux qui se battent de manière autonome et auto-organisée contre l'existant, et pas d'un « *peuple chilien qui s'est réveillé* » et autres fariboles nationalo-populistes.

Le 24 octobre à Mexico près de la cité universitaire, des enragés ont tendu une banderole (« *Solidarité avec les prisonniers du Chili et d'Equateur* ») en coupant la route avec des barricades enflammées, et fracassé un camion coca cola en passant. Le 30 octobre à Athènes, une manifestation de solidarité avec la révolte au Chili près de l'université s'est traduite par des affrontements avec les flics, des barricades et un peu de casse. En France, le 28 octobre un tag « *(A) solidarité avec Exarchia et avec le Chili no borders* » est apparu sur les murs de la sous-préfecture de Cherbourg ; le 30 octobre sont apparus plusieurs tags solidaires dans le métro Croix-de-Chavaux à Mon-

treuil (dont *Solidaridad con la revuelta en Chile !, Abajo la karcel ! et Plutôt fraudeuse que contrôlée !*) ; à Marseille c'est le consulat du Chili qui a été pourri le 30 octobre (« *Ici comme là bas, que crèvent les keufs, les états et leurs armées ! Abrazo desde Francia weones !* »). Et



à Mexico le 31 octobre s'est déroulée une petite manifestation sauvage anarchiste qui est descendue à la station de métro *Auditorio* en laissant des tags sur ses murs (comme *Piñera asesino*).

Au Chili, la révolte ne semble pas prêt de s'éteindre, malgré les tentatives actuelles de contre-feux citoyens qui succèdent au couvre-feu militaire. Les braises de ces douze derniers jours intenses fument encore à travers tout le territoire, et si comment les raviver et les étendre est une question qui se pose certainement aux *compagnon.ne.s* sur place, comment envoyer jusque là-bas un vent de solidarité pourrait bien être la nôtre. N'existe-t-il pas ici aussi d'innombrables obstacles à la liberté à attaquer ardemment ?

liquique, 12/11
de la consommation
à la consommation



10 novembre

La révolte continue de plus belle

« On est complètement dépassés, c'est comme une invasion étrangère, d'extraterrestres, je ne sais pas comment dire, et nous ne sommes pas armés pour les combattre. »
(Cecilia Morel, femme du président Piñera, 21 octobre 2019)

Concernant la troisième semaine de la révolte autonome qui enflamme le Chili, ce nouvel aperçu sera plus thématique que les précédents, tant il s'est passé de choses. On passera donc des journées agitées de mercredi 6 novembre à Santiago dans les beaux quartiers à celle de vendredi 8 novembre sur tout le territoire, avec quelques retours en arrière.

Plus que des symboles. Vendredi 8 novembre à Santiago lors de la manifestation de 75 à 100 000 personnes, le bâtiment historique de l'Université privée Pedro de Valdivia nommé *Casa Schneider* et datant de 1924 a été saccagé puis incendié (cinq arrestations, dont un en préventive et 970 000 euros de dégâts) ; l'église de *La Asuncion* (datant elle de 1876) a pour sa part été saccagée, avec son mobilier (des bancs aux confessionnaux) et ses fétiches statufiés qui ont alimenté les barricades enflammées ; l'ambassade d'Argentine a également été attaquée à Santiago non loin de là après que des manifestants aient réussi à franchir ses grilles, pénétrer dans son jardin et jeter des pierres dans ses vitres avant de repartir sans encombre. Ce même vendredi à travers tout le territoire jusqu'au soir, ce sont également les cabines du péage *El Paico* qui sont parties en fumée à Talagante ; le hall du ministère du logement et de l'urbanisme (Serviu) qui a subi le même sort à Orsono (mobilier, ordinateurs et archives détruits) ; le siège de la compagnie d'électricité *CGE*, un tribunal, une trésorerie et l'Université de Technologie (Inacap) qui ont été saccagés et/ou incendiés à Copiapó ; les locaux de la compagnie aérienne *Latam*, de la compagnie d'électricité *Saesa*, d'une agence bancaire *Itaú* qui ont été saccagés à Puerto Montt, sans parler de la Cour d'appel qui a perdu toutes ses vitres ou de l'institut linguistique *Tromwell* qui a été pillé. Il y a également eu sept attaques de commissariats et casernes, dont le bâtiment de la Dipolcar (les services de renseignement des carabiniers) du 54° commissariat à Huechuraba, le 10° comico à La Cisterna et le comico de Quillota (en plus de la trésorerie et de la préfecture régionale saccagée). Sur la quinzaine de pillages conséquents, on notera

également les attaques destructrices contre la préfecture régionale à Coyahique, contre un tribunal et une Maison du Droit à Viña del Mar, contre un collège à Arica (une quinzaine de mineurs arrêtés), et contre les mairies de Puerto Varas et de Loncoche.

Zone mapuche. Lundi 4 novembre à Valdivia, près de 200 personnes ont déboulonné le buste du conquistador espagnol Pedro de Valdivia, puis l'ont pendu à un pont, tandis que le 2 novembre à Cañete ce sont ceux de Pedro de Valdivia et García Hurtado de Mendoza qui ont fini face contre terre lors d'une manifestation de 500 personnes ; et le 1er novembre à Arica, des inconnus ont réussi à fracasser en plusieurs morceaux la statue historique de Christophe Colomb, érigée en 1910 dans cette ville. Le 1er novembre à Labranza (Temuco), trois camions et une pelleuse d'une entreprise de BTP sont partis en fumée, tandis que le 4 novembre à Contulmo ce sont trois camions d'entreprises d'exploitation forestière qui ont brûlé en pleine route, après que leurs chauffeurs aient dû descendre sous la menace d'armes à feu. Enfin, tandis que les banderoles de manifestants portent des slogans comme « *No son 30 pesos. Son 500 años* » (ce ne sont pas 30 pesos -prix initial de l'augmentation du métro à Santiago- mais 500 ans), plusieurs représentants de communautés mapuches ont accepté le processus de révision de la Constitution chilienne afin qu'elle leur fasse une place plus importante.

Concepción. Dans cette ville de 220 000 habitants qui est un des foyers de la révolte, le ministère des Biens nationaux et la préfecture régionale ont estimé le 7 novembre à 2000 mètres carrés la surface de rues dépavées,

et les bâtiments de l'Etat gravement endommagés à une dizaine depuis fin octobre (des vitres brisées à ceux incendiés) pour un montant minimal de 120 000 euros, tandis que 1.365 personnes ont été arrêtées et accusées de pillages ou destructions. S'il est un objectif qui a été particulièrement attaqué au cours des manifestations quotidiennes, c'est bien la *Caja de Compensación de Los Andes*, une tour de bureaux de 15 étages qui héberge de nombreuses entreprises et institutions. En plus de ses nombreuses vitres brisées, son deuxième et troisième étages ont déjà été incendiés, et le 2 novembre, ce sont les derniers étages qui sont partis en fumée, en même temps que les bureaux du service électoral (*Servicio Electoral de Chile*, Servel). Parmi les autres attaques de la semaine, il y a eu le siège local du parti UDI au pouvoir des frères et sœurs (député et sénatrice) Van Rysselberghe qui a entièrement cramé lors d'une manifestation après avoir été saccagé le 7 novembre ; le pillage le même jour du grand magasin *Kamadi* avenue Los Carrera, par une cinquantaine de personnes en plein jour qui ont vidé le contenu de ses caisses comme de ses rayonnages ; la veille, le 6 novembre, au milieu de gros affrontements, ce sont une nouvelle fois deux pharmacies du centre qui ont été pillées (*Ahumada* et *Cruz Verde*) ; le 5 novembre, c'est une agence de la *Banco Edwards* qui a été saccagée, ainsi qu'un local *Western Union* et un magasin *Claro*. Certains jours il y a eu de 11 à 17 foyers simultanés d'affrontements en ville, débordant largement les carabiniers. Enfin, signalons que la banlieue de Concepción est également concernée, comme à Coronel, où le 8 novembre c'est le centre commercial (Mall) *Paseo Montt* qui a été pillé dans la nuit. *Rentrée.* Au retour des vacances de la Toussaint, et alors que la fin de l'année approche (les saisons sont inversées au Chili, et l'été arrive), le mouvement lycéen est en train de se mobiliser de façon spécifique pour arrêter les cours et refuser de donner l'impression d'un retour à la normale. Huit lycées de la région de Chiloé sont en grève, dont cinq occupés ; certains restés ouverts ont été attaqués à Puerto Montt ; le lycée commercial de Los Angeles (région du Bío Bío) est occupé pour appuyer le mouvement de révolte ; lors de la tentative d'occupation du lycée n°7 Teresa Prats pour filles à Santiago mardi 5 novembre, les carabiniers sont entrés sur appel de la directrice et ont blessé deux élèves de 16 et 17 ans par balles ; et tous ont d'emblée été fermés par les autorités municipales à Antofagasta, Calama, Copiapó, los Andes, Valparaíso, Puente Alto, Renca, La Florida, Coronel et Punta Arenas.



Des symboles ?

Avis de Tempêtes — juin 2019

Car au fond, qu'est-ce qu'une cathédrale, et pourquoi l'État a-t-il tenu à leur faire traverser les époques alors qu'il démolissait sans vergogne la plupart des autres bâtiments au fur et à mesure ? Comme une prison, une cathédrale n'est pas un symbole, c'est d'abord un bâtiment du pouvoir qui a une fonction bien précise (la torture physique punitive dans un cas, la torture morale et psychologique préventive dans l'autre). Une cathédrale est une structure pensée et utilisée par et pour les puissants afin de les célébrer, et contre les individus qu'ils entendent dominer, diriger, contrôler, punir et édifier dans leur chair comme dans leur esprit. Une cathédrale en activité est une matière vivante, pas juste un tas de pierre et de verre, c'est la défense d'un rapport social qui perpétue d'innombrables souffrances et misères, c'est un monde entier d'oppressions, c'est une continuité de l'autorité à travers le temps.

Une prison ou une cathédrale qui restent debout pendant une insurrection sont une insulte permanente à la liberté en acte et une offense à tout futur différent. Que ces bâtiments soient dotés de vils miradors ou de charmantes gargouilles n'y change rien, les raser au sol est bien le minimum qu'ils méritent. Ce ne sont pas des lieux neutres ou réutilisables à d'autres fins, tant chaque mur de leur architecture suinte à la fois la puissance des uns et les chaînes de tous les autres.

Beaux quartiers. Mercredi 6 novembre, des messages postés sur les réseaux sociaux, appelaient cette fois à porter la révolte non plus Plaza Italia, mais directement dans les quartiers aisés de Santiago. Des centaines de personnes se sont ainsi donné rendez-vous aux abords du centre commercial *Costanera Center*, le plus grand de toute l'Amérique du Sud. Bloqués par les forces de l'ordre, les manifestants se sont alors éparpillés en divers endroits du quartier de Providencia vers celui de Las Condes, entrée du secteur financier et des zones les plus riches de la capitale. Une pharmacie *Ahumada*, un supermarché *Líder Express*, le siège du fond de pension AFP Provida, un *McDonald's* et deux agences bancaires ont notamment été pillés au milieu d'affrontements avec les flics (sans parler des vitrines brisées), tandis qu'un manifestant est parvenu à monter sur un canon à eau des carabiniers (*guanaco*) puis à neutraliser son

canon, ou que d'autres ont grimpé aux mâts pour détruire des caméras de vidéosurveillance. Au cours de cette importante émeute sauvage où les anarchistes n'ont pas été en reste, d'autres objectifs de choix ont été attaqués : le siège national du parti UDI situé à



Santiago, 12/11
Iglesia de la Veracruz

Providencia (avenida Suecia), dont les députés et sénateurs participent à la coalition de droite de Piñera a été saccagé à l'intérieur et son mobilier (meubles, ordinateurs) a servi de barricades à l'extérieur. Celui du parti RN (Renovación Nacional) de Piñera vite protégé a été caillassé, et le *Mémorial Jaime Guzmán*, situé non loin à Las Condes a été saccagé. Jaime Guzmán ne fut pas seulement le fondateur de l'UDI (Union démocrate indépendante) qu'il présida entre 1983 et 1989 sous la dictature, ce fut aussi un intellectuel qui a participé dès 1970 à la fondation du mouvement paramilitaire d'extrême droite *Patria y Libertad*, financé par la CIA, et a intégré le gouvernement de la junte militaire dès 1973, pour laquelle il rédigea la Constitution de 1980. Juste avant son assassinat par des révolutionnaires en 1991, il déclarait encore dans un grand journal « *Je m'affirme pinochetiste, avec beaucoup d'honneur* ». Trente ans plus tard, beaucoup n'ont rien oublié, et le portrait de ce fasciste érigé en martyr par ses fidèles gît désormais au milieu

du verre brisé de son sinistre Mémorial. Des A cerclés et autres tags (Putchistes, Assassins, Ils le méritent,...) ont été laissés sur place lors de ces attaques ciblées. Face à toutes ces incursions chez les riches, la maire effrayée de Providencia n'a pu que lâcher un laconique « *Nous vivons un niveau de violence et de destruction jamais vu auparavant dans le centre de la capitale* », sans oublier qu'au cours de cette même nuit (du 6 au 7 novembre), ce sont également les bureaux de l'état civil et le *McDonald's* à Providencia, ainsi que les locaux du resto pour bobos *Fuente Chilena* situés non loin qui sont tous partis en fumée. Enfin, parmi les attaques incendiaires des jours précédents dans le Grand Santiago, on peut citer l'hypermarché *Central Mayorista* à San Bernardo le 5 novembre (entièrement détruit par un incendie et déjà pillé) ou le supermarché *Santa Isabel* à Conchalí le 6 novembre (précédemment pillé, et cette fois incendié). Le commandant des pompiers de la région de la capitale a chiffré le nombre d'incendies de locaux à 1600 depuis le début de la révolte (un chiffre quintuplé par rapport à la normale), dont une centaine de grande amplitude, y compris les stations de métro.

Institutions. En plus du saccage du siège national de l'UDI et du caillassage de celui du RN (tous deux au pouvoir) à Santiago le 6 novembre, d'autres locaux ont été détruits ces derniers jours : le 2 novembre à Cañete, la permanence du député UDI Iván Norambueña a été incendiée ; le 7 novembre à Concepción le siège local du parti UDI des frères et soeurs (député et sénatrice) Van Rysselberghe a entièrement cramé lors d'une manifestation après avoir été saccagé ; le 31 octobre à Castro (Chiloé) les bâtiments de la préfecture régionale (Gobernación) et de la mairie ont été saccagés ; le 31 octobre à Angol la maison du maire a été caillassée et perdu ses vitres ; le 1er novembre à Viña del Mar dans le quartier de Reñaca Alto, le domicile d'un sous-officier des carabiniers a été caillassé (pierres, œufs, bouteilles) ; le 31 octobre, une des portes latérales de la cathédrale d'Iquique a été incendiée juste après minuit, et c'est la prompte intervention des pompiers qui a empêché d'importants dégâts. Pour illustrer la tension grandissante contre le parti du président Piñera, RN, alors que celui-ci devait tenir sa réunion politique nationale avec élus et dirigeants samedi 9 novembre dans son siège de Santiago, il vient de l'annuler sine die pour des raisons de sécurité. Concentrer autant de responsables du parti au pouvoir en un même lieu aurait en effet créé une belle occasion pour les enrégés, et c'est donc un sommet de plus qui saute au Chili,

après celui de l'APEC de novembre et la COP 25 de l'ONU sur le climat de décembre, sans parler côté football de l'annulation du match amical de la sélection chilienne contre la Bolivie le 15 novembre, ou de la finale de la *Copa Libertadores*, compétition de tous les clubs sud-américains, entre les finalistes argentin et brésilien River Plate et Flamengo, finalement délocalisée le 23 novembre au Pérou.

Terrorisme d'Etat. Jeudi 7 novembre, le président Sebastian Piñera a annoncé un paquet de lois sécuritaires durcissant les peines de prison : une « loi anti-pillages » (« *vols commis en profitant de la foule* »), une autre visant les personnes avec le visage dissimulé (en tant que circonstance aggravante lors de troubles à l'ordre public), une autre contre celles qui dressent des barricades (« *entrave à l'ordre public en empêchant la circulation* »), ainsi que la création d'une équipe judiciaire chargée de poursuivre les auteurs de troubles à l'ordre public, d'un statut spécial pour protéger les policiers, le renforcement des « moyens aériens » des carabiniers et de la PDI (drones), et la « modernisation » du système de renseignement. Ce même jour, il a également réuni le conseil supérieur créé sous Pinochet qui intervient lorsque la sécurité nationale du pays est en jeu, le *Consejo de Seguridad Nacional* (Cosena), dont les précédentes convocations exceptionnelles en 2005 et 2014 avaient concerné le litige frontalier avec le Pérou sur l'accès à la mer. Les décisions prises lors de ce Cosena (qui réunit le chef d'Etat, les présidents du Sénat, de l'Assemblée nationale et de la Cour suprême avec les Commandants en chef des quatre corps militaires et des carabiniers) ont été tenues secrètes, mais nul doute qu'il s'agit d'amplifier un plan contre-insurrectionnel face à une révolte qui dure depuis trois semaines et ne cesse de s'approfondir. Le ministre de l'Intérieur Blumel a par exemple précisé à la sortie du Cosena que l'objectif des forces armées était désormais (après l'état d'urgence avec couvre-feu de la première semaine) de se concentrer sur son rôle de renseignements...

Terrorisme d'Etat - bis. Parmi les centaines de personnes incarcérées pour les incendies, saccages et pillages, le pouvoir en met régulièrement certains en avant. Il y a par exemple ce prof de maths embastillé dans une prison de Haute Sécurité et accusé de destruction de tourniquets et composteurs à la station de métro San Joaquín le 17 octobre ; mais aussi trois autres embastillés du *Movimiento Juvenil Lautaro* et accusés d'avoir monté le 30 avril des barricades enflammées sur une ligne de

train à Pedro Aguirre Cerda (Santiago) ; ainsi qu'un mineur de 16 ans accusé de l'incendie de la station de métro Pedrero le 18 octobre (tandis que tout son groupe de supporters du club de Colo-Colo, la « *Garra Blanca* », est également soupçonné d'y avoir participé) et d'un majeur de 33 ans accusé d'avoir incendié la station de métro La Granja le 18 octobre (tous deux sont en préventive depuis le 8 novembre) ; un jeune de 19 ans accusé d'un incendie de banque à Copiapó le 29 octobre ; ou un autre de celui de la mairie de Quilpué ce même jour. Tous ont été placés sous le statut de la *Ley de Seguridad Interior del Estado*. Enfin, le 7 novembre au soir, le seul soldat (sur 10 000 engagés dans cette opération) qui avait refusé de participer à la répression lors de l'état d'urgence en refusant de prendre son fusil a été remis en liberté conditionnelle par la Cour Suprême sous la pression de la rue, et le 6 novembre deux hommes de 20 et 27 ans ont été enfermés en préventive, accusés de l'incendie d'un péage à San Fernando (Colchagua) la veille ; le 8 novembre une femme de 26 ans a été arrêtée à Puerto Montt pour tentative d'incendie de la cathédrale (elle passera dimanche 10 devant un juge), et un jeune de 19 ans accusé de l'incendie de l'Université Pedro Valdivia à Santiago le 8 novembre.

Terrorisme d'Etat - ter. Le 8 novembre, l'ophtalmologue et vice-président du *Colegio Médico* Patricio Meza a lancé une alerte sanitaire nationale pour dénoncer le terrible « record mondial » d'yeux crevés par les flics. Il a précisé que du 19 octobre au 7 novembre, l'unité spécialisée en traumatismes oculaires de l'Hospital Salvador de Santiago a comptabilisé 149 cas graves provoqués par des balles en caoutchouc/en plomb et des grenades explosives lacrymogènes, plus 42 dans les autres hôpitaux et cliniques, soit au moins 190 en tout : « *Nous ne savons plus quoi faire d'un point de vue sanitaire. On sait à présent que la moyenne est de 10 nouveaux patients qui présentent de sévères dommages aux yeux chaque jour, et on continue à utiliser ce qui provoque ces dégâts. Cela dépasse tous les indicateurs au niveau mondial, dans toute l'histoire. Nous tenons au Chili plus de lésions oculaires qu'en Israël, en Palestine, à Hong Kong, en France, etc.* » Le dernier touché est un jeune étudiant de 21 ans, qui a perdu l'usage de ses deux yeux vendredi 8 novembre plaza Italia à Santiago vers 18h après avoir été visé en plein visage par les balles des carabiniers, et dont l'opération d'urgence menée cette nuit dans la *Clínica Santa María* tente désespérément de sauver une vision partielle à l'un des deux. Selon les derniers chiffres de l'INDH sortis le 8 novembre, et qui

sont le minimum officiel, il y a eu depuis le 17 octobre près de 5.500 arrêtés, 1.915 blessés hospitalisés (dont 42 par « balles réelles », et un millier par balles en caoutchouc ou en plomb), tandis que cet *Instituto Nacional de Derechos Humanos* qui sert de façade garantiste à l'Etat chilien suit les plaintes de 171 cas pour tortures et 52 pour violences sexuelles de la part des flics. On laissera à chacun.e le soin d'imaginer par combien multiplier ces chiffres pour avoir une idée de la réalité...

Poulet grillé. Le 6 novembre à Renca, un quartier populaire du nord de Santiago, le 7^e commissariat a été attaqué avec pierres et molotovs par un petit groupe, envoyant cinq flics à l'hôpital. Lundi 4 novembre, alors qu'un cortège tentait de s'approcher du palais présidentiel de *La Moneda*, les carabiniers ont utilisé lacrymos et canon à eau contre la foule. C'est alors que des molotovs sont parvenu à enflammer un petit groupe de ces derniers, envoyant deux d'entre eux à l'hôpital pour un moment (brûlures au 3e degré).

Jusqu'au-boutisme. Interrogé mardi 5 novembre par la BBC, le chef de l'État, silencieux depuis plusieurs jours, a balayé l'éventualité d'une démission : « *J'irai jusqu'à la fin de mon mandat. J'ai été élu démocratiquement, bla bla bla* », et dans une seconde donnée à *Megano-ticias*, il a précisé ne pas vouloir lâcher les miettes supplémentaires réclamées par les réformistes (non au salaire minimum à 500 000 pesos, non aux 40 heures de la durée de travail hebdomadaire, non au transport gratuit pour les étudiants et les retraités, non à l'abrogation des péages routiers (TAG)). Le président actuel du Chili, Sebastian Piñera, âgé de 69 ans, est l'un des hommes les plus riches du pays, après avoir fait fortune pendant la dictature. Sa fortune est estimée à 2,7 milliards de dollars selon *Forbes* (qui le classait 589e homme le plus riche du monde en 2013), dans un pays où le salaire minimum est de 301.000 pesos (375 euros). Dans un rapport publié en 2018, l'ONU estimait que les 10 % les plus riches du Chili y détenaient plus des deux tiers de la richesse nationale.

Politicailleries. A côté des *cabildos abiertos* (forums et assemblées ouvertes de quartier) déjà évoqués ici où toute la gauche citoyenne organise des ateliers de réécriture d'une nouvelle Loi Suprême, l'*Asociación Chilena de Municipalidades* (AChM) présidée par le maire RN de Puente Alto va organiser les 7 et 8 décembre prochains un référendum dans 330 communes portant sur ce même sujet. Ayant finalement capté la main tendue par la gauche pour tenter

de trouver une diversion à la révolte, Piñera a de la même façon annoncé être prêt à réviser la Constitution et qu'un projet de loi à ce sujet est en cours de rédaction urgente. Maintenant que le Grand Débat à la Macron de Piñera a été torpillé par les forums d'en bas comme par les référendums à venir des municipalités, la course de vitesse entre les politiciens de tous bords pour tenter de ramener une révolte autonome vers les institutions s'accélère.

Sans foi ni loi. Au Chili, la révolte semble bien partie pour durer vers une quatrième semaine de suite, toujours autonome et sans leaders ni partis capables de l'encadrer ou de la contrôler. Elle se caractérise toujours par de gros affrontements ponctués de réappropriations et d'attaques destructrices dans la rue, même si quelques débuts d'occupations de lycées commencent à poindre. Dans ce combat, les compagnonnes et les compagnons anarchistes ne sont pas en reste, si bien que même Piñera a commencé officiellement à les nommer dans une grande interview (*El País*, 9/11), bien que cela ait certainement dû lui arracher la langue : « *A cette vague de violence participent des groupes très organisés que nous ne connaissons pas auparavant au Chili, à laquelle s'ajoutent la délinquance traditionnelle, les trafiquants de drogue, les anarchistes et beaucoup d'autres. Ils ont démontré leur volonté de tout détruire sans respecter rien ni personne. Ils ont brûlé et détruit la moitié des stations de notre système de transport sous-terrain, vandalisé plus de 2800 bus, incendié des centaines de supermarchés, d'établissements commerciaux, de petits commerces. Sans pitié, sans aucun égard pour rien. Nous allons identifier ces groupes, nous allons les traduire en justice et ils vont répondre de leurs crimes.* »

Ce qu'un cerveau aussi étroit que celui d'un autoritaire à la tête d'un Etat qui voit le monde à son image ne peut évidemment pas comprendre, c'est que l'ampleur de la révolte au Chili n'est pas liée à tel ou tel groupe, mais à quelque chose de bien plus profond : la soif de liberté. Une liberté partagée qui ne pourra que passer sur le cadavre de la domination — des églises aux partis, de l'économie à la politique en passant par le patriarcat — pour s'affranchir des chaînes de l'existant. Une liberté contagieuse qui ne peut avancer qu'en détruisant tout ce qui fait la misère de nos vies, à travers un négatif d'où pourra surgir quelque chose de complètement différent. Et certes, sans pitié et sans égard pour l'ordre actuel qui nous écrase.



15 novembre

Danser avec les flammes

Mardi 12 novembre était la quatrième journée de grève générale ponctuelle au Chili depuis le début de la révolte. Non seulement cette dernière a été très suivie, mais les émeutiers s'en sont donnés à cœur joie pour multiplier affrontements, destructions incendiaires et pillages à travers tout le pays. Et cela a continué le lendemain...

Infrastructures. Beaucoup de routes ont été coupées par des barricades, parfois même à l'aide d'immenses panneaux de signalisation abattus comme à Antofagasta, mais c'est également une antenne-relais de téléphone mobile de *Movistar Chile* qui a été incendiée à Caldera vers 6h30 du matin dans la zone Cerro Panagra, laissant 15 000 personnes sans téléphone portable jusqu'à l'aéroport, vu que cette antenne dirigeait le signal de quatre autres plus petites ; ce n'est d'ailleurs pas la première qui est attaquée depuis le début de la révolte le 18 octobre, puisque celle de la compagnie *Entel* à Teno (région de Maule) avait été incendiée le 26 octobre, tout comme celles de *Entel* et *Claro* à Arica le 20 octobre, et que dans le quartier de Pudahuel (Santiago) le 9 novembre, c'est un central téléphonique situé à Laguna Sur qui avait été incendié à 1h30 du matin, coupant internet et téléphone mobile ; pendant ce temps à Calama, tout au nord près du désert et d'Antofagasta, c'est la tour principale du projet *Cerro Dominador*, soit la plus grande centrale solaire du Chili et d'Amérique du Sud en cours de construction qui a pris feu vers 20h, les pompiers mettant près de six heures à éteindre l'incendie, et son propriétaire *EIG Energy Global Partners* déclarant ignorer si les causes du sinistre sont volontaires ou pas, en cette journée du 12 novembre qui fut une des plus chaudes de la révolte.

Géographie. Parmi les grandes villes touchées, on peut citer Concepción, où le gigantesque bâtiment de la préfecture régionale a été incendié par les manifestants, ainsi que le ministère des Biens nationaux et le Bureau de l'Immigration situé à côté, détruisant 20 000 documents administratifs dans ces trois entités, dont 6000 titres de propriété (un homme de 61 ans incarcéré en préventive, accusé d'avoir initié le feu). Leur mobilier, des centaines de documents et des portraits de Piñera ont aussi servi à alimenter les barricades enflammées ; Talca, où la permanence du sénateur Coloma

de l'UDI est partie en fumée, tout comme le mobilier de l'église *María Auxiliadora* et plusieurs banques saccagées un peu plus loin ; Punta Arenas où une agence du fonds de pension *AFP Habitat* est partie en fumée, pendant que six barricades bloquaient la zone et que les pompiers ont été caillassés pour retarder leur travail. Des pharmacies et le supermarché *Unimarc* ont aussi été pillés, tandis que de nombreux locaux (*Movistar*, le bâtiment de l'état civil, *Bata*) ont perdu leurs vitres ; Rancagua, où une agence du fonds de pension *AFP Plan Vital* a été incendiée, et les bureaux du centre d'affaires de la *Sercotec* saccagés, ainsi qu'une agence de la *Banco de Chile* ; Copiapó, où les bureaux de l'état civil ont été incendiés et son mobilier a servi de combustible aux barricades, tandis que le ministère de l'éducation a été attaqué et plusieurs de ses véhicules incendiés, sans compter le pillage d'un hypermarché *Líder* ; Arica, où l'hypermarché *Líder* a été incendié ; Antofagasta, où les pompiers ont dû combattre jusqu'à 6 incendies en même temps, dont la *Cooperativa de Carabineros*, une pharmacie *Cruz Verde*, la mairie, trois banques (*Banco BCI*, *Banco Ripley* et *Banco Estado*), le *Centre pédagogique* du groupement national des crèches (Junji), le centre des impôts (SII), les bureaux de l'état civil, avec plus de vingt locaux et magasins pillés ou détruits (certains bâtiments du centre, datant de 1913, ne sont plus que des décombres) ou encore 62 feux rouges démolis pour servir de béliers ou de barricades, laissant tout le centre ville dévasté ; Santiago, où au milieu d'affrontements, c'est l'église de la Vraie Croix (*Iglesia de la Veracruz*), datant de 1857, qui a entièrement été ravagée par un incendie dans le quartier Lastarria. Selon son gestionnaire, elle avait déjà été attaquée 17 fois lors de ces trois semaines de révolte, pour la saccager ou l'incendier. De plus, l'ambassade d'Argentine a été prise pour cible pour la seconde fois, provoquant l'évacuation d'urgence de l'ambassadeur et de sa famille après l'enfoncement de son portail renforcé. Dans la

commune de La Granja, au sud de Santiago, c'est aussi une succursale de la *Banco Estado* qui est entièrement partie en fumée ; Osorno, où au milieu de lourds affrontements, les bureaux de la compagnie aérienne *Latam* ont été saccagés, et ceux de la banque coopérative *Copeuch* incendiés, provoquant celui d'une tour de 15 étages (dite *Kauak*) qui a du être évacuée ; Melipilla, où le péage de Pomaire a été incendié, tout comme les chambres de froid de l'hypermarché *ACuenta* avec des palettes, le siège du parti RN (de Piñera), une agence bancaire *BCI*, les locaux d'un office notarial

(*Conservador de Bienes Raices*) et de la préfecture régionale ; Llay Llay (Valparaíso), où le péage Las Vegas a été consumé pour la seconde fois ; Valdivia, où les sièges de trois partis politiques de gauche et de droite (PS, Démocratie Chrétienne et RN) ont été saccagés, ainsi que leur mobilier a aussi servi à alimenter le feu des barricades, des portraits de l'ex-présidente du Chili Bachelet aux bancs religieux ; enfin, il y a aussi eu des attaques de commissariats de police à Vallenar et Renca, mais aussi de casernes comme à Santo Domingo (Valparaíso), où des inconnus ont pénétré dans l'École d'ingénieurs militaires (*Escuela de Ingenieros de Tejas Verdes*) pour y incendier un camion (un militaire blessé), et à Copiapó le lendemain où une foule a tenté de prendre d'assaut l'entrée de la caserne (trois militaires blessés, un assaillant blessé par balles).

Mercrèdi 13 novembre était le premier anniversaire de l'assassinat d'une balle dans la nuque du mapuche Camilo Catrillanca à Temucucui par le tristement fameux *Comando Jungla* des carabiniers. Bien que son père ait tenu à rappeler le matin sur les ondes qu'il souhaitait des manifestations pacifiques, il y a eu des affrontements avec les carabiniers à Valparaíso (centre), Santiago et Temuco (sud). A Concepción sur la place centrale, la gigantesque statue du conquistador espagnol Pedro de Valdivia, nommé gouverneur du Chili en 1500, a été déboulonnée à l'aide de cordes tirées par une cinquantaine de personnes. Dans la commune de Mulchén, ce sont quatre camions et une grue de l'industrie forestière qui sont partis en fumée après avoir fait descendre les chauffeurs (une banderole avec les noms de plusieurs mapuche assassinés par les flics a été retrouvé à côté). A Ercilla, deux carabiniers ont été blessés par des balles qui ont traversé le blindage de leur véhicule, et sont à l'hôpital. A Concepcion, en plus des affrontements, un supermarché *Preunic* et la pharmacie *Salcobrand* ont été pillés, et le soir les bureaux régionaux de la PJJ (*Servicio Nacional de Menores, Sename*) ont été incendiés après avoir été vidés de leur mobilier pour les barricades. A San Bernardo, un sous-officier des carabiniers a été touché de plusieurs balles lors des manifestations et a dû être hospitalisé d'urgence par hélicoptère. A Copiapó, c'est également le bâtiment qui abrite l'état civil et plusieurs antennes de ministères qui a été incendié. A Puerto Montt, ce sont la moitié des bancs de la cathédrale qui ont fini dans une grande barricade en flammes. En tout, pour la journée de mercredi, le ministère de l'Intérieur a comptabilisé 34 pillages, dont 10 dans la région du Grand Santiago, 23 blocages de



Carpe Diem

— *Insólito sguardo* — mars 2015

Nous ne voulons ni conquérir ni hériter de ce monde. Nous ne voulons pas le faire mieux fonctionner. S'il est vrai que nous nous trouvons dans une situation de guerre, alors nous sommes comme des sapeurs en territoire ennemi. Nous ne pouvons faire confiance à presque personne, et nous n'avons rien à sauver. *Parce qu'en territoire ennemi tout doit cesser de fonctionner.* Tout doit s'enrayer. Face à notre gigantesque ennemi multiforme, nous sommes si petits qu'on en devient ridicules et insignifiants. Petits au point de pouvoir parfois passer inaperçus. Cette faiblesse quantitative peut être notre force qualitative. Cela nous permet d'être partout où personne ne nous attend. Mais uniquement si nous commençons, si nous apprenons à regarder ailleurs et autrement, à mélanger entre eux des éléments différents comme une certaine disponibilité d'instruments, une attention pour ce qui est en train d'arriver.

Et si nous ne voulons pas que tout cela se réduise à un test de laboratoire, juste pour voir l'effet produit, alors plus que tout nous avons besoin d'une perspective qui soit la nôtre. Une perspective qui nous permette de dépasser les obstacles, et *pas seulement matériels*, qui nous semblent toujours plus infranchissables. Mille et mille fois notre cœur a compté les pas qui nous séparent du mur d'enceinte, pour ensuite calculer les mètres de briques qu'il nous faudra sauter. Mille et mille fois notre regard a scruté cette subtile ligne d'horizon qui sépare le fil barbelé du ciel, pour ensuite imaginer les formes et les couleurs qui s'y mêlent. On ne sait pas ce qu'il y a au-delà du mur d'enceinte. Peut-être un merveilleux paysage. Peut-être une jungle dangereuse. Peut-être les deux. Faire des conjonctures serait se mentir à soi-même. Ce qu'il y a certainement, c'est la liberté, *quelle qu'elle soit.*

routes et 8 attaques de casernes, notamment à Renca, Padre Hurtado, Huechuraba et Lampa, évoquant également des « dégâts structurels » contre la préfecture régionale de Tocopilla.

Politicailleries. Face à ces deux nouvelles journées très enflammées, que voulez-vous que fit le président Piñera ? Tout d'abord, il a envoyé son fils avec sa famille se mettre à l'abri en Australie. Ensuite, il a annoncé renforcer les effectifs de carabiniers régulièrement débordés avec 1000 nouveaux partis en retraite récemment (ils sont déjà 48 000), puis il a changé quelques têtes (d'abord des ministres, et maintenant le chef des services chiliens, l'*Agencia Nacional de Inteligencia-ANI*). Enfin, il a proposé un « *grand accord national* » en trois points mercredi soir, après que certains ministres aient écartés l'option du retour à l'état d'urgence : l'un « *pour la paix et contre la violence* » (soit un appel à l'unité nationale), l'autre « *pour la justice* » (soit un calendrier social avec les syndicats, bien qu'il se refuse pour l'instant à lâcher d'autres miettes) et le dernier pour lancer le chantier d'une nouvelle constitution. On vous passe les détails, mais en gros la droite (UDI et RN) voulaient un *Congrès constituant* (composé des députés et sénateurs en place), la gauche voulait une *Assemblée constituante* (avec des délégués élus parmi la population juste pour cela), et après deux journées de discussions entre tous les partis politiques (soit de l'UDI post-pinochetiste jusqu'au Frente Amplio, sauf le PC), ils ont trouvé vendredi 15 novembre au matin un compromis entre les deux pour une *Convention constituante mixte* (avec 50% de parlementaires et 50% de délégués élus pour la rédiger). Cet « *accord pour la paix et une nouvelle constitution* » signé entre tous les partis comprend un référendum en avril 2020 où les électeurs trancheront entre réformer ou pas la Constitution, et si oui entre Convention constitutionnelle (délégués élus pour cela en octobre 2020) et Convention constitutionnelle mixte (la même + 50% de parlementaires en exercice), suivi d'un second référendum *avec vote obligatoire* plus tard pour la ratifier.

Et pendant que les politiciens de tous bords s'alarment et multiplient les réunions pour tenter de trouver comment dévier la rage vers les rails des institutions, le peso chilien ne cesse de dégringoler (il a atteint son plus bas niveau depuis 2002) malgré l'injection mercredi de 4 milliards de dollars par la banque centrale pour tenter de freiner sa chute, le ministre des Finances pleure sur 300 000 emplois perdus à cause de la révolte et sur les centaines de mil-

lions de dollars de dégâts (4500 millions de dollars, dont 380 millions pour le seul métro, 2 330 millions pour les infrastructures publiques et 2 250 millions pour les locaux non résidentiels, selon la *Chambre chilienne de la Construction, CChC*), des hackers ont mis en ligne le 10 novembre un annuaire interactif comprenant les données professionnelles et personnelles de plus de vingt-neuf mille carabineros (pacolog.com/maps/), les joueurs de l'équipe nationale de football ont refusé le 13 novembre de disputer le match en amical contre le Pérou en solidarité avec la révolte, les éboueurs du Grand Santiago sont en grève illimitée depuis trois jours et les poubelles s'accablent dans les rues, la compagnie aérienne chilienne *Latam* chiffre à 82 000 le nombre de ses billets annulés et à 117 000 les demandes de changements de date (lui ayant coûté 30 millions de dollars de pertes du 18 octobre au 5 novembre), le puissant syndicat des patrons de l'industrie métallurgique (*Asociación de Industrias Metalúrgicas y Metalmeccánicas-Asimet*) sort de son silence pour « *condamner la violence, les pillages et l'anarchie qui sont un frein pour parvenir à des accords d'amélioration sociale et qui délégitiment les justes revendications des chiliens* », les derniers chiffres de l'*INDH* sont de 2.365 blessés par les carabiniers, et qui ont dû être hospitalisés (dont 217 aux yeux crevés), et selon la Cour Suprême 26.126 manifestant.e.s/émeutier.e.s ont été arrêtés du 18 octobre au 11 novembre, dont 1.396 sont incarcérés en prison préventive ou comme condamnés, près de 68 tribunaux ont déjà été endommagés officiellement et 283 pharmacies pillées ou endommagées, ... et les participant.e.s à la révolte autonome sans leaders ni partis continuent jour après jour dans la rue les pillages, les saccages et la destruction de pans de ce monde de misère et d'oppression. Y compris les moyens technologiques de télécommunication. Et nous, ici, n'existe-t-il pas de structures identiques à saluer chaleureusement ?



Caldera, 12/11
antenne
de téléphonie
mobile *Movistar*



A couteaux tirés

mai 1998

« *Les tigres de la colère sont plus sages que les chevaux de l'instruction.* » (W. Blake)

Ce n'est qu'en bouleversant les impératifs du temps et de l'espace social que peuvent être imaginés de nouveaux rapports et de nouveaux environnements. Le vieux philosophe disait qu'on ne désire que sur la base de ce qu'on connaît. Les désirs ne peuvent changer que lorsque change la vie qui les fait naître. Pour le dire clairement, l'insurrection contre les temps et les lieux du pouvoir est une nécessité matérielle et en même temps psychologique.

Bakounine disait que les révolutions sont faites de trois quarts de fantaisie et d'un quart de réalité. Ce qui importe est de comprendre d'où naît la fantaisie qui fait éclater la révolte généralisée. Le déchaînement de toutes les mauvaises passions, comme disait le révolutionnaire russe, est la force irrésistible de la transformation. Bien que tout cela puisse faire sourire les résignés ou les froids analystes des mouvements historiques du Capital, on pourrait dire – si un tel jargon n'était pas indigeste pour nous – qu'une telle idée de la révolution est extrêmement moderne. Mauvaises, les passions le sont parce que prisonnières, étouffées par une normalité qui est le plus froid des monstres glacés. Mais elles sont aussi mauvaises parce que la volonté de vie, plutôt que de disparaître sous le poids des devoirs et des masques, se transforme en son contraire. Contrainte par les performances quotidiennes, la vie se renie et réapparaît sous la figure du serf ; à la recherche désespérée d'espace, elle devient présence onirique, contraction physique, tic nerveux, violence idiote et grégaire. Le caractère insupportable des conditions de vie actuelles n'est-il pas mis en évidence par la diffusion massive d'anti-dépresseurs, cette nouvelle intervention de l'État social ? La domination administre partout la captivité, prétendant la justifier par ce qui est à l'inverse son produit, la méchanceté. L'insurrection affronte toutes les deux.

S'il ne veut pas enfermer lui-même et les autres, tout individu qui se bat pour la démolition de l'édifice social actuel ne peut cacher que la subversion est un jeu de forces sauvages et barbares. L'un les nommait Cosaques, un autre la canaille, en pratique ce sont tous les individus auxquels la paix sociale n'a pas ôté leur colère. Mais comment créer une nouvelle communauté à partir de la colère ?

Qu'on en finisse ici avec les illusions de la dialectique. Les exploités ne sont porteurs d'aucun projet positif, y compris celui d'une société sans classes (tout cela ressemble de trop près au schéma productif). Leur unique communauté est le Capital, auquel il ne peuvent échapper qu'en détruisant tout ce qui les fait exister en tant qu'exploités : le salariat, les marchandises, les rôles et les hiérarchies. Le capitalisme ne jette pas les bases de son propre dépassement vers le communisme – la fameuse bourgeoisie « qui forge les armes qui la mettront à mort » –, mais plutôt celles d'un monde d'horreurs. Les exploités n'ont rien à autogérer, sinon leur propre négation en tant qu'exploités. Ce n'est qu'ainsi que disparaîtront avec eux leurs patrons, leurs guides et leurs apologistes de toutes les couleurs. Dans cette « *immense oeuvre de démolition urgente* », on doit immédiatement trouver la joie.

Pour les Grecs, « Barbare » n'indiquait pas seulement l'étranger, mais aussi « *celui qui balbutie* », comme était nommé avec mépris celui qui ne parlait pas correctement la langue de la *polis*. Langage et territoire sont deux réalités inséparables. La loi fixe les frontières que l'ordre des Noms fait respecter. Tout pouvoir a ses propres barbares, tout discours démocratique a ses propres balbutiants. La société de la marchandise veut bannir leur présence obstinée – par l'expulsion et le silence – comme si de rien n'était. Et sur ce rien, la révolte a fondé sa cause. Aucune idéologie du dialogue et de la participation ne pourra jamais masquer aux yeux de tous l'exclusion et les colonies intérieures. Lorsque la violence quotidienne de l'État et de l'économie fait exploser la partie mauvaise, on ne peut pas s'étonner que certains mettent les pieds sur la table et refusent les discussions. Seules les passions peuvent alors chasser un monde de mort. Les Barbares sont au coin de la rue.

21 novembre

Un mois de révolte sans leaders ni partis

Après les chaleureuses journées du 12 et du 13 novembre dans la rue et l'accord de tous les partis pour ramener le calme via un processus constitutionnel, les attaques destructives et les affrontements continuent, bien qu'avec une moindre intensité. Pourtant, si le point de référence n'est pas les moments les plus élevés de la révolte mais bien la normalité, on ne peut pas dire que ce soit fini, au contraire, près d'un mois après le début de l'explosion de la révolte le 18 octobre dernier.

Infrastructures critiques. A San Antonio (région de Valparaíso) le 15 novembre, l'antenne-relais de la télévision située sur les hauteurs du cerro Centinela a été sabotée : câble de retransmission scié et système électrique endommagé (le signal de la chaîne *Canal 2 TV* est interrompu). En plus des attaques déjà signalées dans le précédent aperçu contre des antennes de téléphonie mobile, le ministère de l'énergie s'est alarmé le 14 novembre de la multiplication d'infrastructures critiques touchées depuis quelques jours, définies comme des « *installations essentielles pour le fonctionnement du pays* », en donnant d'autres exemples concernant son secteur : le 12 novembre dans la région d'Antogagasta, des pneus sont incendiés au pied d'un pylône à haute tension situé sur la route B-272 qui mène à Mejillones. Des patrouilles spécifiques de carabiniers ont été mises en place dans la région pour les surveiller ; à La Calera (province de Quillota), il y a eu une tentative d'attaque contre un câble à haute tension (sans plus de précision), et à Contulmo (région mapuche) le week-end des 9-10 novembre, une charge explosive a endommagé la base d'un pylône à haute tension dans la zone de Pata Gallina, bien qu'il ne soit pas tombé.

Attaques diffuses. A Iquique le 12 novembre vers 15h30, un groupe s'est rendu dans le quartier industriel de Zona Franca et a pillé une partie du stock de l'usine d'embouteillage de *Coca Cola* (15 arrêtés). A Valdivia vers 4h du matin le 17 novembre, c'est le siège de trois étages du parti socialiste qui part en fumée, tandis que le 14 novembre c'est le grand magasin de bricolage *Sodimac* dont une partie a brûlé. Dans la région de Santiago, ce sont trois agences de la *Banco Estado* qui sont incendiées dans la nuit, à Cerro Navia, Peñalolén et Lo Espejo. La même nuit dans la commune de Maipú, c'est un comico qui se mange deux molotovs. A La Serena le 18 novembre, le bâti-

ment de l'antenne du ministère du Développement Social est incendié. Sur le territoire mapuche (région de La Araucanía), deux attaques se sont produites le 15 novembre : à Villarica (Lican Ray) un hangar agricole de colon est rasé par les flammes avec ses tracteurs et fumigateurs, tandis qu'à Hualpín c'est un hangar contenant 48 véhicules (motocross et jetskis) qui part en fumée. Des tracts sur l'assassinat de Camilo Catrillanca un an plus tôt par les carabiniers ont été retrouvés sur place, et l'enquête confiée aux services antiterroristes. Le 20 novembre à Talca suite à la manifestation, les bureaux de l'office du tourisme sont entièrement détruits par un incendie ; à Puerto Montt, le local du parti *Renovación Nacional* (RN, de Piñera) est pillé, tout comme une agence de la compagnie aérienne *Latam*, et un bureau de change attaqué, tandis qu'une barricade est incendiée contre la porte de la cathédrale ; à Santiago, des lycéens tentent de relancer la pratique de fraude collective dans les stations de métro La Moneda et Universidad de Chile ; à Mejillones, un camion et une pelleuse sont incendiés dans une carrière ; à Osorno, le magasin *Electro Store* est pillé à la fin de la manif.

Monuments. A Temuco le 14 novembre, la statue d'Arturo Prat, héros de la marine chilienne, est déboulonnée et incendiée, provoquant l'indignation de l'armée. Le 18 novembre à La Serena, c'est celle du général et premier chef d'État du Chili indépendant, Bernardo O'higgins, qui dégage de son socle. Selon un rapport officiel, c'est cette ville qui est en tête du nombre de statues endommagées (37 !). A Alto Hospicio (Iquique) le 12 novembre, c'est un ex-avion de guerre A-36 « Halcón » offert par l'armée de l'air pour trôner sur une place qui est incendié, et le 18 novembre c'est une guérite devant la caserne Cavanha de l'armée de l'air (FACH) qui crame lors d'une manif. A Punta Arenas le 13 novembre, c'est la tronche de

l'entrepreneur José Menéndez, un des grands responsables de l'extermination totale de la population Selknam en Patagonie (disparue au début du 20e siècle), qui se fracasse au sol. A Maipú (Santiago) le 19 novembre, c'est le canon du monument à la gloire de l'Indépendance (célébrant la bataille de Maipú de 1818) qui a été descellé et balancé au sol quelques mètres plus bas.



Cerro Navia, 17/11
restes d'une agence
Banco Estado
incendiée

Jeux sales. Les grands incendies de forêt de l'été ont commencé au Chili, -il fait déjà jusqu'à 36°C dans certains coins- notamment dans la région de Valparaíso (4700 hectares en feu dans huit zones), où des centaines d'habitants ont déjà dû être évacués. Plusieurs branches du pouvoir insistent évidemment sur le fait que ces incendies de forêt seraient volontaires en pointant qu'il sont l'œuvre des protagonistes des émeutes depuis le 18 octobre, tandis que d'autres insistent que c'est le moment le suspendre les manif vue l'urgence de la situation. Autre sale petit jeu de l'Etat chilien, mettre en avant les immigrés dans cette révolte, si bien qu'il a expulsé le 18 novembre cinquante-et-un d'entre eux à coups de clairon (30 cubains, 9 vénézuéliens, 7 dominicains, 3 haïtiens, 1 colombien et 1 bolivien), accusés soit d'être en situation irrégulière soit d'avoir participé aux désordres. Enfin, il y a bien sûr les arrestations permanentes dans le cadre des instructions ouvertes : à Rancagua le 14 novembre, une personne incarcérée pour le pillage et l'incendie de l'hypermarché *Central Mayorista* du 20 octobre ; à Talca, cinq personnes arrêtées pour l'incendie de la per-

manence du sénateur UDI du 28 octobre et une autre pour l'incendie du *McDonald's* du 20 octobre ; à Santiago, après deux autres personnes déjà accusées des destructions incendiaires des stations de métro Pedreros du 18 octobre (un jeune de 16 ans) et La Granja (un homme de 33 ans) le même jour, une nouvelle personne de 22 ans a été arrêtée le 15 novembre à Pudahuel, pour l'attaque contre la station de métro Del Sol le 21 octobre, et incarcérée en préventive.

Des chiffres. Pour les un mois du début de la révolte, les carabiniers de la région de Santiago ont publié le 18 novembre leur petit bilan personnel : 1116 carabiniers blessés (1961 au niveau national), 133 de leurs véhicules endommagés (854 au niveau national) et 107 attaques contre leurs casernes (131 au niveau national, plus 5 casernes de l'armée). Le lendemain dans le quartier de Bellavista, une patrouille bloquée dans la circulation a été attaquée par une cinquantaine de manifestants, blessant ses occupants, qui ont tiré plusieurs balles pour se dégager (un homme blessé au pied et une étudiante en danse à la cuisse). De plus, suite à l'étude menée par le département d'ingénierie mécanique de la *Faculté de sciences physique et mathématiques* de l'Université du Chili, à la demande de l'Unité de traumatisme oculaires de l'hôpital San Salvador, les balles si pénétrantes de calibre 12 tirées par les carabiniers (« *perdigones* ») ont été analysées : à peine 20% de caoutchouc et près de 80% de silice, de sulfate de baryum et de plomb pour les durcir. Suite à cette étude, le général directeur des carabiniers Mario Rozas décide d'auto-suspendre leur usage anti-émeute le 19 novembre, pour réserver leur emploi au même titre de les armes à feu, en cas de légitime défense, avec pour prétexte que leur composition effective ne correspond pas aux fiches techniques déclarées par leur fournisseur de balles en caoutchouc ! Il y a eu au 18 novembre, 964 manifestants hospitalisés suite à ces tirs de « balles en caoutchouc » et 222 yeux crevés, depuis un mois. Concernant les pillages, la chaîne *Walmart* a comptabilisé 1200 pillages et re-pillages dans 128 de ses 400 super- et hypermarchés (*Lider*, *A Cuenta*, et *Central Mayorista*), dont 34 ont été incendiés. Dans la région de Coquimbo, près de 72 caméras de vidéosurveillance ont été détruites sur trois communes, et le réseau de fibre optique pour les relier est entièrement à refaire. Concernant la ville de Valparaíso, un cabinet d'architectes a évalué les dégâts. Son directeur a même tenu à partager son expérience professionnelle : « *j'ai vu de villes détruites par des tremblements de terre, mais*

un niveau de destruction généré par l'homme et avec ce niveau de violence, je n'avais jamais vu ça » ; un tiers des bâtiments du centre de Valparaíso sont endommagés, pour une estimation de plus de 180 millions de dollars de dégâts et 235 000 mètres carrés touchés. Le 19 novembre, le ministère de l'urbanisme a quant à lui lancé son « *Plan de récupération de l'espace public* » (tout un programme), chiffrant les feux rouges abattus par les émeutiers pour leurs barricades ou servir de bélier, en plus d'être juchés de caméras ainsi mises hors service : 303 dans les régions d'Antofagasta et Los Lagos, 140 dans la région de Santiago.

Politiciens. Depuis l'accord les partis de gauche et de droite pour réviser la Constitution via un référendum en avril 2020, beaucoup s'échinent pour promouvoir le retour à l'ordre sur le thème « *nous voulons la paix* ». Le championnat de football suspendu depuis cinq semaines reprendra ce week-end, la compagnie de métro de Santiago ouvre chaque jour davantage de stations (101 sur 136 au 21 novembre), et Piñera a même admis du bout des lèvres des problèmes du côté des forces de l'ordre (« *Il y a eu un recours excessif à la force, des abus ou des délits ont été commis et les droits de tous n'ont pas été respectés* »), un euphémisme pour parler de centaines de tortures, viols et tabassages des carabiniers, flics et soldats. Dernier accord en date entre la droite et la gauche le 21 novembre, histoire de montrer qu'il faut faire confiance à leur union nationale et leur donner du temps, l'augmentation du minimum retraite (*pensiones básicas solidarias*) au 1er janvier prochain, de 50% pour les plus de 80 ans, 30% entre 75 et 79 ans, et 25% entre 65 et 74 ans, ainsi qu'une baisse de 50% des tarifs de transport public pour les retraités. Pendant ce temps, des dirigeantes du Frente Amplio (FA) dont son ex-candidate à la dernière présidentielle Beatriz Sánchez ont été délogées au cri de « vendues » dimanche 17 novembre de la Plaza Italia par des manifestants alors qu'elles souhaitaient faire une conférence de presse sur les droits de l'homme, et le même jour à Concepción des citoyens en tee-shirts blancs qui souhaitaient former le mot « Paz » pour une belle photo aérienne ont été embrouillés par des contestataires avec des pancartes « *pas de paix sans justice* » et « *pas de paix* » (avec un œil crevé en dessin).

Grève et occupations. Enfin, plusieurs lycées et université commencent à nouveau à être occupés, comme l'Universidad Santo Tomás à Osorno ou la faculté de Droit de l'Universidad de Chile ; le syndicat des profs appelle à boycotter le test *Simce* du ministère de l'Edu-

cation qui évalue chaque année la « qualité de l'enseignement », tandis que le 21 novembre est prévue une nouvelle journée de grève générale (des bus en service ont été caillassés dans ce cadre à Los Lirios, Troncos Viejos et Quilpué -région de Valparaíso- jeudi matin, et idem à Antofagasta pour 11 lignes sur 13 qui ont dû suspendre leur service).



Il est clair que l'enjeu actuel est l'approfondissement des hostilités face au retour à une normalité au visage autrement identique, et que les rebelles qui continuent de se battre sont à présent un peu plus isolés.e.s, même si les manifestations n'ont pas cessé. Les un.e.s ayant bien peu à perdre parce que les chaînes de leur galère sont toujours aussi lourdes d'un existant de misère et d'oppression, les autres étant conscients (du côté de la gauche radicale et des occupations) que ce n'est pas en baissant le niveau de conflictualité qu'ils gratteront des changements substantiels. Toujours du côté de ceux qui n'ont rien à négocier mais tout à prendre et à détruire, la question de la solidarité se pose plus que jamais. A Thessalonique (Grèce) par exemple, la voiture du consul chilien est partie en fumée, tandis qu'à Munich (Allemagne) les distributeurs de tickets de plusieurs stations de métro se sont enflammés. La solidarité c'est l'attaque !

Santiago, 19/10
commun comme
un transport
en flammes

26 novembre

Contre la paix sociale

« On pourrait dire qu'en ce moment, ces trente derniers jours, notre société souffre d'une maladie grave. Supposons que ce soit un cancer : dans le cadre médical, le traitement se fait avec de la chimio et parfois de la radiothérapie. Quand on cherche à résoudre ce problème, on tue les cellules bonnes et les cellules mauvaises. C'est un risque à prendre... » (Général Enrique Bassaletti, responsable pragmatique de la zone Santiago-est des carabineros et justificateur-en-chef des 1500 hospitalisés par balles policières en un mois, 22 novembre 2019)

« La paix, l'ordre public et la sécurité des citoyens sont des éléments-clefs pour que le Chili progresse et pour que les familles chiliennes améliorent leur cadre de vie et parviennent à de plus grands niveaux de bonheur » (Sebastian Piñera, homme d'affaires dont la fortune personnelle était de 2,3 milliards de dollars en 2017 et heureux Président de l'ordre au Chili, 24 novembre 2019)

Jeudi 21 novembre fut, selon le ministère de l'Intérieur, « la journée la plus violente depuis l'accord pour la paix » signé le 15 novembre entre les dix partis de gauche et de droite. Et comme mieux vaut prévenir que guérir, l'Etat chilien entend non seulement augmenter le nombre de carabineros dans la rue pour tenter d'en finir avec la révolte en y associant son homologue français, mais aussi ressortir l'armée des casernes, cette fois pour « protéger les infrastructures critiques ». Mais qui a cru un jour qu'on pouvait bêtement acheter la paix sociale avec l'ignoble proposition de réécriture citoyenne d'une nouvelle Loi Suprême ?

Infrastructures critiques. A Collipulli mercredi 20 novembre, une manifestation contre le projet de barrage hydro-électrique *Agua Viva* sur le fleuve Río Renaico se termine par des affrontements avec les carabineros, et le saccage des bureaux de la compagnie d'électricité *FronTEL* (groupe Aesa, *Sociedad Austral de Electricidad*). A Tocopilla le 21 novembre vers 21h, une centaine d'émeutiers attaquent la centrale thermique d'*Engie* après avoir démonté son grillage, saccageant des installations et incendiant une salle de réunion ainsi que deux véhicules sans réussir à ce qu'il touche la partie critique de cette infrastructure. Dimanche 24 novembre, Piñera en visite à l'école des sous-officiers des carabiniers a annoncé qu'entre le retour de récents retraités et la sortie anticipée de jeunes recrues des écoles de formation, ce sont 4.354 carabineros supplémentaires qui vont renforcer dès décembre les effectifs actuels. De plus, la Présidence va envoyer ce mardi un projet de loi urgent au Congrès afin de permettre à l'armée de ressortir des casernes sans avoir besoin de décréter l'état d'urgence, en pro-

tection de plusieurs types d'« infrastructures critiques » (centres de fourniture d'électricité, de gas et d'eau, structures de communication et d'internet, commissariats de police et peut-être centres de transport comme les métros ou les aéroports), ceci permettant en outre d'affecter dans la rue les carabineros détachés à cette surveillance. Enfin, Piñera a précisé lors de cette visite que le Chili a demandé l'assistance internationale de spécialistes policiers en provenance d'Espagne, d'Angleterre et de France, « pour enrichir la stratégie et le processus opérationnel afin d'améliorer les mécanismes de contrôle de l'ordre public », par le biais de leur coopération au sein de la *Banque Interaméricaine de développement* (BID). Ce qui est frappant dans ce miroir inversé tendu par le pouvoir, c'est qu'il pointe la course de vitesse engagée contre les révolté.e.s : d'une part tenter de reprendre le contrôle de la rue quantitativement avec beaucoup plus de carabineros (plus 10% d'augmentation des effectifs avec ces mesures) et qualitativement en expérimentant de nouvelles tactiques issues des services contre-insurrectionnels eu-

ropéens, d'autre part en souhaitant protéger à tout prix (avec l'armée donc) des structures cruciales dont l'économie chilienne est dépendante, l'énergie, les télécommunications et les transports. Des infrastructures jusqu'à présent peu touchées par les incontrôlés dans cette révolte qui se concentre plus sur les commerces et les bâtiments d'Etat (sauf le métro de la capitale, mais qui refonctionne à présent aux 2/3, et quelques antennes de téléphonie mobile), et qui si elles venaient à être atteintes pourraient peut-être provoquer un basculement vers une possibilité insurrectionnelle. Au Chili, l'économie ce sont bien sûr au nord les mines de cuivre, au centre le port de Valparaíso ainsi que le vin ou les avocats, et au sud l'agro-industrie forestière ou les élevages industriels de saumon, mais c'est également tout un ensemble d'industries intermédiaires. Lundi 25 novembre, à force d'incendies depuis plus d'un mois, l'un d'eux est presque passé pour un banal fait divers. C'est pourtant rien moins qu'un énorme complexe chimique de fabrication d'huiles industrielles qui a pris feu à Lampa vers 2h30 du matin au nord-ouest de Santiago, dans la zone industrielle de *Valle Grande* (qui compte près de 800 entreprises). Dix énormes cuves d'acétylène (30 000 litres) ont pris feu, dont l'une a explosé, et 1700 barils d'huile ont aussi été incendiés, détruisant au passage deux entreprises de transport adjacentes. Près de 200 pompiers ont travaillé pendant dix heures d'affilée, les écoles alentours de Lampa et de Colina ont été fermées, et les causes demeurent bien entendu inconnues pour l'instant. Faire cesser de nuire ce genre de Seveso sur pied comme toute autre zone industrielle ou commerciale peut passer par des inondations ou des incendies, au Chili comme ailleurs, mais aussi justement par des sabotages des flux d'énergie et de télécommunication dont elles ont tant besoin. Ces flux que le pouvoir entend très rapidement faire surveiller par l'armée, pour ne pas que la situation devienne totalement incontrôlable et risquer de perdre beaucoup plus que ce qui a été touché jusqu'à présent par cette révolte.

Attaques diffuses. Jeudi 21 novembre, à Antofagasta au milieu d'affrontements, pillage de six magasins (dont *Abcdin*, une pharmacie *Salcobrand*, la boutique locale d'articles *Sportiva*), sans compter celui jeudi soir du supermarché Jumbo au nord de la ville. Pendant près de quatorze d'heures d'affilée (de 13h jusqu'à 3h du matin), le commissariat de la zone nord a également été attaqué par une foule de 700 personnes avec pierres (alimentées par le travail de marteaux et burin aux

alentours), molotovs, armes à feu artisanales : 26 flics blessés, 10 véhicules garés à l'intérieur (trois de patrouille et sept personnels) détruits et leurs bâtiments sévèrement endommagés. A Los Andes (Valparaíso), pillage du bâtiment de la *Mutual de Seguridad* (mutuelle du BTP) et incendie après pillage du magasin d'accessoires automobile *AutoPlanet*.



A Talagante, la mairie est entièrement saccagée. A Quilicura (Santiago), le centre commercial *Arauco* (mall), dénoncé comme centre de torture est attaqué par 300 personnes puis une partie pillée et incendiée (7 boutiques et leur structure), et à San Bernardo c'est un bus du Transantigao qui part en fumée. A Coquimbo, une annexe de l'hôpital San Pablo est pillée puis incendiée, notamment ses bureaux administratifs de financement et fournitures, ainsi que les services de soins dentaires et d'infectiologie, pour en dérober les médicaments spécialisés. A Arica, incendie d'une station service *Petrobras*. A Valparaíso, incendie du concessionnaire automobile *Hernández Motores* avec des pneus, et pillage d'une armurerie contenant des articles de chasse (sans les armes à feu, retirées par précaution par le proprio). A Coronel, suite à de nouveaux pillages dans le centre commercial *Mall Paseo Arauco*, ce sont désormais 27 boutiques qui ont été « vandalisées » en tout, plus 12 nouvelles jeudi soir, cette fois dans le centre commercial Paseo Montt. A Iquique, saccage de la mairie, et ravages/pillages d'une agence de la *Banco Santander*, du fond de pension *AFP Provida*, d'une agence de complémentaire santé (Isapre) *Cruz Blanca*. A Puerto Montt, pillages des supermarchés Santa Isabel et Líder, à Quilpué d'un supermarché *Santa Isabel*, et saccage des bureaux du ministère du logement (Serviu) à San Antonio. A Rancagua, une succursale de la *Banco Estado* est incendiée, et de nombreux commerces perdent leurs vitres (dont la préfecture régionale, une banque *Santander* et une station service *Shell*).

Selon le ministère de l'Intérieur qui a qualifié la journée de jeudi de « *la plus violente depuis l'accord pour la paix* » (du 15 novembre entre

Copiapó, 28/11
un des trois camions
et neufs camionnettes
incendiés dans
la sous-centrale
électrique de la CGE

dix partis de gauche et de droite), il y a eu 104 carabineros blessés et 54 zones de pillages à Tarapacá, Antofagasta, Coquimbo, Valparaíso, les régions de Biobío de la capitale, ainsi que des attaques (vitres brisées ou saccages) contre les préfectures de San Antonio et Osorno, les bureaux du procureur de Chillán. Enfin, il y a eu 21 attaques de commissariats de police (généralement pierres et molotovs), dont à Iquique, Pozo Almonte, Tocopilla, Antofagasta (2), Chañaral, San Antonio, San Felipe, et dans la région de Santiago à Peñalolén, Pudahuel, Cerro Navia, Malloco, Puente Alto (2), San Miguel, Huechuraba, Padre Hurtado (2), Talagante, et Quilicura.

Vendredi 22 novembre, incendies à quatre reprises qui ravagent la partie en travaux du centre culturel *Gabriela Mistral* (GAM) à Santiago (plus des pillages d'outils et le saccage de tableaux électriques du chantier) ; saccage de la préfecture régionale de Coyhaique dont le mobilier sert aux barricades ; incendie de la Chambre de Commerce et des bureaux du centre d'affaires (Sercotec) à Talca, dont le mobilier est incendié dans la rue ; incendie de l'usine de saucisses Satorres à La Cisterna ; pillage d'un supermarché Santa Isabel à Temuco (22 arrestations) ; pillages à Maipú (Santiago) d'une agence Banco Estado, d'un supermarché Santa Isabel et d'un magasin de téléphonie mobile WOM. Signalons aussi ce magnifique « saisir l'occasion », puisqu'à Maipú peu avant minuit, alors que des affrontements se produisaient aux alentours comme très souvent depuis quatre semaines, un groupe d'inconnus a littéralement dévalisé une agence de la Banco Estado, en utilisant un chalumeau oxy-acétylène pour percer son coffre fort : 16.000 dollars en espèce, 3.800 euros et 150 millions de pesos chiliens (soit 190 000 dollars), plus deux fusils des vigiles privés ont été dérobés. Pillage d'une station-service Petrobras à Puente Alto (Santiago) et d'un magasin de chaussures Bata parmi une dizaine de pillages à Concepción. A Iquique, pillages d'une station service Petrobras, d'un supermarché Jumbo, saccage d'une agence Entel, d'une pharmacie Cruz Verde et d'un McDonalds. En tout, sept nouveaux commissariats ont été attaqués à Santiago et dans les villes de La Calera (centre), Bulnes et Los Ángeles (sud).

Samedi 23 novembre. Incendie d'un bus du transantiago à Pudahuel (Santiago) ; à l'aube en zone mapuche, trois engins forestiers de l'entreprise Forestal Mininco partent en fumée à Trovolhue (Carahue) ; incendie nocturne à l'intérieur d'une Banco de Chile et d'un magasin de chaussures à Talca, et pillage d'une agence de crédit Copeuch ; incen-

die d'un atelier mécanique avec les véhicules en réparation à l'intérieur à Puerto Montt ; incendie de l'ancienne caserne de carabiniers à Curanilahue ; pillages d'une pharmacie Cruz Verde à Santiago, d'un commerce Telepizza à Villa Alemana (Valparaíso). Attaques de comics à Huechuraba, Pudahuel et Padre Hurtado (grand Santiago) et de la préfecture à El Loa (Antofagasta).

Dimanche 24 novembre. A San Ramón (Santiago), incendie nocturne du bâtiment administratif de la compagnie d'électricité Enel, plusieurs fois pillé depuis le 18 octobre ; à Puente Alto, incendie nocturne de l'hypermarket Acuenta ; à Punta Arenas, l'entrée du siège du député (de gauche) Gabriel Boric se mange un molotov ; à La Granja, jets de molotovs contre le collège Malaquías Concha ; à Cachapoal, destruction des vitres de la préfecture régionale, et des commissariats attaqués à Huechuraba, Padre Hurtado, Peñalolén et Pudahuel (où un carabinier a été blessé par une balle qui a traversé son visage pour se loger dans la zone paravertébrale. Elle y était toujours, 24h plus tard).

Répression. Pour donner un exemple des enquêtes qui se poursuivent chaque jour par des incarcérations liées aux enquêtes : un homme de 26 ans est incarcéré pour un des sept incendies de l'immeuble de bureaux Caja Los Andes à Concepción, celui du 25 octobre qui a consummé trois étages (notamment sur la base de vantardises sur Whatsapp et de caméras internes de vidéosurveillance) ; trois étudiants sont incarcérés pour l'incendie de deux cabines du péage de Teno (région du Maule) du 28 octobre. Des cas d'attaques contre les émeutiers se produisent également régulièrement, citons-en deux connus : à Reñaca (Viña del Mar) le 10 novembre, l'universitaire libertarien nord-américain John Cobin bloqué dans sa camionnette a refusé le « *el que baila pasa* » en vigueur depuis le début du mouvement (« *celui qui danse peut passer* ») et tiré avec son fusil dans la foule vêtu du gilet-jaune des citoyens-flics chiliens, blessant une personne à la jambe (Cobin est depuis en préventive) ; à Antofagasta le 21 novembre, un commerçant a foncé à toute allure avec sa voiture dans la foule de manifestants, faisant 9 blessés (il est en préventive). Enfin, autre nouveauté répressive, lundi 25 novembre la municipalité de Concepción vient d'annoncer l'embauche de 50 gardes privés pour « *assurer la sécurité des commerces* ».

Des chiffres. Selon les pompiers de Concepción, ils ont dû effectuer près de 117 sorties pour des incendies depuis le 18 octobre, tan-

dis que les services municipaux de la ville ont déclaré avoir retiré 700 tonnes de décombres suite aux attaques depuis cette date. Le 23 novembre, le parquet national a également fourni ses comptes : 17.434 personnes poursuivies pour des délits de désordre, violence et pillage, soit une augmentation de 72% par rapport à 2018. Sur ce nombre, 1.431 personnes sont incarcérées en préventive et 15.481 sous contrôle judiciaire (interdictions de sortir du territoire, de paraître dans des lieux, etc). Une enquête annuelle de Medbelle sortie ce dimanche et portant sur 50 pays a comparé le prix de 13 médicaments usuels (de la Ventoline pour l'asthme au Lantus pour le diabète en passant par le Prozac ou le Xanax). Concernant le Chili, où la population est non seulement pauvre mais en plus mal couverte (et sans même compter le coût des transports ou les différences de revenus), elle a conclu que ces médicaments y sont vendus 32% plus chers que la moyenne mondiale (avec des pointes à +400% pour certains d'entre eux, alors que dans d'autres pays comme par exemple la Thaïlande, le Kenya ou la Malaisie ils sont environ 90% moins chers que la moyenne mondiale). Vendredi 22 novembre, sont également sortis des bilans du côté du ministère de l'Intérieur, qui a chiffré à 4.100 le nombre de pillages depuis le début de la révolte (dont 45% dans le grand Santiago), le nombre de manifestations à 1.073, et celui de ses commissariats attaqués à 154. Côté sondages, le président Piñera a désormais atteint la cote de popularité la plus basse depuis qu'ils existent (12%), tandis que 67% des sondés souhaitent toujours que la mobilisation continue. Et enfin, dernier chiffre : une grande partie des 110 000 jeunes nés en 2001 (donc âgés de 18 ans) et tirés au sort pour compléter les engagés volontaires ont fait de gigantesques queues toute la semaine au cri de de « ¡No queremos ser milicos ! » devant les centres de recrutement de l'armée, dans l'espoir d'être exemptés du service militaire. Cette année, les militaires ont tiré au sort près de 95% des non-volontaires de cette classe d'âge pour compléter leurs effectifs, vu que le nombre de recrues volontaires annuel a chuté de 30 000 en 2006 à 13 000 en 2018 (et 8 900 en octobre), sans compter les 56 000 insoumis comptabilisés en 2015, qui ne s'étaient même pas présentés depuis plusieurs années à la caserne pour tenter d'être exemptés (en arguant être chargé de famille, faire des études, avoir une incapacité physique, etc.). Beaucoup trop d'insoumis en tout cas pour être tous poursuivis, si bien qu'en juin 2019 le parquet national a tout simplement décidé de clore 21.500 dossiers de plaintes à ce titre. Gageons que cette année le nombre de réfractaires et d'insoumis au service militaire sera un peu plus nombreux que d'habitude, puisqu'il a suffi à tout un chacun

« *L'heure est venue de noyer
l'ennemi dans le sang...
L'heure est venue de laver notre
âme dans le sang.
Basta, basta, basta !
Que le poète transforme sa lyre en
poignard !
Que le philosophe transforme sa
sonde en bombe !
Que le pêcheur transforme sa rame
en une formidable hache.
Que le mineur sorte des antres
étouffantes des mines obscures
armé de son fer brillant.*

*Que le paysan transforme sa bêche
féconde en une lance guerrière.
Que l'ouvrier transforme son
marteau en faux et en haches.
Et en avant, en avant, en avant !
Il est temps, il est temps — il est
temps !
Et la société croulera.
La patrie croulera.
La famille croulera.
Tout croulera, parce que l'Homme
Libre est né.
En avant, en avant, en avant,
ô joyeux destructeurs.
Sous le noir étendard de la mort,
nous conquerrons la Vie !
En riant ! »*

Renzo Novatore

d'ouvrir les yeux pendant la semaine de l'état d'urgence où ils ont géré l'ordre public fin octobre pour se rendre compte de la fonction réelle de ces assassins, tortionnaires et violeurs en uniforme : faire régner le terrorisme d'Etat contre la population civile, y compris à l'intérieur des frontières...

Politicailleries. Ce lundi se réuniront les partis d'opposition et du gouvernement dans



La Serena, 27/11
saccage de l'hôtel
de luxe *Costa Real*

le cadre de la commission technique qui travaille sur le processus constituant (composée de 7 représentants de chaque bord) : les débats portent sur l'abaissement du droit de vote à 16 ans, la parité, la représentation des « peuples originaires » (vers un quota de 10% de délégués à la convention constitutionnelle) et le vote obligatoire, celui des chiliens établis à l'étranger, le nombre de sièges et l'intégration institutionnelle au processus des partis indépendants, des *cabildos* et des assemblées de quartier. De plus, la commission des lois constitutionnelle de la chambre des députés vient d'approuver à l'unanimité des partis la proposition de baisse de 50% du salaire des parlementaires et de toutes les autorités (juges, préfets, etc.), qui devra par la suite être approuvée aux 3/5e par les députés. En face, le parti communiste et quatre autres satellites qui ont refusé l'« accord pour la paix sociale et la nouvelle constitution » du 15 novembre, vient de proposer son alternative dimanche 24 novembre. Nommée « *Acuerdo Soberano* » (accord souverain), son idée est de proposer une troisième possibilité lors du référendum d'avril 2020, à savoir une future *Assemblée constituante souveraine* où les représentants d'assemblées de quartier et les « *dirigeants sociaux et syndicaux* » pourront être candidats. Si le charme des bureaucraties stali-

niennes est de ne pas changer en tentant de promouvoir leurs propres « *dirigeants* », le parti communiste chilien s'inscrit clairement dans le même cadre que tous ses concurrents, à savoir tenter de sauver les meubles et de faire avancer son propre agenda politique sur le dos d'une révolte autonome sans leaders ni partis. Dans le même genre, on peut souligner le sale travail des ONG et associations de quartier, qui montent un peu partout des ateliers et sessions citoyennes pour former la population à s'approprier et réviser la Constitution, ou encore cette brochette de huit bouffons « experts de la société civile » qui constituent le *Conseil d'Observateurs* qui va superviser la consultation internet nommée « *El Chile que queremos* » (le Chili que nous voulons) lancée le 23 novembre par le Ministère du développement social. On notera enfin que l'ex-ministre des Affaires Etrangères puis de l'Intérieur des gouvernements Bachelet et désormais sénateur PS, José Miguel Insulza, a comme d'autres politiciens ces derniers jours été pris à partie dans la rue aux cris de « *traître* ». Il avait déclaré au début du mouvement « *Je suis partisan de réprimer avec énergie la tentative de sauter par-dessus les tourniquets pour ne pas payer* », ce qui lui a valu à Arica ce week-end d'être recouvert de peinture, insulté et chassé de la rue.

Syndicailleries. Une nouvelle journée de grève générale est prévue mardi 26 novembre, à l'appel du bloc syndical de la « *Mesa de Unidad Social* », approuvée par les syndicats de la santé, de l'éducation, des ports et transports. Convoqués vendredi par le ministère de l'Intérieur pour dialoguer avec la Présidence, plusieurs dirigeants syndicaux ont d'ores et déjà accepté l'invitation, puisque négocier pour cogérer l'existant est leur fonction. Comme leurs collègues des partis politiques de gôche l'avaient fait avant eux pour pouvoir enfin s'asseoir à la table des négociations, ils ont d'abord dû rallier le mot d'ordre du pouvoir, inscrit jusque sur le site officiel de la police chilienne (PDI) : « *Nous lançons un appel à la paix sociale. Parce que nous aimons le Chili, nous arrêtons la violence* ». Esmeralda Contreras, présidente à Iquique du syndicat CUT, a par exemple déclaré ceci dans une interview au journal *La Estrella* du 23 novembre : « *en tant que Mesa de Unidad Social, nous faisons des manifestations en plein jour, à visage découvert, où participent les travailleurs, et ceci depuis le début. En tant que Mesa, et je le dis de façon responsable, nous n'avons participé à aucun type de pillage ou de vandalisme ou autres qui ont détruit la ville, qu'en tant qu'habitants d'Iquique nous aimons* ». Son collègue Patricio Llerena, responsable du syndicat de fonction-

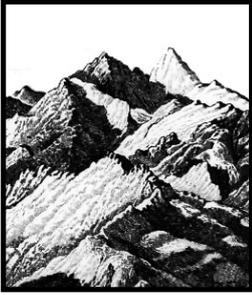
naires ANEF, a rajouté : « *ceux qui détruisent ne sont et n'ont jamais fait partie de nos manifestations* ». Du côté des autres syndicats, comme la CAT (*Central Autónoma de Trabajadores*, équivalent de la CFDT), la CTCH (*Central de Trabajadores de Chile*, une scission de la CUT fondée en 2018 par son ancien président) et l'UNT (*Union Nacional de Trabajadores de Chile*, équivalent de la CFTC), heureux hasard du calendrier, ils ont signé le lundi 25 novembre une déclaration conjointe avec des représentants patronaux disant explicitement ceci : « *Face à la persistance et à la gravité des actions violentes menées par des groupes délinquants et antidémocratiques, les centrales syndicales du secteur privé, les associations patronales des PME et les patrons qui composent le Foro Trabajadores-Empleadores [Forum travailleurs-patrons] en appellent au gouvernement, à l'opposition, au pouvoir législatif, aux policiers, aux procureurs et aux juges pour prendre urgemment toutes les mesures nécessaires qui permettent d'éradiquer la violence et la délinquance, de garantir l'ordre public et la sécurité... Nous nous joignons avec conviction et un sentiment d'urgence à l'Accord pour la paix, la démocratie et contre la violence* ». Tous ces discours ont été très bien enregistrés, puisque le Président de la chambre des députés Iván Flores (de la démocratie-chrétienne, DC) a proposé ce même lundi d'associer les syndicats au pacte d'unité nationale des partis contre la révolte en ouvrant des négociations avec eux, exposant que « *nous devons séparer le juste mouvement social des actes de terreur liés au vandalisme. La question est que tant que nous ne donnons pas de réponses aux demandes sociales, nous ne pourrions attaquer les faits de violence, c'est-à-dire les isoler avec clarté et sans ambiguïtés* ». Un point qui a également fait sortir de son silence le syndicat des patrons regroupant les industries du pays (SOFOPA), toujours ce même jour, pour appuyer l'« *accord pour la paix* » des partis et proposer de le compléter par un « *accord contre la violence* », soit « *contre la délinquance, contre le vandalisme et contre la violence organisée* ». Parlait-il là de la violence organisée du plus froid des monstres froids et du terrorisme d'Etat ? Pas du tout, puisque le syndicat des patrons précise plus loin dans son communiqué signé par une quarantaine de ses membres, secteur par secteur, qu'il appuie « *le renforcement des capacités des forces de l'ordre et de sécurité, comme les possibilités de collaboration des forces armées dans la surveillance des infrastructures critiques du pays* ».

Au final, quand une révolte généralisée commence à durer et à ouvrir des espaces de rupture, quand elle commence à faire vacil-

ler l'ordre en place, on voit avec la situation brûlante au Chili comment la main droite et la main gauche de l'Etat peuvent soudain passer outre leurs menues différences, comment les représentants des exploités et des exploités trouvent très vite un terrain d'entente. Tout, oui tout trouve alors grâce à leurs yeux, même des appels à une sanglante répression à peine voilée de façon orwellienne sous le mot « paix ». Tout, pourvu que les chaînes de la misère et de l'oppression garanties par le joug de l'Etat continuent de nous asservir. Tout, pourvu que la guerre sociale ne prenne pas le dessus sur la paix des marchés et des casernes. Comme le disait un vieil anarchiste, les partis politiques et les syndicats ne sont pas des traîtres, ils font simplement leur travail au service de la domination, qui n'est jamais si précieux que lorsque celle-ci se trouve en difficulté... c'est à nous de faire le nôtre pour précipiter sa chute.

Reste également une question de poids. Combien de temps une révolte autonome de cette ampleur peut-elle durer sans procéder à de nouveaux approfondissements destructifs ? De quels espaces doit-elle s'emparer face à une hausse annoncée de la répression et à ces tentatives d'isolement ? Peut-elle rebondir une fois de plus et trouver des souffles nouveaux et inédits, y compris à l'aide de contributions extérieures qui viendraient l'appuyer ou l'alimenter ? En ce sens, l'explosion sociale qui secoue la Colombie voisine depuis trois jours est une nouvelle réjouissante. N'est-ce pas d'ailleurs à chacun.e, ici aussi, d'y mettre du sien ? Et ce ne sont pas les cibles qui manquent, par exemple celles qui remplissent déjà les vastes chronologies de la révolte au Chili, ou d'autres encore qui pourraient peut-être amplifier ou nourrir son imaginaire dans un dialogue passionnant, enflammé et solidaire...





Au-dessus du volcan

Finimondo

17 novembre 2019

« Rend-on hommage à un volcan ? Aux ruines souterraines qui l'annoncent, à l'aridité sombre qui l'environne, à cette chape minérale qui soudain s'ouvre en faisceau de foudre déchiquetant l'horizon ? »

Annie Le Brun

Le 8 octobre dernier, lors d'une conférence de presse, le président chilien Sebastián Piñera avait défini son pays comme « *une véritable oasis au milieu de cette Amérique latine pleine de convulsions* », pouvant en effet compter — à la différence de ses voisins — sur « *une démocratie stable* ». A peine dix jours plus tard, vendredi 18 octobre, face à la révolte qui explosait dans les rues, il a dû décréter l'urgence et faire quadriller Santiago et les autres villes de militaires, comme cela ne se voyait plus depuis l'époque de Pinochet. Ce démenti retentissant d'une pacification sociale accomplie a été immédiatement suivi d'un autre, celui de la propagande étatique en vigueur. Dimanche 20 octobre, épaulé par ses généraux, Piñera expliquait ainsi aux journalistes que les désordres seraient l'œuvre de « *groupes violents... en guerre contre tous les chiliens qui veulent vivre en démocratie. Nous sommes en guerre contre un ennemi puissant et implacable qui ne respecte rien et personne* ». Mais comme les images diffusées à travers la planète étaient désormais en train de démontrer au-delà de tout doute l'exact contraire, à savoir que « *tous les chiliens* » (à l'exception des larbins du pouvoir) étaient en train de participer à la révolte, le président a demandé deux jours plus tard « *pardon pour n'avoir pas compris à temps le malaise social* ».

Voilà un bien bel exemple de comment toute morgue institutionnelle, malgré ses apparences hautaines et les moyens dont elle dispose, risque de devoir disparaître d'un moment à l'autre. Tout en ayant rendu impensable toute alternative radicale à l'obéissance, ceux qui ont forgé ce monde à leur image et ressemblance ne peuvent empêcher que la reproduction de la misère quotidienne soit interrompue. Si ce n'est plus par une tension utopique ou par un projet révolutionnaire, au moins par l'imprévu. Cet imprévu qui échappe immanquablement à ceux

qui s'obstinent à mesurer la réalité, à la comptabiliser à travers le triste calcul de la politique. Que les paramètres et les critères employés soient plus institutionnellement bâclés ou plus subvertissement dégourdis, qu'importe ? Reste le fait que les volcans ne s'enchaînent pas.

Si déjà dans le passé les insurrections étaient rarement le fruit d'une stratégie gagnante mise en acte par une organisation efficace pour porter en avant la justice politique, de nos jours une telle hypothèse ne peut s'insinuer qu'au sein de la gauche la plus crédule. C'est une hypothèse ridicule à tenir, surtout dans des pays qui disposent d'une démocratie de type plus ou moins occidental, où la prétendue « conscience de classe » a été éradiquée par des décennies de confortable (télé)consommation — mais où peut en revanche couvrir une rage, un mal-être, une angoisse, un désespoir de vivre qui ne sont supprimables ni avec un programme de parti à appliquer, ni avec une revendication spécifique à réclamer. Il s'agit de sombres sentiments qui s'accumulent pendant des années, et certainement pas pour se présenter à la fin en exigeant *les intérêts qui leur sont dus*. La plupart du temps, ils se contentent de grogner de manière menaçante en attisant des craintes (et en suscitant des espoirs) aussi compréhensibles que malvenues. Mais lorsqu'ils ont l'occasion de se manifester, ils le font de manière terrible. Non pas à travers des mouvements radicaux de lutte dotés de leur brave légitimité politique à déployer pour recueillir un consensus unanime, mais à travers des explosions sociales inattendues. Soudaines et incontrôlables, comme l'éruption d'un volcan. C'est ce qui est en train de se passer depuis exactement un mois de l'autre côté de l'océan, au Chili, où le magma incandescent s'est répandu dans les rues des villes comme sur les pentes du Nevados de Chillán, incinérant tout sur son passage.

Comme toutes les explosions sociales, celle-ci aussi a eu besoin d'un prétexte banal qui lui serve d'étincelle. La *chispa*, dans ce cas, a été l'annonce de l'augmentation du prix du billet des transports publics aux heures de pointe. Il a suffi de quelques jours d'agitation, avec un refus

massif de payer le tribut, pour pousser le gouvernement à sortir toute sa féroce arrogance. Une fois de plus, la rudesse de ceux qui détiennent le pouvoir s'est révélé un ingrédient fondamental pour la généralisation de la révolte. Les manières fortes du général Javier Iturriaga, liées à l'attitude méprisante de la classe dirigeante, n'ont fait qu'alimenter encore la protestation, qui s'est vite diffusée à tout le territoire. L'état d'urgence décrété vendredi 18 octobre au soir par « Piñera cagón » n'a pas suffi à effrayer. Plutôt qu'assister à un retour à l'ordre immédiat en battant la queue, les militaires ont été encerclés et confrontés à des milliers d'hommes et de femmes qui ont érigé des barricades, pillé des commerces, incendié des autobus, détruit des stations de métro, livré des palais aux flammes. Semaine après semaine, ni les arrestations de masse ni les yeux crevés dans la rue, ni les tortures ou les viols dans les casernes n'ont réussi à stopper des insurgés, forts de la conscience qu'ils n'avaient plus rien à perdre en refusant le quotidien imposé (le cri de guerre avec lequel les insurgés kabyles avaient ouverts le millénaire, « *vous ne pouvez pas nous tuer parce que nous sommes déjà morts* », a été repris à leur façon par les insurgés chiliens : « *ils nous ont tant volé qu'ils nous ont même dérobé notre peur* »).

Évidemment, le prétexte initial du soulèvement a été oublié en vitesse, si bien que le rétropédalage du gouvernement sur le renchérissement des tarifs n'a certainement pas calmé les esprits. Évidemment, le gouvernement a proposé une table ronde « *ample et transversale* », à laquelle les forces de gauche ont refusé de participer tant que les militaires étaient dans la rue. Évidemment ces mêmes forces se sont bien gardées de proclamer immédiatement une grève nationale pour s'opposer à la répression étatique, devant auparavant s'assurer d'avoir face à elles un « peuple » à représenter, et pas quelques « vandales » à légitimer. Évidemment, plus la révolte continue imperturbable, et plus les partis de droite et de gauche trouvent un compromis pour créer une Unité Nationale salvatrice des institutions.

Pourtant jusqu'à aujourd'hui, la routine politicienne s'est révélée complètement incapable d'apaiser une rage qui, ne reconnaissant pas de leaders, n'offre pas non plus de marge à la récupération. Les réverbères des ronds-points en France ou la commune de Quito en Equateur ont également contribué à son explosion, mais les insurgés chiliens n'ont en tout cas pas de porte-paroles disposés à se faire interviewer, ni d'assemblées pour se faire représenter, ni de décisions de confédérations auxquelles souscrire. C'est ce qui d'un côté met la classe dirigeante en panique, et de l'autre met dans l'embarras la classe dirigeante en herbe.

« *L'idée que l'on pourrait "radicaliser" une lutte en y important tout le bataclan des pratiques et des discours réputés radicaux dessine une politique d'extraterrestre.* »

Comité invisible, *A nos amis*,
21 octobre 2014

« *On est complètement dépassés, c'est comme une invasion étrangère, d'extraterrestres, je ne sais pas comment dire, et nous ne sommes pas armés pour les combattre.* »

Cecilia Morel, femme du président Piñera,
21 octobre 2019

Considérant que les événements qui se déroulent au Chili sont riches de suggestions et de pistes pour réussir à *penser l'insurrection*, à cueillir les possibilités à jouer pour la rendre *irréversible*, cela ne nous semble vraiment pas un hasard qu'ils soient passés sous silence aussi bien par les organes de l'État que par ceux du contre-État. Tandis que le président Piñera met sa famille à l'abri en l'envoyant en Australie, les différents militants de gauche mettent leur idéologie à l'abri en garant leur cerveau au Rojava, ou en l'entourant d'un gilet jaune. Parce qu'au Chili, il n'y a pas un parti révolutionnaire à soutenir [bien qu'ils existent], il n'y a pas un leader charismatique à suivre, il n'y a pas une armée du peuple à laquelle adhérer, il n'y a pas un drapeau à agiter, il n'y a pas un territoire à défendre ; et il n'y a même pas de luttes sociales à faire converger, de classes prolétaires à recomposer, de mouvements de base à organiser. Ce qui explique la raison pour laquelle face à l'explosion chilienne qui est train de tout démolir, les chantres de la conflictualité alternée, du pouvoir parallèle, de la destitution... se contentent d'annoter la brutalité de la répression qui se déchaîne.

Il ne s'agit pas de retard historique ou d'obtusité idéologique. Il s'agit, oserons-nous dire, d'un abîme anthropologique. Les habitants de la terre ferme aux pieds bien plantés dans l'autorité ne sont littéralement pas en mesure de comprendre les habitants des étoiles flottantes de la liberté. Qu'il nous soit permis de donner un petit exemple. L'incendie des véhicules du transport public est une pratique diffuse depuis des années chez les têtes brûlées chiliennes, qui ont été parfois critiquées par les stratèges perspicaces de la révolution (horifiés qu'on puisse avoir recours à des actions aussi peu *compréhensibles* : brûler des autobus est du vandalisme, cela ne rapporte aucune approbation populaire). Mais à partir du 18 octobre dernier, voici que la pratique a fait sens aux yeux de tous. Ce qui avait été taxé de myopie est devenu de la clairvoyance, et les mots écrits il y a 7 ans sur la

question par quelques anarchistes belges (« La grande majorité des usagers des transports en commun, l'utilisent pour se déplacer de la maison vers le travail, vers des institutions, vers des rendez-vous avec des bureaucrates, vers les lieux de consommation comme le supermarché, le stade ou la discothèque. Ceci donne une légère amorce afin de comprendre l'importance que le pouvoir octroie à un réseau de transports en commun qui fonctionne déceamment. Le déplacement, la circulation des personnes est fondamentale pour l'économie, pour l'existence du pouvoir... La mobilisation totale de la population au quotidien nécessite des infrastructures adaptées. L'importance de ces infrastructures pour l'ordre social se reflète à l'envers quand elles sont paralysées (peu importe la cause) : retards, chaos, désordre, rupture avec la routine. *On pourrait les définir comme un terrain fertile pour la liberté, pour autre chose que la reproduction quotidienne des rôles, du pouvoir, de l'économie...* Paralyser la circulation orchestrée et conditionnée revient à non moins que de se battre pour la liberté de tous. » (*Hors Service*, n°24, 7/1/2012) ont cessé d'apparaître comme une difficile défense idéologique et par se révéler comme une facile et heureuse intuition.

Pour qui ne croit pas en un progrès linéaire qui suit les lois d'airain de l'histoire — ce déterminisme idiot qui a fait des marxistes « *la peste de notre époque, la malédiction du mouvement ouvrier* » —, il devient nécessaire de préparer et de mettre en œuvre dès maintenant la rupture avec l'existant. Ne pas attendre le Grand Soir qui viendra inévitablement en vertu d'on ne sait quel mécanisme objectif, mais de commencer : commencer, avec volonté et détermination, à être et à faire ce qui n'a jamais été [ou « ce qui n'est jamais l'État », c'est un jeu de mots, NdT]. De tout le reste, au-delà des bavardages plus ou moins savants, émane une puanteur certaine de réformisme.

Dans une courte vidéo tournée ces derniers jours dans les rues chiliennes, on voit un jeune homme avec un énorme écran plasma encore emballé sur les épaules qui est en train de s'éloigner après un pillage, être arrêté par d'autres insurgés qui lui prennent alors des mains le précieux objet technologique pour le jeter au feu, au milieu de danses et de cris de joie. Le jeune homme avait compris qu'une *black riot* offre des opportunités plus grandes que n'importe quel *Black Friday* pour pouvoir enfin jouir des marchandises les plus désirées, mais les autres insurgés (dont aucun vêtu de noir et au visage masqué, ils étaient tous à visage découvert comme des gens ordinaires) ont compris que le sens de la révolte n'est pas de rendre tout un chacun participant à la consommation, mais de mettre fin au monde que nous connaissons : à quoi peut bien servir un téléviseur lorsque la révolte est de l'autre côté du seuil de sa porte ? Qui est intéressé au spectacle quand devant les yeux se trouve enfin la vie ?

A présent, que nous disent le supermarchés dévastés, les infrastructures détruites, les églises profanées et saccagées, les sièges de tous les partis attaqués, les monuments abattus, un pays entier mis à fer et à feu par des milliers et des milliers d'hommes et de femmes de tout âge, en proie à l'enivrant désir que rien ne puisse continuer à fonctionner comme avant ? Une fois disparue l'illusion qu'on était en présence d'un éphémère défoulement de rue, s'agit-il peut-être d'une invitation à rédiger tous ensemble une nouvelle Constitution, ou d'obtenir un changement de la garde dans l'exercice du pouvoir ?

Certainement pas. Pour créer une vie qui soit toute autre, il faut comme le disait un poète en quête de l'or du temps, *continuer à avancer de la seule manière valable qui soit : à travers les flammes.*

« *Et la joie est d'agir.
Nous n'avons point le temps de
marquer le pas : la vie est brève.
Individuellement nous courrons
aux assauts qui nous appellent.* »

Zo d'Axa



.....
avisdetempetes.noblogs.org
.....